

سكنا من الاموال

Après la mort d'Ulrike Meinhof

## Les autorités de Bonn redoutent une reprise des attentats

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 5 \$ ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 16 dr. ; Irlande, 45 p. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 10 d. din. Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Tél. Paris n° 690972  
Tél. : 246-72-23

## Le président Sarkis s'engage à rétablir « l'unité entre les Libanais »

### Une victoire syrienne

Longtemps présentée comme la panacée qui guérirait la plaie libanaise, l'élection du nouveau président de la République a accentué la division du pays. En effet, M. Elias Sarkis a recueilli les suffrages des députés représentant les forces conservatrices chrétiennes et certains milieux musulmans traditionnels. En revanche, les forces progressistes et la gauche, qui avaient considérablement amélioré leurs positions au cours des trois mois de guerre civile, ont boycotté ce qu'elles n'ont pas craint d'appeler une « mascarade ».

Le déroulement même du scrutin sous la protection des hautes-presses syriennes, les multiples pressions morales et physiques exercées depuis un mois par Damas et ses « hommes armés », au Liban, compromettent la liberté d'action du nouveau chef de l'Etat et constituent pour lui un handicap qu'il aura du mal à surmonter s'il veut, comme il l'a affirmé après son élection, « reconstruire le pays et refaire l'unité entre ses fils ».

En fait, les véritables vainqueurs de l'élection présidentielle libanaise sont les Syriens. Dans leur épreuve de force contre la gauche libanaise, ils semblaient avoir subi un revers lorsque le 16 avril dernier, à la suite de l'accord de compromis conclu entre MM. Arafat et Assad, ils avaient donné l'impression qu'ils étaient disposés à mettre fin à leur intervention. Ils avaient alors retiré vers le poste frontière de Mamas les unités régulières de l'armée syrienne qui s'étaient avancées jusqu'aux abords de Beyrouth.

L'intervention militaire syrienne s'est poursuivie depuis lors sous une forme moins voyante. C'est elle qui a stoppé au début d'avril l'offensive militaire des forces de M. Kamal Joumblatt dans la montagne libanaise et c'est elle qui a tout récemment encore arrêté l'avance des islamistes progressistes dans le secteur du port de Beyrouth. La Sa'ka, favorable à Damas, qui comptait il y a près d'un an quelques centaines de Palestiniens, est devenue une force redoutable de plusieurs milliers de soldats, pour la plupart syriens.

Dans ces conditions, on comprend l'extrême prudence de M. Yasser Arafat, qui a hésité, samedi, à engager le gros de ses troupes dans une bataille d'arrière-garde pour faire échec à l'élection présidentielle. La gauche libanaise qui, depuis un an, avait le vent en poupe, se trouve désormais isolée.

Il y a encore une semaine, son chef, M. Kamal Joumblatt, menaçait de « proclamer un nouveau pouvoir » en cas de « vacance de la légalité ». Pourrait-il mettre sa menace à exécution ? Son silence actuel montre que le dirigeant islamiste progressiste cherche une nouvelle tactique pour sauvegarder la cohésion et l'avenir de son camp.

Pour passer avec la gauche le compromis qui, seul, pourrait apaiser les esprits, le nouveau président dépend étroitement de ceux qui l'ont porté au pouvoir. Le chef de l'Etat syrien ne peut pas ignorer que l'élection de samedi n'a rien résolu. Lui seul est désormais en mesure d'éviter par la condamnation un échec de M. Sarkis qui serait aussi dramatique que la faillite de son prédécesseur, M. Frangie.

Les combats se poursuivent à Beyrouth

L'élection, le samedi 8 mai, à la présidence de la République libanaise, de M. Elias Sarkis qui s'est engagée à rétablir l'unité entre les Libanais n'a pas fait taire le canon. Des combats ont, en effet, éclaté dimanche dans la montagne entre chrétiens conservateurs et forces progressistes. A Beyrouth même, les duels d'artillerie ont repris dans la soirée après une journée relativement calme.

Samedi, le quorum des deux tiers requis pour l'ouverture de la séance parlementaire avait été atteint avec plus de deux heures de retard. Au premier tour du scrutin, M. Sarkis avait obtenu soixante-trois voix sur les soixante-huit députés présents, tandis que cinq parlementaires déposaient des bulletins blancs. Au second tour, alors que la majorité simple (cinquante voix) était suffisante, soixante-dix députés avaient voté en faveur de M. Sarkis et trois autres avaient déposé un bulletin blanc.

M. Sarkis doit en principe prêter serment dans le courant de la semaine. Il lui faudra cependant attendre que son prédécesseur, M. Soleiman Frangie, présente sa démission.

Le président Sarkis a reçu dimanche un message de M. Giscard d'Estaing qui lui adresse ses « très vives et sincères félicitations » et souhaite que son élection « permette à toutes les tendances et communautés du Liban » de lui apporter le soutien « indispensable pour mener à bien sa tâche dans les circonstances difficiles que traverse le Liban ».

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — L'incertitude règne au Liban après l'élection, samedi 8 mai, de M. Elias Sarkis à la présidence de la République. Un pas a-t-il été franchi sur la voie de la normalisation ? Ou bien, au contraire, le pays s'orientait-il vers de nouvelles épreuves de force encore plus sanglantes que les précédentes ? Les fureurs des combats qui se déroulent ce lundi entre phalangistes et progressistes sur les hauteurs du Metn-Nord, les affrontements armés qui ont repris dans la nuit de dimanche à lundi après une journée de calme relatif à Beyrouth, n'augurent rien de bon. Pourtant, de nombreux contacts sont pris en vue d'une réconciliation nationale, et divers signes permettent de penser que le nouveau chef de l'Etat, bien qu'étant l'un de la droite, souhaite associer la gauche à son œuvre de redressement.

Est-il libre de le faire à des conditions acceptables ? Ceux qui en doutent font valoir que les phalangistes agissent à leur guise, puisqu'ils essaient de déloger les forces progressistes des positions qu'elles occupent dans le Metn-Nord. L'offensive en cours est menée sur une grande échelle : artillerie lourde et chars donnent l'assaut. Celle-ci aurait reçu d'importants renforts au cours des dernières quarante-huit heures. Il s'agit de deux mille à quatre mille hommes, selon les estimations, portant l'effectif de la Sa'ka, organisation palestinienne d'obédience syrienne. Les premiers détachements ont été vus aux abords de la capitale, où les patrouilles de la Sa'ka et de l'Armée de libération de la Palestine (elle aussi loyale au gouvernement de Damas) se font plus nombreuses.

### Le « lâchage » de M. Arafat

Les quartiers ouest de Beyrouth, en principe tenus par les forces progressistes, passent petit à petit sous le contrôle des troupes syriennes, qui ont érigé de nouveaux barrages en divers points stratégiques de la ville. Ces nouveaux développements ont inquiété les dirigeants de la résistance palestinienne, qui ont tenu dans la nuit de dimanche lundi, sous la présidence de M. Arafat, un véritable conseil de guerre auquel ont été associés les représentants de certaines organisations de gauche. Il a été décidé de riposter vigoureusement à l'offensive phalangiste dans la montagne « conformément à l'accord conclu le 16 avril dernier entre le président syrien et M. Arafat ». Pourtant, ce dernier souhaite éviter à tout prix un affrontement qui opposerait les Palestiniens au régime syrien. A Damas, le général Assad aurait mis en demeure M. Arafat de « choisir entre le soutien de la Syrie et celui de M. Joumblatt », chef du Front progressiste libanais. Le leader de la résistance, qui estime que son mouvement peut difficilement survivre sans le ravitaillement et les armes qui lui proviennent via Damas, s'est aussitôt incliné. Ses troupes, de moins celles qu'il contrôle personnellement, n'ont pas participé aux combats destinés à empêcher le Parlement de se réunir. Dimanche, il a même félicité M. Elias Sarkis pour son accession à la magistrature suprême.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 4.)

## Orages sur la Jamaïque

La mer des Caraïbes redeviendra-t-elle dans un avenir proche une zone de tempêtes ? Les Etats-Unis, qui s'inquiètent à nouveau du « militantisme » cubain, redoutent aussi l'évolution de plusieurs points chauds dans cette zone : Panama, Porto-Rico, la Guyane et la Jamaïque. Engagée dans une expérience de « socialisme

démocratique » qui tente, apparemment sans succès, de faire cohabiter politique socialiste et économie capitaliste, la Jamaïque est profondément divisée. Elle cherche encore sa propre identité dans une « culture noire » après avoir rejeté l'héritage colonial britannique.

### I. — LE PARADIS PERDU

De notre envoyé spécial  
ALAIN-MARIE CARON

Cinq cent mille touristes, presque tous nord-américains, vont chaque année à la Jamaïque, confrontant leurs rêves à la réalité. La réalité c'est un petit pays (dix fois moins grand que Cuba), de deux millions d'habitants. Une ancienne colonie anglaise (1), en pleine crise économique, sans doute à la veille d'une crise politique majeure, et qui considère l'homme blanc en général, et le touriste en particulier, sans complaisance.

Les hôtels sont chers, souvent très chers, et constituent de véritables ghettos qui tiennent les étrangers à l'écart de la vie du pays. Le service est d'une lenteur extrême, le personnel parfois maussade, voire provocant. Sans qu'il s'en rende toujours bien compte, le touriste se trouve pris entre deux « zones de tempête ». La première est celle des luttes syndicales, très vives à la Jamaïque, particulièrement dans le secteur du tourisme. Dans cette industrie (elle a rapporté plus de 115 millions de dollars jamaïcains (2) en 1973), le changement à la grève est payant. Il arrive à de

LE MONDE  
DIPLOMATIQUE  
du mois de mai  
EST PARU

GEORGES SNYDERS

## ECOLE, CLASSE ET LUTTE DES CLASSES

une relecture critique de  
BAUDELOT/ESTABLET  
BOURDIEU/PASSERON

384 pages 45 F

puf

Une déclaration  
de M. Fourcade  
au « Monde »  
à propos de « CNUCED 4 » :  
« NOS PROPOSITIONS SUR  
LES MATIÈRES PREMIÈRES  
CONSTITUENT UNE SOLUTION  
DE CONCILIATION. »  
(Lire page 37.)

En Israël

LE GOUVERNEMENT  
DE JÉRUSALEM  
INTERDIT L'INSTALLATION  
DE « COLONS SAUVAGES »  
A KADDOUM

(Lire page 4  
Partielle d'André SCHEMAMA.)

## Le succès de M. Royer et l'échec des partis

Déjouant tous les pronostics et faisant mentir les sondages (la dernière enquête d'opinion ne lui accordait que 40 % des suffrages), M. Jean Royer a retrouvé son siège de député de la première circonscription d'Indre-et-Loire dès le premier tour de scrutin en recueillant, dimanche 9 mai, 56,09 % des suffrages exprimés.

Ce succès du maire de Tours, qui avait été élu au second tour en 1958 face à trois adversaires et avec 39,22 % des suffrages, puis réélu dès le premier en 1967 (58,74 %), en 1968 (60,26 %) et en 1973 (61,20 %), est d'autant plus remarquable qu'il n'avait pas moins de huit concurrents, parmi lesquels il est vrai deux fantasistes qui n'ont recueilli à eux deux que 0,44 % des suffrages exprimés.

Le nouvel élu a évidemment bénéficié de sa notoriété de maire efficace et sans doute aussi du malaise des commerçants et artisans, dont il fut le ministre d'avril 1973 à février 1974 et auxquels M. Chirac a tenu dimanche des propos rassurants.

Sa victoire illustre une nouvelle fois le phénomène de la personnalisation qui atteint tous les partis, y compris le P.C.F. de M. Marchais et le P.S. de M. Mitterrand, mais elle est aussi et surtout celle d'un « non-sensé » fermement décidé à le demeurer.

M. Royer a en effet pris l'avantage sur des formations politiques dont aucune ne peut paover. Le parti communiste, qui se batte chaque jour de sa survie sous un nouveau visage, qui proclame quotidiennement sa volonté de changer et de changer toujours, et qui de surcroît avait joué à Tours la carte à la mode, celle de l'écologie, obtient 17,94 % des suffrages exprimés.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 8.)

## AU JOUR LE JOUR

### Un billet pour Tranai

On se demande ce qui fera le moins plaisir à M. Chirac dans le dernier en date des sondages : les huit points gagnés par M. Mitterrand ou les trois points gagnés par M. Chaban-Delmas, dans le même temps où M. Pompidou en perdait neuf ?

Dans une nouvelle de science-fiction, Robert Sheckley raconte que, sur la planète Tranai, les hommes d'Etat portent un collier honorifique mais explosif, télécommandé par l'ordinateur qui enregistre les variations de leur vote. Au-dessus d'un certain seuil de tolérance, un détendeur règle instantanément le problème de l'alternance au pouvoir.

ROBERT ESCARPI.

## AU MAI DE BORDEAUX

## Heureuse révolution musicale

Ouvrant comme chaque année la farandole de plus en plus longue des festivals internationaux, le Mai de Bordeaux offre ces jours-ci un nouveau visage plus riche, plus détendu et démocratique que par le passé. Sans doute encouragé par le succès des Musiques dans la rue d'Alsace-Provence et de Toulouse, et aiguillonné par le foisonnement multipolaire des spectacles de Sigmus, son rival d'octobre, le Mai, sous l'impulsion de M. Giscard Boireau, déploie largement l'éventail de ses manifestations et de ses lieux.

La bonne société pourra bien sûr se retrouver dans ses châteaux de La Brède, d'Issan, d'Yquem, mais la musique et le théâtre seront partout et à toute heure de l'après-midi et du soir : animation du « secteur sauvegardé » par onze groupes vendredi prochain, « Bastien et Bastienne » et « les Petits

Riens » de Mozart les après-midi au Jardin public, « Aucassin et Nicolette » et un spectacle Monteverdi aux entrepôts Lainé, oratorios et madrigaux dans les églises, opéras et ballets au Grand Théâtre, jazz à l'Alhambra, etc., pas moins de soixante-douze manifestations en seize jours, auxquelles s'ajoutent des concerts de haute qualité dans toute l'Aquitaine (et jusqu'à Tarbes et Biarritz), s'achèveront par une grande journée musicale à l'abbaye de La Sauve-Majeure. Une véritable et heureuse révolution pour un festival dont on a souvent dénoncé l'immobilisme et l'embourgeoisement originel, mais qui veut maintenant « s'inscrire dans une conception fraternelle de la société humaine », selon M. Jacques Chaban-Delmas.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 27.)

A SIRENUS

VIOLENTS INCIDENTS  
ENTRE POLICIERS  
ET MANIFESTANTS  
D'EXTREME GAUCHE

De violents incidents ont éclaté à Bordeaux, entre policiers et manifestants d'extrême gauche, au cours de la manifestation du 10 mai. Les policiers ont utilisé la force pour disperser les manifestants. Des blessés ont été déclarés. Les manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles. Les policiers ont tiré des gaz lacrymogènes. Les manifestants ont crié des slogans anti-système. Les policiers ont chargé à la baïonnette. Les manifestants ont fui en courant. Les policiers ont poursuivi les manifestants. Les manifestants ont été arrêtés. Les policiers ont conduit les manifestants en prison. Les manifestants ont été interrogés. Les policiers ont écrit des procès-verbaux. Les manifestants ont été relâchés. Les policiers ont écrit des rapports. Les manifestants ont été libérés. Les policiers ont écrit des conclusions. Les manifestants ont été réintégré dans la société. Les policiers ont écrit des recommandations. Les manifestants ont été réintégré dans la société. Les policiers ont écrit des recommandations. Les manifestants ont été réintégré dans la société.

# EUROPE

## Espagne

### Les affrontements entre carlistes ont fait un mort et plusieurs blessés

Les mouvements d'opposition clandestine de la Navarre, allant de l'extrême gauche aux catholiques, ont lancé un ordre de grève générale dans cette province basque pour ce lundi 10 mai, afin de protester contre les graves incidents qui ont marqué, le 9 mai, le traditionnel rassemblement carliste de Monte-Jurra. Une personne a été tuée et trois autres blessées par des activistes d'extrême droite qui, postés au sommet de la « colline sacrée » des carlistes, ont ouvert le feu sur la colonne des partisans

du prince Charles-Hugues de Bourbon-Parme qui en faisaient l'ascension. Le prince lui-même, qui avait clandestinement rejoint ses sympathisants — il est interdit de séjour en Espagne — n'a pas été atteint. Parmi les assaillants — des carlistes d'extrême droite mais aussi des « guérilleros du Christ-Roi » — figurait le propre frère de Charles-Hugues, le prince Sixto Enrique. La police n'a, à aucun moment, tenté d'empêcher la fusillade, ont déclaré les témoins. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

### Querelles dynastiques et manœuvres politiques

Madrid. — Les querelles carlistes, qui peuvent paraître quel- que peu archaïques, s'inscrivent, en réalité, dans le contexte des grandes manœuvres politiques des dirigeants néo-franquistes, conservateurs et libéraux, qui préparent les campagnes électo- rales de demain. Dimanche, à Monte-Jurra, des carlistes d'extrême droite, liés au « bunker » fran- quiste, ont ouvert le feu sur des fidèles de Charles-Hugues de Bourbon-Parme, qui a choisi de rallier le camp de l'opposition démocratique au régime.

Chaque année, le rassemble- ment de Monte-Jurra permet aux partisans de Charles-Hugues d'il- lustrer la vitalité d'un mouve- ment né au dix-neuvième siècle d'un conflit de succession dynas- tique, et qui dispose d'une réelle base populaire. Miguel de Una- muno parlait même, à son propos, de « socialisme rural ». Mais pen- dant la guerre civile, les fameux requetés au baret rouge, ont constitué le fer de lance des troupes franquistes. Ces chousans de l'Espagne du Nord espéraient, sans doute, en luttant contre la république, reconquérir le trône pour la branche carliste des Bourbons. Franco les a déçus. Pourtant la rupture avec le ré- gime a été laborieuse. L'expulsion d'Espagne en décembre 1968 de Charles-Hugues par Franco, qui avait décidé d'installer Juan Carlos comme son successeur, a fait basculer l'état-major carliste dans l'opposition. Celui-ci a, dès lors, fait choix d'une voie « socia- liste autogestionnaire », et d'une monarchie « populaire ».

De notre envoyé spécial

message, Sixto-Enrique insistait sur la « catholicisme » du car- lisme, sur la défense des fueros, c'est-à-dire des droits locaux, et appelait à une réunification du mouvement sur la base de la « constitution organique de la société ». Les partisans de Char-

les-Hugues, de leur côté, avaient promis de faire, cette année, du rassemblement de Monte-Jurra, « la plus grande manifestation de masse de caractère démocratique ». Le représentant du prince avait invité toutes les « organisa- tions syndicales et politiques de l'opposition » à y participer.

MARCEL NIEDERGAANG.

### DEUX PERSONNALITÉS DE L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE ONT ÉTÉ LIBÉRÉES

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le cinéaste Juan Antonio Bardem et l'économiste Ramon Tamames ont quitté la prison de Carabanchel le 8 mai dans la soirée. Ils y étaient in- carcérés depuis le 3 avril pour avoir refusé de payer l'amende de 1 million de pesetas qui leur avait été infligée pour « appar- tenance à des groupes politiques illégaux » et parce qu'ils avaient signé un manifeste de l'opposition démocratique. Ils devaient, nor- malement, être libérés le 3 juin prochain.

M. Fraga, ministre de l'inté- rieur, a décidé de réduire le mon- tant des amendes et d'élargir les deux prévenus. On estime, à Ma- drid, dans les milieux informés,

que ces libérations pourraient être suivies rapidement de celles des autres personnes appréhen- dées au début du mois d'avril pour le même motif.

En revanche, le tribunal de l'ordre public de Madrid a confirmé, le dimanche 9 mai, l'ou- verture d'un procès contre M. Marcelino Camacho, leader des commissions ouvrières, M. Garcia Trevijano et deux autres personnalités arrêtées alors qu'ils s'apprêtaient à annoncer la constitution officielle de la Coordination démocratique. Ils encourrent, théoriquement, des peines de vingt à trente ans de prison. — M. N.

### CORRESPONDANCE

#### Le P.C. en Catalogne

A la suite de l'article : « La Catalogne, avant-garde démocratique », nous avons reçu la lettre suivante de M. Albert Papasseit, membre du parti socialiste unifié de Catalogne.

La déclaration de M. Jordi Pujol, « Avant la guerre civile, le parti communiste et le parti socialiste ouvrier n'étaient pas représentés en Catalogne », ne correspond pas à la vérité histori- que. Le parti communiste, peu nombreux, était représenté dans presque toutes les villes. Le parti socialiste également. Certes, lors de la proclamation de la républi- que en 1931, deux partis socia- listes avaient pignon sur rue : la fédération catalane du P.S.O.E. ; l'Union socialiste de Catalogne.

Si le parti socialiste ouvrier avait une implantation limitée, il n'empêche qu'il a joué un rôle très important. Joan Requesens, secrétaire de la fédération catala- ne, était un théoricien socia- liste de valeur, son livre « Que es socialisme ? » est encore re- cherché aujourd'hui, et beaucoup de Catalans ont découvert le socialisme grâce à cet ouvrage. Si Requesens avait sa résidence à Reus (Tarragone), le parti socia- liste était organisé dans toutes les provinces catalanes et à Barce- lone existait l'Agrupacio socialista de la Rambla, face au port.

Après la proclamation de la république, les deux branches du socialisme se sont regroupées sous le nom d'« Unio socialista de Catalunya », fédération catalane du parti socialiste ouvrier, et la présidence confiée à Juan Comorera. Le parti a fait élire plu- sieurs députés à la Generalitat (Parlement catalan) et un mini- stre du gouvernement de Catala- gne, Juan Comorera. Amos Ruiz de Leclina a été député de la pro- vince de Tarragone au Parlement espagnol (élu en même temps que M. Josep Andreu i Abello (S.R.C.) sur une liste d'union).

Certes, à la suite d'un désac- cord en 1934 (sur la participa- tion au gouvernement de Lluís Companys) avec la direction na- tionale du P.S.O.E., les socialistes catalans se sont divisés à non- veau, mais sans la guerre civile, ce conflit, qui n'était que mineur, aurait disparu, le regroupement des socialistes étant inéluctable. La guerre civile en a décidé au- trement. Les volontés d'unité ou- vrière, les convictions marxistes chez les socialistes et la nécessité de créer un parti ouvrier fort face au mouvement anarchiste (P.A.O.) ont incité l'union socialiste de Catalogne, le parti socialiste ouvrier, le parti catalan proleta- rien, le parti communiste, à se regrouper au début de la guerre civile pour créer le parti socialiste unifié de Catalogne.

Si ce parti n'a pas adhéré tout de suite à la III<sup>e</sup> Internationale, on peut dire que petit à petit il est devenu communiste. Cela im- porte peu ; ce que je veux démon- trer, c'est que, puisqu'il y a eu regroupement avec les autres par- tis pour créer le P.S.U.O., il fallait bien que le parti socialiste ouvrier existât.

### Une contre-manifestation à Monte-Jurra

Les carlistes restés franquistes — dont le leader est Sixto-En- rique de Bourbon-Parme — un frère cadet de Charles-Hugues — ne s'étaient guère manifestés jusqu'à présent. Ils ont, curieusement, fait surface la semaine dernière, convoquant une contre-manifes- tation de Monte-Jurra.

Dès samedi, des milliers de tracts circulaient en Navarre. Les uns se réclamaient de « Dieu, de la patrie et du roi ». Dans un

### Charles-Hugues de Bourbon-Parme UN MONARCHISTE SOCIALISTE

(De notre correspondant.)

Descendant de Louis XIV et du roi d'Espagne Philippe V, le prince Charles-Hugues de Bour- bon-Parme est aujourd'hui le prétendant carliste au trône d'Es- pagne, depuis l'abdication de son père, le prince Xavier, duc de Parme.

Agé de quarante-six ans, Charles-Hugues est un homme de haute taille, maigre, aimable, accueillant, débordant de vitalité. Le général Franco s'étant obstinément refusé à lui accor- der la nationalité espagnole, il est citoyen français — et même officier de réserve, avec le grade de capitaine, de l'armée française.

Expulsé d'Espagne en 1968 en raison des activités politiques qu'il avait déployées dans ce pays, il avait tenté, il y a quel- ques semaines, de débarquer à l'aéroport de Madrid. Mais il avait aussitôt été refoulé, l'ordre d'expulsion pris contre lui du vivant de Franco n'ayant pas été rapporté.

« Nous sommes monarchistes, nous a déclaré récemment le prince Charles-Hugues de Bour- bon-Parme à Paris. Mais ce n'est pas cette dévotion carac- téristique l'institution. Nous ne posons pas un problème dynas- tique, car nous ne revendiquons pas le trône et le pouvoir. Ce que nous demandons, c'est une société socialiste. Par consé- quent, la compétition n'est pas dynastique, mais bien politique. Il s'agit d'un différend entre la conception monarchique popu- laire, socialiste et fédérale du carlisme, et la conception bour- geoise, capitaliste et centraliste de la dynastie aujourd'hui au pouvoir. — J.-A. N.

## Union soviétique

### M. BREJNEV A ÉTÉ NOMMÉ MARÉCHAL en tant que président de la « commission de la défense »

De notre correspondant

Moscou. — Les hommages qui ont été rendus à M. Léonid Brej- nev à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire sont tout à fait exceptionnels par leur ampleur. Intervenant moins de trois mois après le ving- tième congrès du parti com- muniste soviétique — qui a été marqué par des louanges dithy- rambiques de la personne de M. Brejnev, — ces hommages s'apparentent qu'on le veuille ou non, à ce culte de la personna- lité officiellement réprouvé pour- tant par le régime. On peut se demander si cette célébration des mérites du secrétaire général ne va pas aller crescendo pour cul- miner le 19 décembre prochain. Ce jour-là, en effet, M. Brejnev doit fêter ses soixante-dix ans.

L'attribution à M. Brejnev du grade de maréchal a été annoncée samedi en début d'après-midi par une dépêche de l'agence Tass (le Monde date 9-10 mai). Rien ne laissait prévoir une telle mesure. M. Brejnev, qui a été promu il y a un an au rang de général d'ar- mée, se retrouve tout en haut de la hiérarchie militaire. Il faut remonter à Staline pour trouver un précédent. L'ancien dictateur, il est vrai, avait fait mieux que M. Brejnev puisqu'il s'était fait décerner le titre de généralissime.

Il est à remarquer que le grade de maréchal n'est pas décerné à M. Brejnev pour ses activités pen- dant la dernière guerre, mais en vertu du rôle qu'il joue aujourd'hui en tant que « président de la commission de la défense de l'U.R.S.S. ». Cette commission, dont l'existence n'est que très rarement mentionnée, constitue l'instance militaire supérieure du pays (1). Ses membres ne sont pas connus, mais on pense qu'ils regroupent, outre le secrétaire gé- néral, le ministre de la défense, sans doute les chefs d'état-major, le secrétaire du comité central chargé des questions d'ar- mement et peut-être aussi les

membres les plus importants du bureau politique.

La mention de ce titre et de cette commission constitue un rappel de la subordination de l'armée au parti. Ce rappel inter- vient une semaine après la nomi- nation d'un civil, M. Oustinov, à la tête du ministère de la défense, au remplacement du maréchal Gretchko.

Dans l'ordre du jour qu'il a dis- cuté à l'occasion de l'anniversaire de la victoire, M. Oustinov a d'ailleurs déclaré : « Au cours de la période de l'après-guerre, notre peuple, dirigé par le parti com- muniste, a obtenu d'éminents suc- cès dans le développement de l'économie, de la science et de la culture. Grâce à l'activité consa- crée et constamment respon- sable du comité central, du bu- reau politique avec à sa tête le secrétaire général du comité cen- tral du parti communiste de l'Union soviétique, le camarade Léonid Brejnev, la situation inter- nationale de l'U.R.S.S. est de- venue plus solide que jamais. »

L'annonce de la promotion de M. Brejnev au grade de maré- chal a coïncidé avec l'insurra- tion d'un buste du secrétaire gé- néral à Dneprodzerjinsk, la pe- tite ville industrielle de l'Ukraine où est né et où a fait ses études M. Brejnev. C'est le premier buste du secrétaire général qui ait ja- mais été érigé. Cette décision a été prise, précise-t-on, en vertu d'un onzième du Soviet suprême qui permet d'élever une statue à son lieu de naissance à tout ci- toyen soviétique qui a obtenu le titre de « héros de l'Union sovié- tique ».

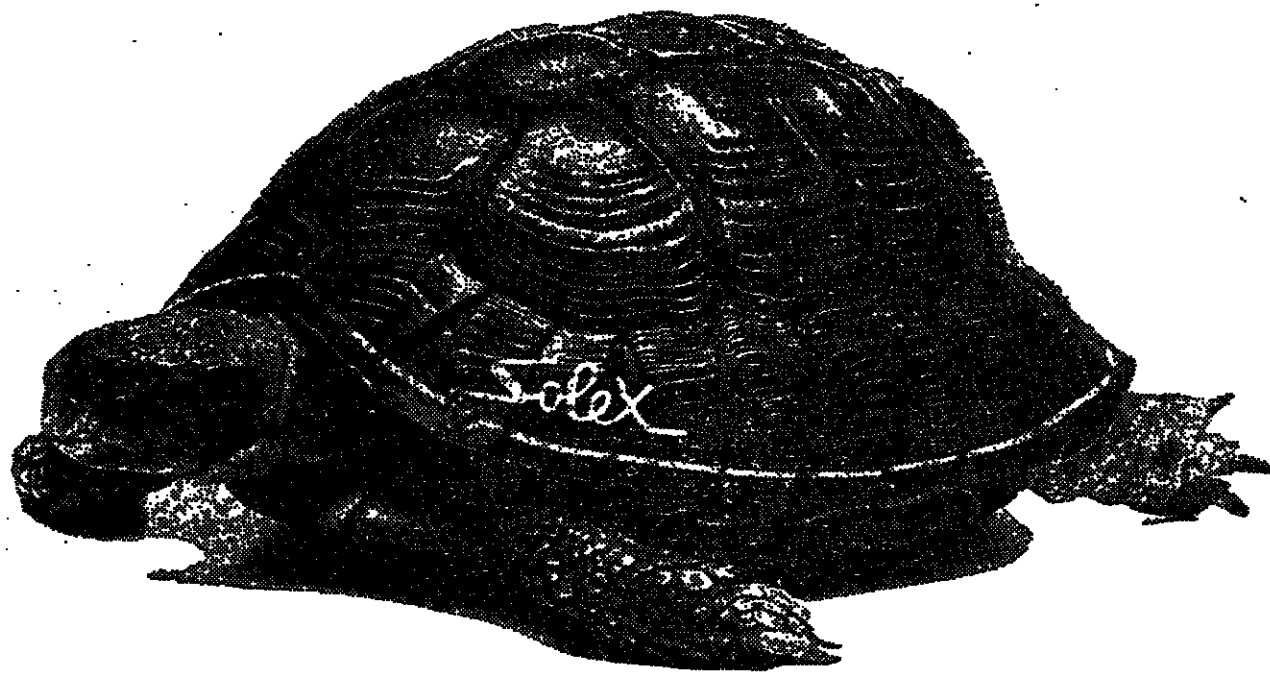
La cérémonie d'inauguration, dont le secret avait été bien gardé, a été retransmise samedi soir pendant quarante-cinq mi- nutes par la télévision. M. Brej- nev n'y assistait pas, M. Chitche-

bitski, membre du bureau poli- tique et premier secrétaire de l'Ukraine, a prononcé un discours à cette occasion. M. Chitche- bitski, qui passe pour être très proche de M. Brejnev, et dont on cite de plus en plus souvent le nom comme celui d'un possible successeur de M. Kossyguine à la tête du gouvernement soviétique, a lui aussi précisé qu'il s'agissait de célébrer « les mérites insus- ces de M. Brejnev au combat et au travail ». Après avoir affirmé que « jamais dans l'histoire on n'avait accordé une telle marque de res- pect », l'orateur a ajouté : « Les mérites de Léonid Brejnev en tant que stratège et organisateur émi- nent de la défense de notre pays ont été reconnus. A tous les pos- tes qu'il a occupés, Léonid Brej- nev a fait et fait beaucoup pour renforcer la capacité de défense de notre Etat, pour bloquer les menées des milieux agressifs de l'impérialisme et pour renforcer la paix universelle. »

M. Chitchebitski a également exalté le rôle de M. Brejnev pen- dant le XXV<sup>e</sup> congrès du parti, qui « a montré avec éclat les qua- lités remarquables du secrétaire général en tant que théoricien et homme politique, de leader de parti et, dans notre peuple, en tant que personnalité la plus au- torisée du mouvement commu- niste et ouvrier mondial (...). On peut dire à juste titre qu'une paix solide et équilibrée sur terre est inégalement liée au nom de Léonid Brejnev. » Le discours de M. Chitchebitski — qui a égale- ment souhaité une « bonne santé » à M. Brejnev — a été accueilli, dit la Pravda, par « des applau- dissements vifs et interminables ».

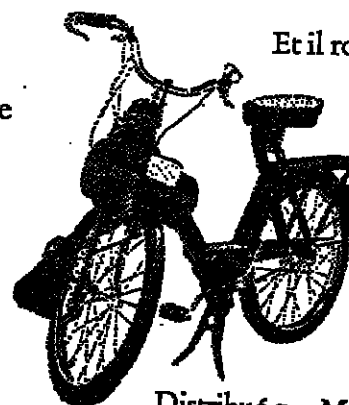
JACQUES AMALRIC.

(1) La commission de la défense, qui s'appelait alors le haut comité militaire, a été mentionnée en 1957 au moment du conflit opposant Khrouchchev au maréchal Joukov. Le maréchal fut accusé de troubler les travaux du haut conseil.



### 3 millions d'utilisateurs apprécient notre vitesse de croisière.

Évidemment, à 33 km/h on ne risque pas grand-chose. Ni de faire des folies de conduite. Ni de casser son moteur. D'autant plus que le moteur du Solex 3800 est si robuste qu'on pourrait le dire invincible. Avec ça, il démarre au quart de tour, d'un seul coup de pédale.



Et il roule pendant des années. Pas très vite, c'est vrai. Mais sans jamais s'arrêter. Et après tout, à quoi bon courir, l'essentiel c'est de partir à point. SOLEX 3800. C'EST UN VÉLO AVEC UN MOTEUR.

Distribué par Motobécane-Motoconfort.



سكة مترو الأنفاق



## EUROPE

## DIPLOMATIE

### Allemagne de l'Ouest

#### APRÈS LA MORT EN PRISON D'ULRIKE MEINHOF

#### Les autorités craignent des opérations de représailles

De notre correspondant

BONN. — A la suite de la mort d'Ulrike Meinhof, les mesures de sécurité ont été renforcées dans toute la République fédérale. Les autorités craignent des opérations de représailles de la part des membres du groupe Baader, encore en liberté. En novembre 1974, au lendemain de la mort en prison d'Ulrike Meinhof, le juge Von Troschmann, président de la cour d'appel de Berlin, avait été tué à son domicile.

Ulrike Meinhof, quarante et un ans, l'une des quatre accusées du procès de Stuttgart intenté aux dirigeants de la fraction « Armée rouge », a été trouvée morte dans sa cellule le dimanche 9 mai, vers 7 h 30. Les autorités qui ont pratiqué presque immédiatement une autopsie, ont déclaré qu'Ulrike Meinhof s'était suicidée en se pendant aux barreaux de sa cellule à l'aide d'une bande arrachée à sa serviette de toilette. Aucune trace de l'action d'un tiers n'a été constatée à l'autopsie, aucune lettre n'a été retrouvée, a déclaré le porte-parole du parquet.

Au cours d'une conférence de presse, les avocats des inculpés ont mis en doute la thèse des autorités. Ils ne croient pas qu'il s'agisse d'un suicide et exigent la constitution d'une commission d'enquête internationale. Ils s'opposent de la haine mise par les autorités à pratiquer l'autopsie, de leur refus de laisser voir le corps par les trois autres inculpés, par la famille et ses avocats, de leur mutisme presque total vis-à-vis de la venue d'Ulrike Meinhof, qui a choisi M. Klaus Croissant pour la représenter.

Il s'agit d'un état de contradictions dans les affirmations communiquées à la presse par les autorités. M. Croissant a affirmé, par exemple, que la fenêtre de la cellule de la prisonnière était dépourvue de barreaux. Les avocats contestent, d'autre part, formellement l'affirmation des autorités

selon laquelle des divergences seraient apparues ces derniers temps entre les quatre inculpés, qui se seraient même disputés à propos de leur défense.

Selon le procureur fédéral M. Eutah Baader et Raabe auraient été opposés à la déclaration faite la semaine dernière par Gudrun Ensslin au nom du groupe, et dans laquelle elle revendiquait la responsabilité politique des attentats, comme en mai 1972, contre le quartier général des forces américaines en R.F.A. (le Monde du 6 mai).

Cependant un avocat italien, M. Giovanni Cappelli, avait rendu visite, vendredi, à Ulrike Meinhof et ne l'avait nullement trouvée dans un état dépressif. Au contraire elle s'était intéressée aux élections italiennes, faisant des projets pour l'avenir, et elle se proposait de donner une interview à un journal italien.

#### Le troisième membre du groupe qui meurt en détention

M. Jean-Jacques de Félce, du barreau de Paris, a constaté, samedi, le même état d'esprit chez Gudrun Ensslin :

Le défenseur d'Ulrike Meinhof dans le procès de Stuttgart, M. Azoula, a déclaré de son côté : « Il n'y a pas de suicide, il n'y a que des ravisseurs et du glibertage ». Ulrike Meinhof est après Holger Meins, mort en prison des suites d'une grève de la faim et de l'abus de médicaments, la troisième membre du groupe qui meurt en détention.

meurt en détention ou des suites de la détention.

Son sort n'éveillera sans doute dans l'opinion publique que peu d'attention puisqu'elle n'était, somme toute, qu'une « anarchiste », arrêtée en juin 1972 et accusée de cinq meurtres, cinquante tentatives de meurtres, de plusieurs attaques de banques, d'attentats à l'explosif et d'appartenance à une association de malfaiteurs.

DANIEL VERNET.

A Paris

#### DEUX ATTENTATS À L'EXPLOSION CONTRE DES SOCIÉTÉS DE R.F.A.

Vraisemblablement en relation avec la mort d'Ulrike Meinhof, deux attentats à l'explosif ont été commis, dimanche 9 mai à 18 heures, dans deux sociétés de la République fédérale allemande (1). Klockner-Ina-France, 27, rue Marbeuf (89), et Thyssen-France 85 bis, avenue de Wagram (61). Aucune victime n'est à déplorer, mais les dégâts matériels sont importants. Rue Marbeuf, quatre étages d'appartements et de bureaux ont été dévastés et un début d'incendie a dû être maîtrisé. Avenue de Wagram, la cage de l'escalier de l'immeuble a été en grande partie détruite par le feu.

M. Pierre Somerville, le nouveau préfet de police de Paris, qui s'est rendu sur les lieux, a commenté en ces termes les attentats : « Les deux explosions sont certainement liées. On peut faire un rapprochement avec ce qui s'est passé aujourd'hui en République fédérale allemande et ce que l'on a coutume d'appeler la bande à Baader-Meinhof ». A une question des journalistes, un préfet de police a ajouté qu'il était pratiquement impossible de faire surveiller toutes les sociétés de R.F.A. — elles sont nombreuses — qui ont un siège à Paris.

A Toulouse

D'autre part, un incendie criminel a éclaté à l'Institut culturel allemand de Toulouse, provoquant des dégâts matériels. Le feu s'est déclaré peu après 23 heures. Des témoins ont aperçu une voiture occupée par plusieurs personnes s'arrêter devant l'Institut : l'une d'elles est sortie du véhicule et a jeté dans les locaux l'engin explosif qui a déclenché l'incendie.

(1) La société Klockner-Ina-France est spécialisée dans l'installation et l'application industrielle, et la société Thyssen-France est une société d'import-export de produits sidérurgiques.

Grèce

#### L'AUTOBOMBE QUI PROVOQUA LA MORT DE M. PANAGOULIS EST INCULPÉ D'« HOMICIDE PAR IMPRUDENCE »

Athènes. — M. Michel Stéfas, qui provoqua l'accident mortel de M. Alecos Panagoulis, est poursuivi pour « homicide par imprudence, non assistance à sa victime, conduite sans permis, et circulation en sens interdit ». M. Michel Stéfas a été laissé en liberté provisoire, et le parquet souligne que le chef d'accusation pourrait être modifié par la suite si l'instruction décelait des faits nouveaux.

Pour la famille Panagoulis, il ne s'agit nullement d'homicide par imprudence mais bien d'une agression préméditée. De leur côté, les avocats de la partie civile estiment que, sur la base des éléments recueillis, M. Alecos Panagoulis a bel et bien été victime d'une agression préméditée et réglée dans ses moindres détails. Selon eux, l'inculpation pour homicide par imprudence indique qu'il ne s'agit pas d'un simple accident de la circulation.

En attendant, les controverses se poursuivent et divisent l'opinion grecque. Les uns acceptent la version de l'accident et croient à un extraordinaire concours de circonstances. Les autres, nettement plus nombreux, penchent en faveur de l'agression et voient leur sentiment renforcé par la publication le 9 mai dans la presse d'une photo représentant une serviette de papier sur laquelle, alors qu'il était dans une taverne, M. Panagoulis avait griffonné le texte suivant : « Recevez ce message comme l'expression de mon angoisse pour l'avenir politique de notre patrie. Une angoisse provoquée par... »

Dans les milieux gouvernementaux on s'en tient à la thèse de l'accident. — M. M.

#### LA COLLABORATION ENTRE L'ITALIE ET LES ÉTATS-UNIS EST UNE EXIGENCE ESSENTIELLE

déclare un dirigeant du P.C.I.

Les communistes italiens estiment que « la collaboration politique, économique et culturelle entre l'Europe et les États-Unis, et l'Italie et les États-Unis, est une exigence essentielle », a indiqué M. Giorgio Napolitano, membre de la direction du P.C.I., dans une interview au quotidien américain de Rome, le Daily American. « Pour nous, ajoute-t-il, l'appartenance de l'Italie à l'OTAN est un point fixe, dans la mesure où cette appartenance fait partie d'un équilibre politique et militaire en Europe, équilibre qui ne peut pas être rompu unilatéralement sans mettre en danger la défense, même si l'actuelle division en deux blocs, dirigés par Moscou et Washington, s'effondre. »

Le parti communiste reste, dans le même esprit, attaché à la Communauté européenne, a précisé M. Napolitano, qui a affirmé : « Nous, communistes italiens, nous entendons maintenir nos engagements internationaux actuels de l'Italie. »

Le responsable communiste conclut : « Un gouvernement italien avec une participation communiste dans le gouvernement doit abolir l'indépendance de jugement, y compris vis-à-vis de Moscou. » — (A.F.P.)

#### LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

#### Le chancelier Schmidt en « accord total » avec l'Élysée sur le rôle de la Bundeswehr

De notre envoyé spécial

Munich. — Dans un discours prononcé le samedi 8 mai à la conférence du parti social-démocrate, le chancelier Schmidt a exprimé son accord total avec les déclarations faites par M. Valéry

#### « Les États-Unis commettraient une erreur s'ils s'interposaient dans le processus politique italien »

déclare M. Giscard d'Estaing à « Time »

A la veille de sa visite aux États-Unis, M. Giscard d'Estaing a déclaré à l'hebdomadaire américain Time, Newsweek et U.S. News and World Report des interviews. Il y aborde les points suivants :

● LES ÉTATS-UNIS ET LEUR RÔLE. — Dans Newsweek, M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il comprend « les circonstances très spéciales qui ont obligé les États-Unis à agir comme du Pont fait en Angola. Je ne tire pas la conclusion que les États-Unis ont perdu leur crédibilité. Mais je dois ajouter que la réaction de l'opinion mondiale, tout particulièrement de l'opinion africaine et de mes collègues européens, toutes réserves faites, est une perte sensible de crédibilité. »

● LES RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES. — Elles sont excellentes, affirme le président de la République à U.S. News and World Report. Le président justifie son jugement par deux facteurs : « Le premier est la reconnaissance des droits réciproques des États. C'est évidemment le cas en ce qui nous concerne. Dans l'autre direction, les États-

Unis doivent respecter et reconnaître nos droits et notre droit d'indépendance. Je pense que cela a été réalisé. Le deuxième élément est le fait que nous partageons des convictions fondamentales. Cela signifie que nous avons des attitudes communes sur un grand nombre de problèmes. » M. Giscard d'Estaing fixe trois objectifs à sa visite aux États-Unis : « rappeler que, quand les États-Unis ont mené leur lutte fondamentale pour l'indépendance, ils n'ont trouvé qu'un seul ami ; aider les Américains à découvrir ce que signifie la France aujourd'hui ; remonter le président Gerald Ford, ce qui permettra de discuter un certain nombre de problèmes, y compris les problèmes de la Proche-Orient, particulièrement dans leur contexte libanais actuel. »

● LES COMMUNISTES EN FRANCE ET EN ITALIE. — « Les États-Unis feraient une erreur de s'interposer », dans l'éventualité d'une accession au pouvoir des communistes en Italie, estime M. Giscard d'Estaing dans son interview à Time. « Nous considérons cette affaire comme un problème intérieur », précise le président de la République, mais il ajoute qu'il est normal que Washington fasse connaître les conséquences qu'entraînerait une modification de la situation politique en Italie sur sa propre attitude. »

« Ce n'est qu'inquiète d'avance, poursuit le président, c'est que l'Europe ne peut fonctionner comme organisation que si les différents pays qui la composent ont à leur disposition des structures économiques et sociales. »

« Le problème est donc de savoir, estime M. Giscard d'Estaing, si la participation des communistes permettrait à la situation de l'Italie de ressembler à la nôtre ou de s'en éloigner encore plus. » Il ajoute : « La réalisation du programme de la gauche européenne de graves désordres économiques (en France comme en Italie). Les communistes au pouvoir se conformeraient à leur doctrine, qui, à l'évidence, ne souscrit pas à la libre entreprise, à la participation à l'édification d'une Europe unie. Même si le langage des communistes semble aujourd'hui plus modéré, leurs pratiques de base restent les mêmes. »

#### « NEWSWEEK » : M. Giscard d'Estaing n'a pas réussi à s'imposer comme l'homme de tous les Français.

En même temps qu'il publie une interview de M. Giscard d'Estaing, le magazine Newsweek publie, ce lundi 10 mai, un long article sur la politique du président de la République qui, malgré d'impressionnantes réformes, n'a pas réussi à s'imposer comme l'homme de tous les Français. » À l'écroulement et à l'effacement, souligne l'article, il a alternativement cultivé des images populaires et olympiques. Mais beaucoup de ses concitoyens... lui reprochent un manque de fermeté. »

Newsweek rappelle les succès remportés par la gauche aux élections cantonales et aux critiques suscitées par le projet de loi sur la taxation des plus-values. Troublé par ces échecs, poursuit le magazine, et « alarmé par la possibilité d'une victoire de type Front populaire pour la gauche aux élections de 1978, Giscard a ordonné au premier ministre, Jacques Chirac, de diriger une contre-attaque politique. Mais parce que M. Giscard d'Estaing avait délégué son autorité à M. Chirac, même cette contre-attaque a été interprétée comme un signe de faiblesse. » — (A.F.P.)

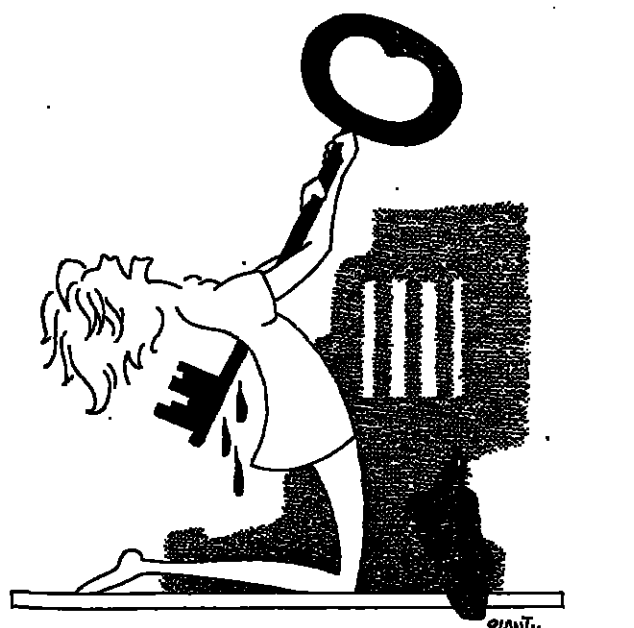
#### LE PRÉSIDENT TITO EN VISITE OFFICIELLE À ATHÈNES

(De notre correspondant.)

Athènes. — Le président Tito est attendu ce lundi 10 mai pour une visite officielle de trois jours en Grèce. Il rendra cette effluence à Belgrade en 1976 par le premier ministre grec. La première visite du maréchal Tito en Grèce remonte à juin 1954. Dans la capitale grecque, la visite du président Tito, qui jouit d'un grand prestige, est saluée comme un geste amical et un événement important.

Les dirigeants grecs et yougoslaves paraissent décidés à développer des relations déjà très étroites. Ils veulent notamment élargir leur collaboration économique et culturelle au domaine politique, voire militaire.

Au cours de ses entretiens à Athènes, le président Tito se livrera à un large et complet tour d'horizon englobant la question chypriote, les problèmes en mer Egée et ceux que posent les relations entre pays balkaniques. — M. M.



(Dessin de PLANTU.)

#### La « longue marche » d'une intellectuelle

Pour Ulrike Meinhof, tout avait commencé à la fin des années 60. Née le 27 octobre 1934 à Oldenburg, en Basse-Saxe, orpheline à quinze ans, elle fait de très bonnes études et se marie avec l'éditeur de gauche Rainer Rohl, auquel elle donnera deux filles. Rédactrice en chef et éditorialiste de l'hebdomadaire Konkret, elle divorce au bout de sept ans et se met à écrire des scénarios très appréciés pour la radio et la télévision.

Mais, après la tentative d'assassinat à Pâques 1968 du dirigeant de l'opposition extraparlamentaire Rudi Dutschke, animateur du grand mouvement étudiant des années 60, celle qui est considérée comme une des plus brillantes intellectuelles de sa génération décide de passer à l'action et renonce à « la longue marche à travers les institutions ».

Elle écrit alors : « Les balles tirées sur Rudi ont mis fin au rêve de la non-violence. Qui ne s'arme pas meurt. Qui ne meurt pas est enterré vivant : dans les prisons, dans les maisons de rééducation, dans les trous des cités satellites, dans le sinistre béton des tours résidentielles. »

Le 14 mai 1970, elle fait évader Andreas Baader d'une prison de Berlin-Ouest, action pour laquelle elle sera condamnée plus tard à huit ans de prison. Ensuite, c'est l'expérience de la lutte armée dans les camps palestiniens, puis le retour en R.F.A. et la clandestinité : les « planques », les vols de vol-

lures, de papiers d'identité, d'armes, les hold-up, etc. Enfin, la « semaine rouge » de mai 1972 — quatre soldats américains tués, ainsi qu'un policier ouest-allemand — suivie de l'arrestation.

En prison, de tous les détenus du groupe, c'est elle qui supporte le moins bien les très sévères conditions de détention qui seront à l'origine d'une grève de la faim de près de cinq mois : isolement total dans des cellules éclairées uniquement à la lumière artificielle, aucun contact avec d'autres détenus, fouilles surprises, etc. Même si, à la suite de la grève de la faim, ces conditions ont été sensiblement allégées, Ulrike Meinhof est apparue au procès de Stuttgart comme une femme intellectuellement et moralement brisée.

Dès janvier 1973, le médecin de la prison craignait des « dommages psycho-somatiques ». Les experts médicaux désignés par le tribunal de Stuttgart avaient constaté, en août dernier, « une capacité limitée » à suivre les audiences, « des sentiments dépressifs » et « un état d'épuisement corporel » en partie liés aux « conditions de détention inhabituelles ». Celles-ci pourraient « conduire à une aggravation de l'état de santé des accusés », constateraient les experts psychiatres. Sans doute les conditions de vie des inculpés avaient-elles été sensiblement améliorées en octobre dernier, mais, après plus de trois ans, n'était-il pas déjà trop tard ?

#### MARÉCHAL

#### vision de la défense.

Un membre du bureau politique et premier secrétaire du P.C.I., a prononcé un discours à cette occasion. M. Ciriaco De Mita, qui passe pour être de plus en plus souvent considéré comme celui d'un véritable chef du gouvernement socialiste, a lui aussi précisé qu'il s'agit de célébrer les mérites de M. Bremer au combat. Après avoir affirmé qu'il n'y avait pas d'histoire officielle, l'orateur a évoqué les mérites de Léonid Brejnev, chef de la défense de notre pays, et a déclaré que les mérites de M. Bremer au combat, au fait et fait (brejnev), de notre État, pour avoir renforcé la capacité de défense des milieux agraires, étaient méritoires et pour avoir fait un travail universel.

M. Chtcherbakov, à son tour, a montré avec dédain les remarquables et remarquables en tant que chef d'État, homme politique, de parti et, dans notre pays, chef de mouvement, chef de parti et chef d'État, de notre État, pour avoir renforcé la capacité de défense des milieux agraires, étaient méritoires et pour avoir fait un travail universel.

JACQUES MAURIC

La commission d'appel, a été saisie de la demande de révision de la condamnation de M. Bremer, par la Cour suprême de la R.F.A.

#### rière.

des années.

la vie, c'est tout.

mais s'arrêter.

à quel point.

l'essentiel.

le point à point.

VELO AVEC UN MOTEUR.

Motocofort.

Solex.



# PROCHE-ORIENT

## Liban

### Le président Sarkis s'engage à rétablir l'« unité »

(Suite de la première page.)

Le Front progressiste, qui avait de toute évidence, surestimé la valeur pratique de son « alliance stratégique » avec la résistance palestinienne, a été frappé de stupeur par le « déshonneur » de M. Rafai. A la consécration a succédé le désarroi et, pour certains, la résignation. M. Raymond Eddé, candidat malheureux à l'élection présidentielle, a été le premier à en tirer les conclusions et à souligner, dès samedi après-midi, à M. Sarkis « pleins succès dans sa mission ». L'un de ses proches résumait bien le sentiment général de ses nombreux amis qui s'étaient rassemblés dans sa résidence, en s'exclamant : « Elias Sarkis n'est en réalité pour rien dans cette grande force électoriale, puisque la véritable vainqueur de l'épreuve de force est le président Assad. »

#### Pressions et menaces

Avant même que les résultats des deux tours aient été annoncés à la radio, M. Eddé déclarait à son entourage que la partie était perdue. Les émissions se succédaient, et les coups de téléphone se multipliaient pour l'informe des moyens surprenants mis en

œuvre pour imposer l'élection de son concurrent. A la « coupe des enveloppes » — l'équivalent de 40 millions de francs aurait été versé, selon les dires des perdants, aux députés et aux hommes politiques hésitants — avaient succédé les menaces. Les récalcitrants qui invoquaient l'insécurité pour ne pas aller voter ont reçu la visite d'officiers de la Saïka qui les ont emmenés, menés à l'Assemblée nationale, siège provisoire du Parlement, en bravant les tirs et une pluie d'obus (cent vingt-cinq environ au total en l'espace de deux heures) qui tombaient au-dessus du bâtiment. Des scènes tragiques, marquées par la journée : à leur arrivée, des députés étaient leur voisins en courant, se jetant parfois à terre au bruit d'une explosion. L'un d'eux, qui a pu fuir accompagné à son escorte syrienne, a rejoint l'Assemblée nationale par un avion. « Je pars en Afrique, où j'ai vécu de longues années en exil », confia-t-il à un ami, et se ne remette plus les pieds dans ce pays saisi par la folie !

Les dirigeants du camp progressiste ont été de toute évidence surpris tout autant par la passivité de certains de leurs alliés

palestiniens (seules les milices du Front du salut ont participé aux combats de samedi) que par la brutalité de l'intervention syrienne. Ils avaient cru jusqu'en fin de matinée samedi que Damas ne prendrait pas la lourde responsabilité d'assurer le succès du candidat de la droite. Le Parlement, disaient-ils, n'ayant jamais été représentatif de l'opinion libanaise, « était moins encore depuis le début de la guerre civile, il y a treize mois. De nombreux députés n'osaient plus mettre les pieds dans leur circonscription de crainte d'affronter leurs électeurs. Si les partis de gauche avaient accepté le principe d'une élection présidentielle, c'était uniquement pour donner une sanction constitutionnelle à un accord extraparlémentaire qui serait intervenu au préalable entre les deux camps antagonistes. Chercher à imposer l'un des deux candidats en présence en utilisant l'Assemblée comme instrument, ajoutaient-ils, reviendrait à poursuivre la guerre civile par d'autres moyens. »

#### Le désarroi de la gauche

Pris de court par ce qu'ils appelaient l'« élection armée » de M. Sarkis, ils paraissent aujourd'hui paralysés par leur désarroi. Leur première réaction samedi, qui était de rejeter les résultats du scrutin et d'appeler les masses à résister par les armes aux assauts de la droite, n'a pas été suivie d'effet. Les représentants du Front progressiste, qui paraissent légitimes, ne se sont pas réunis comme prévu dimanche soir pour arrêter les mesures pratiques à prendre. M. Kamal Joumblatt, qui n'avait pas

assisté à la concertation de samedi soir, s'est isolé dans sa résidence d'Aley. M. Sarkis, entre autres, n'a pas réussi à le joindre dimanche. Quarante-huit heures après l'élection du nouveau président, M. Joumblatt n'avait pas exprimé, ce lundi en fin de matinée, la moindre opinion sur les conditions dans lesquelles s'était déroulé le scrutin ou sur les perspectives d'avenir. La presse reproduit un discours qu'il a prononcé dimanche dans la Bekaa et dans lequel il s'en prend à tous les régimes arabes, conservateurs ou « prétendument progressistes », cherchant, selon lui, à étouffer la démocratie libanaise, qui constituerait pour ces régimes une menace permanente. Il s'est abstenu de désigner la Syrie nommément. La plupart des journaux de gauche évitent eux aussi de s'en prendre au régime de Damas.

Divers indices permettent de penser que les dirigeants de la gauche prennent acte de leur cuisante défaite de samedi et du rapport des forces qui leur est nettement défavorable, ne renouent pas en cause la désignation de M. Sarkis à la présidence de la République. Ils souhaiteraient négocier un compromis qui « sauvegarderait l'intégrité territoriale et l'indépendance nationale du Liban », selon les dires de l'un d'eux. En effet, la gauche redoute par-dessus tout que le nouveau chef de l'Etat ne signe un « traité d'entente et de défense commune » avec la Syrie, légalisant ainsi la présence des troupes basées qui seraient chargées du maintien de l'ordre. Ils craignent également que les conseillers de Damas aient contribué à la reconstruction des services de sécurité.

ERIC ROULEAU.

## Israël

### Le gouvernement interdit l'installation de « colons sauvages » dans le site cisjordanien de Kaddoum

De notre correspondant

Jérusalem. — Après dix heures de débats orageux, le gouvernement a décidé dimanche 9 mai, d'interdire l'installation des « colons sauvages » dans le Bloc de la foi (Gush Efraïm), à Kaddoum, dans un site voisin du village du même nom dont est originaire le « ministre des affaires étrangères » de l'O.P., M. Yitzhak Mordechai. Il a décidé que ces colons seront transférés « dans quelques semaines » en un autre point de la Cisjordanie.

Cette décision avait été annoncée en décembre par M. Rabin, après l'expulsion des mêmes « colons sauvages » qui avaient tenté de créer un village israélien à Sebaste, à une trentaine de kilomètres de Naplouse. Ces colons, une vingtaine de familles, avaient été recueillis dans un camp militaire, à Kaddoum, en attendant la décision que M. Rabin était engagé à prendre dans les deux ou trois semaines à venir. Mais il s'est avéré que la coalition gouvernementale ne résisterait pas aux effets d'une mesure claire et nette.

#### De violents affrontements idéologiques

Le pays lui-même était et demeure très divisé sur l'affaire Kaddoum et les camps mobilisent leurs forces. La plupart des affrontements idéologiques entre Israéliens sont très violents. Samedi 8 mai, les vingt mille manifestants réunis à Tel-Aviv par le Mapam défilèrent des banderoles sur lesquelles les « colons sauvages » se voyaient accusés de préparer la destruction du troisième temple, c'est-à-dire la ruine de l'Etat d'Israël. Le Bloc de la foi décrit de façon tout aussi apocalyptique les perspectives qui s'offriraient à Israël si les frontières étaient ramenées aux lignes d'avant 1967.

De dramatique débat s'est poursuivi au cours de la semaine. D'un côté, la droite pour M. Rabin de sortir de l'impasse ou l'ont entraîné une poignée d'hommes, de femmes et d'enfants partis planter leurs tentes sur un rocher saharien.

Ces colons voulaient entraîner le gouvernement à changer de politique. Selon le plan Allon, qui peut être considéré comme le cadre de l'action israélienne en

Cisjordanie, le centre de la Samarie doit être restitué à une autorité arabe (palestinienne ou jordanienne), Israël conservant au pied de la chaîne des monts de Samarie, au nord du Jourdain, une bande de sécurité peuplée d'établissements agricoles. Le Bloc de la foi estime que la Cisjordanie doit faire partie intégrante d'Israël et réclame une implantation sur la ligne des crêtes.

Le dilemme pour le cabinet Rabin était de rester à la tête du pays sans se disqualifier aux yeux de tous et notamment auprès des Américains, en se laissant dicter son comportement par des « colons sauvages ». Or, pour demeurer en place, il était également contraint de ménager ces colons, qui ont de nombreux soutiens au sein de la coalition.

Une fois de plus, on a eu recours, pour éviter la crise, à M. Israël Galili, qui a le sens, amplement mérité, de « ministre des formulations ». C'est lui qui, depuis 1967, détient le secret de motions négro-blanc dignes des radicaux de la III<sup>e</sup> République.

C'est ainsi qu'à l'issue du conseil de cabinet du 9 mai tous les ministres se détestaient sans faits. Cette satisfaction ne paraît pas cependant partagée par la base. Par exemple, alors que M. Shimon Peres, ministre de la Santé (Mapam), a réjoui que le gouvernement n'ait pas cédé aux exigences du Bloc de la foi, M. Zakaria, député du Bloc de la foi, demande un débat urgent à la Knesset afin d'obtenir le gouvernement d'expulser immédiatement des colons de Kaddoum. Les amis des colons trouvent quant à eux des motifs d'apaisement dans le fait que Kaddoum n'est pas devenu, ce qu'ils appellent « une zone de sécurité » et que le lieu de la nouvelle implantation n'a pas été indiqué de manière précise. On espère dans ce milieu que le règlement géographique des limites du plan Allon et l'implantation de villages sur le flanc est des monts de Samarie.

Le cabinet s'est ainsi assuré un répit. Mais pour combien de temps ? Pour certains, au terme du délai de « quelques semaines », la question sera à nouveau posée. Pour d'autres, il est possible que le pays s'en remette au jugement d'une consultation populaire dont la date pourrait être avancée. C'est ensuite que se posent les vrais problèmes, qui dépassent largement les limites d'une colonisation, sauvage ou pas.

ANDRÉ SCHEMAMA.

## ASIE

### Chine

#### Pékin va demander à Singapour de souscrire à la « clause anti-hégémonie »

De notre correspondant

Pékin. — Le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew, est arrivé lundi 10 mai à Pékin pour une visite officielle de près de deux semaines en Chine. Le problème de l'établissement des relations diplomatiques entre Singapour et Pékin sera au premier plan des conversations. Voici moins d'un mois, le ministre des affaires étrangères de Singapour, M. Rajaratnam, déclarait qu'une décision sur ce point était « improbable » à l'occasion de cette visite. Il ajoutait que l'intention de Singapour demeurerait d'être le dernier pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est à échanger des ambassadeurs avec Pékin, geste que l'Indonésie ne paraît pas décidée à faire. D'après M. Lee, vis-à-vis de la Chine, une politique ambiguë. Si son gouvernement n'entreprend pas de relations officielles avec Taïpei, lui-même s'est rendu à plusieurs reprises à Taïwan à titre « privé » et pour la dernière fois, parait-il, il y a moins de six mois. Il est douteux que cette ambivalence de relations puisse survivre à une normalisation complète avec la République populaire.

Il est cependant peu vraisemblable que la visite de M. Lee ait pu être organisée si elle ne devait pas s'accompagner de progrès décisifs dans les relations entre les deux pays.

Deux autres problèmes seront soulevés lors des conversations de M. Lee. Le premier concerne les deux millions de citoyens d'origine chinoise qui constituent près des trois quarts de la population de Singapour. Avec la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, la R.P.C.

est déjà convenue de ne pas reconnaître le principe de la double nationalité et, en cas de normalisation, sa position sera très certainement la même envers Singapour. Le gouvernement de M. Lee a reçu toutes assurances que Pékin ne se réclame d'aucun droit sur les Chinois de l'étranger dès lors qu'ils acquiescent la nationalité de leur pays de résidence ; mais ces derniers, si leur situation n'est pas déjà réglée, devront choisir. Ce qui peut poser quelques problèmes pour ceux qui se sentent plus proches de Taïpei que de Pékin.

Il est très vraisemblable enfin que les hôtes chinois de M. Lee lui demanderont de souscrire à ce qu'on appelle la « clause anti-hégémonie », c'est-à-dire à une phrase du communiqué commun par laquelle les deux gouvernements déclarent « s'opposer à toute tentative d'un pays ou d'un groupe de pays pour établir son hégémonie ou créer des sphères d'influence dans l'importe quelle partie du monde ». Cette clause a été signée par la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, les trois pays membres de l'ASEAN qui ont établi des relations diplomatiques avec Pékin, mais on sait les difficultés qu'elle pose à la conclusion d'un traité sino-japonais. L'U.R.S.S., en effet, se considère comme visée par la « clause » et a tout fait jusqu'à présent pour empêcher Tokyo d'y souscrire. Or M. Rajaratnam était le mois dernier à Moscou. On peut supposer que les Soviétiques l'ont au moins mis en garde contre les intentions de la diplomatie chinoise.

ALAIN JACOB.

## CORRESPONDANCE

### Pékin et Taïwan

En réponse à la « Libre opinion » de M. Henri Caillaud consacrée à Taïwan (le Monde du 1<sup>er</sup> avril), nous avons reçu de M. Pierre d'Ursel, auteur de Formose, la Chine oubliée, une lettre dans laquelle il écrit notamment :

Ayant séjourné par deux fois en Chine populaire (en 1967 et en 1971) et à Formose, j'ai lu avec un grand intérêt la « Libre opinion » du sénateur Caillaud, qui prétend à juste titre d'ailleurs, que l'on ne peut confondre les deux Chines, celle de Pékin et celle de Formose.

S'il est vrai que la République chinoise veut être un « exemple » pour les Chinois du continent, cet exemple n'est pas très convaincant aux yeux d'un Occidental. Le visage de Formose que décrit le sénateur Caillaud me semble très idyllique ; car les résultats de l'enquête que j'ai menée sur place ne corroborent pas ses affirmations.

Il affirme que le droit de grève est acquis. Or il n'est pas reconnu aux ouvriers du chantier naval de Keelung (le plus important du pays), aux ouvriers de la raffinerie de pétrole de Kaohsiung et dans les usines de produits chimiques de M. Wan Yun-ching, le roi du plastique selon la revue Time, pour ne citer que les cas que j'ai étudiés de près.

Il semble que lors de son séjour à Formose le sénateur Caillaud n'ait eu aucun contact avec les Formosans. Par Formosans il faut comprendre les douze millions de Chinois qui vivaient dans cette île avant la venue du maréchal Tchang Kai-shek. Il est vrai que ces Formosans occupent peu de postes importants dans l'administration. Celle-ci est tenue par les continents (les trois millions de Chinois venus du continent lors de la retraite de Tchang Kai-shek). Six des dix-huit postes ministériels sont occupés par des Formosans. Encore ils n'ont reçu ces charges qu'après l'élection des nationalistes de l'ONU.

La loi martiale proclamée en 1947, lors de la « révolte du tabac », est toujours en vigueur. Cette « révolte du tabac » a été menée par les Formosans contre les abus de pouvoir des continents. Elle a permis d'éliminer physiquement une grande partie de l'élite formosane, puisqu'elle fit vingt mille morts.

Si la Chine populaire a pu sous la contrainte de parti unique, de la surveillance de l'armée et des milices d'encadrement idéologique, selon l'expression du sénateur Caillaud, il en est pratiquement de même à Formose. Le Kuo-min-tang dirige tout les neuf dixièmes des ministères sont membres de ce parti nationaliste. Ici, ce n'est pas l'armée qui surveille mais la police, et le système de « ku-fa » est généralisé. Le « ku-fa » est le rapportage. Chacun doit veiller sur les agissements de son voisin et en est co-responsable. Ce système mis au point sous l'Empire ressemble étrangement aux pratiques de la critique et de l'autocritique de la Chine populaire. Précisons en outre que les cadres de l'armée et de

la police sont recrutés exclusivement parmi les continentsaux.

Cela limite évidemment les moyens d'action des mouvements indépendantistes. Formosa n'a donc pas été plus active à l'égard — notamment au Japon et aux Etats-Unis — que dans l'île. Ainsi, en avril 1970, Tchang Ching-kuo a manqué d'être assassiné par deux étudiants formosans lors de sa visite aux Etats-Unis.

Si, comme tente de le faire le sénateur Caillaud, on prétend que Formose représente le phare de la démocratie en Asie, ce phare est sérieusement terni par l'arbitraire d'un pouvoir dictatorial dirigé par Tchang Kai-shek et depuis sa mort en avril 1975, par son fils naturel Tchang Ching-kuo. Ce dernier est à la fois premier ministre, chef du Kuo-min-tang et commandant des forces armées (ce dont la police).

M. Wang, l'ancien correspondant de l'Agence France-Presse à Taïpei, peut en témoigner, lui qui a été envoyé — sans jugement — douze ans dans le bagne de Lu-tang pour avoir « passé des informations confidentielles aux communistes ».

Si la censure n'existe pas, les quotidiens se gardent bien de critiquer la politique nationale à l'égard des communistes. Leurs directeurs ne souhaitent guère connaître le même sort que M. Wang !

Car, Formose possède le plus haut niveau de vie de toute l'Asie, Japon excepté : trente fois supérieur à celui de la Chine populaire. Mais cette extraordinaire expansion économique est factice, car obtenue grâce aux zones franches où les industriels étrangers peuvent s'installer sans devoir payer de taxes. (...) Le drame pour les millions de Chinois est qu'ils n'ont le choix qu'entre deux dictatures, celle du prolétariat ou celle du capital. Ce qu'ils souhaitent, c'est une vraie démocratie. Il est toujours permis de rêver.

### Inde

TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES, appartenant au Mouvement pour l'indépendance du Nagaland (Etat du nord-est de l'Inde), ont été remis en liberté, samedi 8 mai. Leur nombre n'a pas été précisé. Un accord signé en 1975 mettait en principe fin à la rébellion dans cette région. (A.F.P.)

### Médecine

Bac A et B

Les bacheliers littéraires peuvent aussi réussir au PCEN : année préparatoire, complète PCEN/O - octobre à juin

CEPES

groupe de professeurs 57, rue Charles-Lafitte, 92-Nanville, 722-34-34

LE MONDE DIPLOMATIQUE  
Numéro de mai  
TCHAD, PAYS DIVISÉ  
Une indépendance  
qui se consomme  
(reportage de Didier Bessy)

En Amérique latine :  
LES CHRETIENS  
ENTRE LA DICTATURE  
ET LA REVOLUTION

Le numéro : 5 F  
à 5, rue des Italiens  
75001 Paris Cedex 09  
Publication mensuelle du Monde  
(En vente partout)

PANORAZUR  
RESIDENCES DE PRESTIGE  
GRASSE COTE D'AZUR / CANNES à 15 minutes  
VUE MER PANORAMIQUE PLEIN SUD - PISCINE - TENNIS

Chauffage électrique intégré, individuel  
Isolations thermiques et phoniques sérieuses  
Tous équipements de confort et de sécurité

PRIX NETS NON REVISABLES / CAUTION BANCAIRE  
LIVRAISON FIN 1977 de 3.500 F. à 4.500 F. le m<sup>2</sup>

Constructeur promoteur : 5, Av. de Lattre-de-Tassigny, Poste 22  
Roger BAS GRASSE Tel. (93) 36.40.76

Vivre la langue  
de votre choix.

ENGLISH  
LONDON BRIGHTON  
BOURNEMOUTH CAMBRIDGE

ESPAÑOL  
MADRID BARCELONA

EUROCENTRES

13 M, passage Dauphine 75006 Paris  
Tel. 325.81.40

سكن في الامم المتحدة



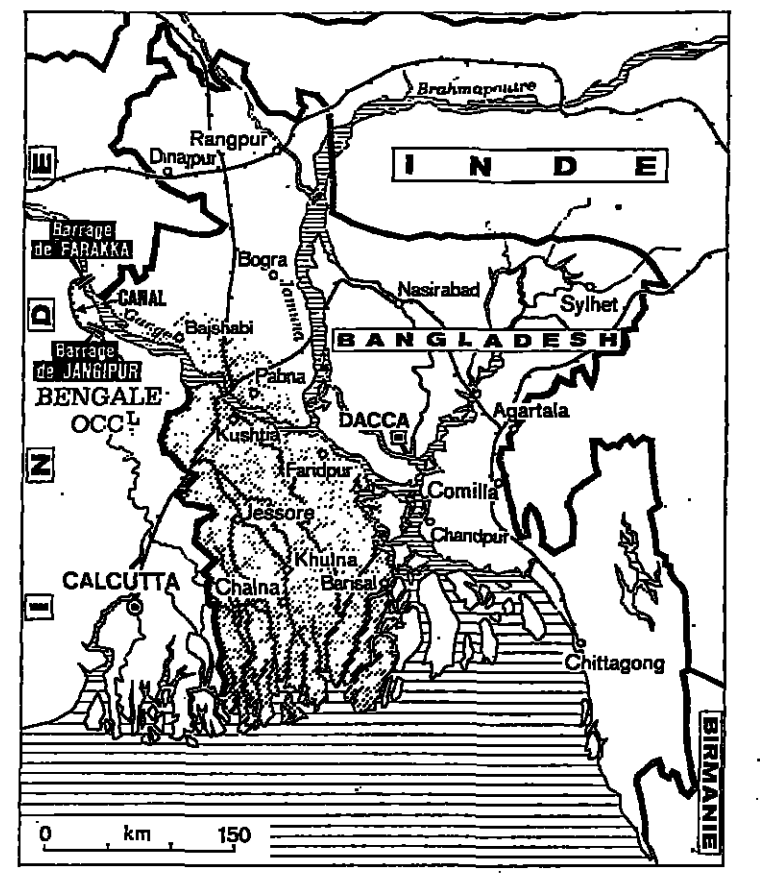
# REMISE EN ORDRE AU BANGLADESH

## II. — Un développement national ?

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATTE

Ainsi, pour la première fois depuis l'indépendance, le peuple éprouve un sentiment de soulagement. Les Bengalis les plus pauvres peuvent faire un repas par jour. Mais ces résultats sont dit-on à Dacca, compromis par le « jeu de l'Inde ».

La controverse qui oppose les deux pays est née de la mise en service, depuis le printemps 1975, d'un barrage que les Indiens ont construit sur le Gange, à Farakka, à 17 kilomètres avant l'entrée du fleuve en territoire bengalis. La retenue a pour principal but de détourner, à la saison sèche, par un canal de 40 kilomètres vers la rivière Bhagirathi-Hooghly, une grande partie de ses eaux, afin d'assurer un meilleur drainage du port de Calcutta, dont l'activité est compromise par l'ensablement. Après l'indépendance, en mai 1947, Mujibur Rahman et Mme Gandhi exprimèrent leur « détermination » d'aboutir à une répartition « mutuellement acceptable » pendant la saison sèche, de novembre à juin (à la saison des pluies, à partir de mai et jusqu'en octobre, le Gange charrie plus d'eau que les deux pays peuvent en utiliser). Un comité mixte se réunit ensuite — sans résultat. Depuis la fin de l'année 1975, l'Inde est assurée d'un débit minimum de 12 000 mètres cubes par seconde.



Les Bengalis affirment que les conséquences sont désastreuses pour leur pays. Les graphiques de leurs experts révèlent que le débit du Gange est inférieur, depuis la mi-décembre, au plus faible débit enregistré par le passé pour cette période de l'année. Des bancs de sable rendent délicat le trafic fluvial et l'irrigation se trouve compromise. Les Bengalis constatent une salinité plus forte qu'auparavant, ce qui affecte le fonctionnement d'unités industrielles. Tout cela, disent-ils, rend également difficile la reproduction des poissons (principale source de protéines) et la pêche. Or le bassin du Gange baigne environ un quart des terres cultivables sur lesquelles vivent, au sud-ouest du Bangladesh, environ vingt-quatre millions de personnes. Le Gange a eu depuis toujours un rôle vital pour ces populations (mais aussi pour celles, plus nombreuses encore, de la plaine gangetique en territoire indien).

Les Indiens affirment que l'utilisation à plein régime du barrage ne devrait pas avoir d'effets nuisibles au Bangladesh. Ils suggèrent néanmoins de détourner vers le Gange une partie des eaux de l'autre grand fleuve, le Brahmapoutre. Les Bengalis jugent cette proposition perfide et irréaliste. « Une part majeure de l'eau provenant de la saison sèche des rivières ayant leurs sources au Népal, les trois pays devraient se les partager amicalement », nous déclare M. B.-M. Abbas, « conseiller » du président pour le contrôle des eaux. Il ajoute : « La situation du port de Calcutta aurait pu être améliorée depuis longtemps par des opérations de dragage plus judicieuses. »

D'autres phénomènes — et notamment la multiplication des systèmes d'irrigation le long du cours indien du Gange — contribuent à la baisse de son débit en territoire bengalis. La crise actuelle montre ainsi à quel point une coopération entre les pays riverains — y compris la Chine — est souhaitable. Les financements internationaux indispensables pour réaliser de grands projets hydro-électriques, de contrôle des eaux et d'irrigation pourraient être enfin recherchés. Mais aucune coopération ne se révèle possible parce que l'Inde montre une évidente volonté de domination tandis que le Bangladesh souffre d'un « complexe d'Israël ». En New-Delhi ne veut pas entendre parler d'une entente qui impliquerait l'accord de Pékin.

Le Bangladesh paie le prix de sa volonté d'indépendance. Que peut-il faire sinon ramener l'opinion internationale en réclamant un accord annuel de partage des eaux ? Cette campagne s'est révélée finalement « payante », puisque, après avoir exprimé son « étonnement » devant les réclamations des Bengalis, New-Delhi annonçait le 27 mars sa décision de retenir désormais moins d'eau à Farakka. Des discussions bilatérales « techniques » ont lieu actuellement. La crise politique n'est pas pour autant dénouée. Elle a même accentué le revirement diplomatique de Dacca.

Prochain article :  
UNE VOLTE-FACE  
DIPLOMATIQUE

Les grises indiquent la partie du delta dépendant des eaux du Gange.

### C'est peut-être dans votre crème à raser qu'il faut chercher les responsables de vos irritations.

Qu'est-ce qui fait toute cette mousse dans la plupart des produits à raser ? Le savon.

Or, le savon est alcalin. Son contact seul perturbe l'équilibre de votre peau pour plusieurs heures. C'est pourquoi il n'y aura jamais de savon dans Kéops.

Ce qui fait la mousse légère de Kéops, ce sont tout simplement des agents moussants au pH proche de celui de votre peau, donc inoffensifs.

Qu'est-ce qui sent si bon dans la plupart des produits à raser ? Le menthol ou les essences parfumées. Parfois les deux.

Or, l'un comme l'autre peut provoquer des irritations sur une peau rendue d'autant plus sensible qu'elle vient de subir l'agression du rasoir.

Cela peut se traduire par des rougeurs, des picotements, des sensations de brûlures, ou même des allergies.

C'est pourquoi il n'y aura jamais ni menthol, ni essences parfumées dans Kéops.

Dans Kéops, il y a seulement ce qu'il faut pour bien raser votre peau sans lui faire de mal.

Kéops a été agréé par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.

**Kéops. Produits de rasage conçus sans éléments irritants.**

DE PLASTROOST N° 23

### Chine

#### Remise à Singapour

#### base anti-hégémonie

correspondant

Une conférence de ne pas rester en principe de la double nationalité sera très certainement le même envers Singapour. Le représentant de M. Lee a reçu toutes les assurances que Pékin ne se rétracte d'aucun droit sur ces Chinois de l'étranger dès lors qu'ils acquiescent à la nationalité de leur pays de résidence ; mais ces derniers, si la situation n'est pas déjà réglée, ne vont choisir. Ce qui peut poser quelques problèmes pour ceux qui se sentent plus proches de Taïpei que de Pékin.

Il est très vraisemblable enfin que les Chinois de M. Lee laissent à la « clause anti-hégémonie », c'est-à-dire à une phrase du communiqué commun par laquelle les deux gouvernements déclarent « s'opposer à toute tentative d'un pays ou d'un groupe de pays pour établir son hégémonie ou créer des zones d'influence dans l'Asie du Sud-Est ». Cette clause a été signée par la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, les trois membres de l'ASEAN qui ont des relations diplomatiques avec Pékin, mais en fait les Chinois ne se sont pas prononcés sur la question. Or M. Lee a déclaré que la clause n'est pas une condition préalable pour établir des relations avec Singapour. Or M. Lee a déclaré que la clause n'est pas une condition préalable pour établir des relations avec Singapour.

### Indonésie

#### Taiwan

La police indonésienne a arrêté un certain nombre de personnes soupçonnées d'être des agents secrets américains. Ces personnes ont été arrêtées dans le cadre d'une opération de sécurité nationale. Les autorités indonésiennes ont déclaré que ces personnes étaient des agents secrets américains qui travaillaient pour recueillir des renseignements sur les forces armées indonésiennes. Les personnes arrêtées ont été accusées d'être des agents secrets américains qui travaillaient pour recueillir des renseignements sur les forces armées indonésiennes.

### Inde

TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES libérés. Les prisonniers politiques ont été libérés dans le cadre d'une opération de libération. Les autorités indonésiennes ont déclaré que ces personnes étaient des agents secrets américains qui travaillaient pour recueillir des renseignements sur les forces armées indonésiennes.

**Médecine**  
Bac A et B  
CEPES  
345.21.62  
346.00.28  
35, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

Une junte, nationaliste et pro-occidentale, a pris le pouvoir au Bangladesh, le 7 novembre 1975. Elle a, depuis, consolidé ses positions. L'armée reste indisciplinée. La vie politique est, d'autre part, neutralisée, mais le régime assure que des élections générales auront lieu en février 1977. (« Le Monde » du 9-10 mai.)

Dacca. — « Notre bourgeoisie est la plus faible du monde, parce qu'elle est totalement dépourvue de caractère. » Ce propos, que nous tient un communiste révolutionnaire (M. L.), peut sembler singulier au regard de l'évolution à laquelle on assiste depuis peu à Dacca. La bourgeoisie n'a jamais été bien puissante et fut soumise à rude épreuve sous le régime de Mujibur Rahman, qui voulait se donner une bonne conscience en se réclamant du socialisme, mais dont les collaborateurs étaient pressés de « faire de l'argent ». Elle relève cependant la tête, à la faveur du libéralisme économique que prône le nouveau régime.

L'administration vient combler le vide politique. Hypercentralisée à Dacca, représentant dans l'ensemble une classe coupée des réalités socio-économiques des villages, où vivent 90 % des Bengalis, la « bureaucratie » s'efforce en force politique. Les technocrates, généralement occidentaux, renforcent leur influence et font accepter diverses mesures d'inspiration libérale. L'équipe dirigeante veut rassurer les pays donateurs et les capitalistes.

Dans l'industrie (8 % seulement du P.N.B.), le secteur public, devenu une lourde charge pour les finances de l'Etat, a causé de la nationalisation sans discernement de 85 % des usines après l'indépendance, est réorganisé. Il continuera, toutefois, de jouer un rôle prépondérant, tandis que de nombreux propriétaires de petites et moyennes entreprises pourront reprendre possession de leurs biens.

Les anciens propriétaires des grandes unités de production demeurant dans le domaine étatique seront indemnisés. Depuis sa « dénationalisation », le commerce du jute et des produits en jute — vital, car il représente la principale recette extérieure d'un pays qui importe trois fois plus qu'il n'exporte — montre des signes de reprise. D'autres mesures allant dans le même sens ont été prises pour encourager les détenteurs de capitaux nationaux ou étrangers à investir, et certaines importations ont été libérées.

#### La population problème n° 1

« Quelle voie économique du Bangladesh suit-elle ? », se sont demandé les experts. « Un modèle d'économie mixte ou un modèle de planification ? », ont-ils demandé. La réponse est inacceptable pour le Bangladesh », a répondu le président de leur association, M. Mohiuddin Alamgir. « De même, a-t-il poursuivi, il n'y a pas d'arguments en faveur d'un socialisme de rhétorique. Une seule voie nous est ouverte, c'est celle de la transition vers un vrai socialisme. Le chef de son succès réside dans l'éveil de la conscience des ouvriers et des paysans, de telle sorte qu'ils puissent prendre la direction de la lutte révolutionnaire. » Eil ne se lance pas sur cette voie, du moins le régime laisse-t-il s'exprimer de tels points de vue de la part d'intellectuels francs-tireurs. « La grande majorité de notre peuple, qui vit dans les villages, doit bénéficier des commodités de la vie moderne : éducation, irrigation, facilités de communications, électricité, etc. », a répondu le général Ziaur Rahman, chef de la junte. « Toute politique de développement doit être nationale et doit avoir pour but une répartition équitable du revenu ». A-t-il ajouté, soulignant « l'importance suprême » d'un contrôle de la croissance démographique.

Une campagne destinée à populariser la limitation des naissances auprès des familles nombreuses — les plus pauvres et qui sont majoritaires — a été lancée fin janvier, sous la pression de pays donateurs, et, notamment, des Etats-Unis, qui subordonnent leur assistance alimentaire à l'adoption de mesures visant à réduire la croissance de la population. Les couples ayant plusieurs enfants sont invités par des visites familiales à juger du bien-fondé des méthodes anticonceptionnelles. La stérilisation n'est pas obligatoire, mais des camps ont été ouverts, où la vasectomie est pratiquée sur des « volontaires ». Cette opération n'est pas accompagnée de mesures relevant l'âge du mariage, améliorant les services sanitaires, libérant la

femme, luttant contre la polygamie. Elle ne semble pas tenir compte de l'échec retentissant des campagnes semblables au Pakistan et en Inde.

Parce qu'il conduit depuis plusieurs années avec succès une expérience exceptionnelle mêlant l'assistance sanitaire, la limitation des naissances et le développement rural (le Monde des 16, 17-18, 19 août 1975), le docteur Zafarullah Chowdhury est écouté par les dirigeants. Aussi ne craint-il pas de dénoncer « le manque de connaissance » du problème dont font preuve, à son avis, les propagandistes de l'actuelle campagne. « Nulle part au monde le plan familial, abordé isolément, n'a eu de succès. La croissance démographique sera contrôlée seulement quand une meilleure qualité de la vie sera offerte au peuple », nous déclare-t-il. Il reste un chemin considérable à parcourir. Mais le gouvernement ne veut-il pas surtout montrer qu'il n'est plus sourd aux conseils pressants, et non désintéressés, qui lui sont prodigués de toutes parts ? N'a-t-il pas l'espoir que les autres problèmes deviendront du même coup moins aigus ?

#### Atteindre l'auto-suffisance au niveau du village

La politique ébauchée dans l'agriculture poursuit un vieux objectif : rendre les villages auto-suffisants et mobiliser les « forces productives » en rapprochant autant que possible les fonctionnaires des rizières. Le gouvernement, dont la quasi-totalité des dépenses de développement sont dans un rapport de 50/50, n'hésite pas à encourager les paysans à se suffire à eux-mêmes, alors que ceux-ci n'ont eu, depuis toujours, d'autres préoccupations, s'en remettant d'ailleurs plus souvent à cette fin à l'usurier ou à Dieu qu'à l'Etat. La totalité des terres arables recensées étant cultivées, dans bien des cas plusieurs fois par an, une augmentation de la production agricole alimentaire (le Bangladesh ne couvre que les neuf dixièmes de ses besoins minimaux ; ses importations sont constituées pour 30 % de denrées vitales) ne peut guère provenir que d'une amélioration des techniques culturales.

Ces dernières années, les résultats dans ce domaine ont été bien inférieurs aux prévisions des planificateurs. Ceux-ci reconnaissent dans un document que ce sont les minorités possédantes parmi les agriculteurs — les mieux ou plutôt les moins mal nantis dans un pays où 92 % des exploitations ont moins de 3,5 hectares — qui ont le plus facilement accès aux techniques modernes de production. Elles contrôlent les coopératives, là où il y en a. Les paysans pauvres tributaires de rapports de production quasi féodaux, n'ont pratiquement pas de moyens de faire entendre leurs doléances. Dacca ne projette pas de modifier ces structures et d'abolir l'usure. La politique qui se dessine ne peut que favoriser l'enrichissement des fermiers disposant d'une certaine solvabilité ou d'influence, et sans doute, comme le souligne M. Alamgir, accroître la dépendance du Bangladesh à l'égard de l'extérieur. Une augmentation de la production de grains alimentaires qui ne serait pas assortie d'une répartition plus équitable des terres arables (un quart des ruraux détiennent environ la moitié de ces terres) et des récoltes (le métrage doit donner la moitié de la récolte au propriétaire) a peu de chances de mettre le Bangladesh à l'abri de nouvelles disettes.

#### New-Delhi réduit le débit du Gange

La récolte de 1976 a été exceptionnelle. Mais c'est parce que le régime des pluies n'avait pas, depuis longtemps, été aussi bien réparti. De plus, cet hiver, de nombreux paysans avaient semé du blé, céréale qui nécessite moins d'eau, donc moins d'invasements et de travail, que le riz, et la récolte bat également tous les records. Les capacités de stockage sont insuffisantes. Le prix du riz a diminué de moitié par rapport à la fin du « règne » de Mujibur Rahman. D'autre part, les livraisons de denrées faibles au titre de l'aide internationale permettent de rémunérer en nature des centaines de milliers de manoeuvres employés sur des chantiers de génie rural.

**ENFIN AU FORMAT DE POCHES**  
Par Pearl Buck  
**LA CIGANE**  
Grand Document  
le volume : 8F

**Circulaires**  
vos  
CV, TARIFS, ETC. EN OFFSET  
EN MOINS D'UNE HEURE  
345.21.62  
346.00.28  
35, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

## AMÉRIQUES

## Orages sur la Jamaïque

(Suite de la première page.)

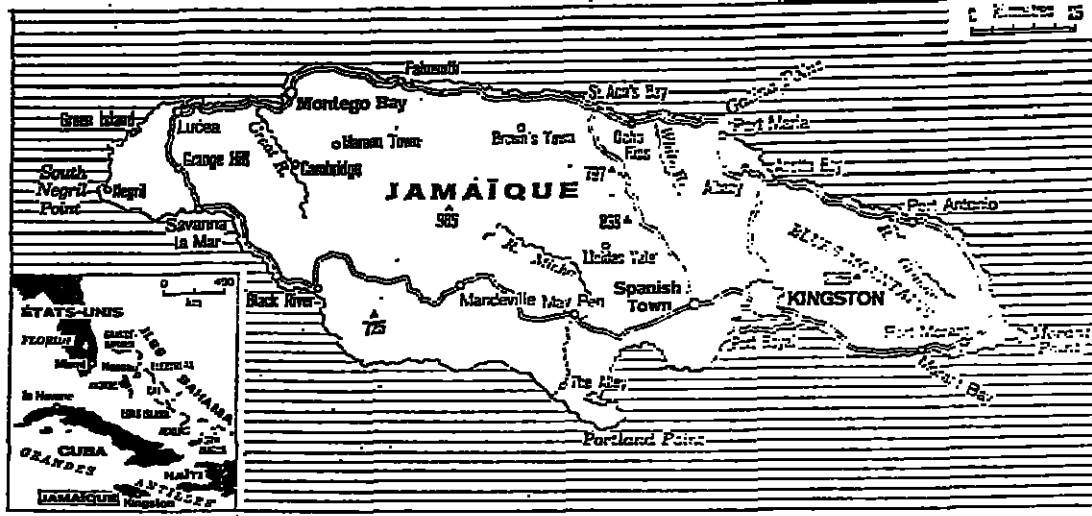
Objet de marchandages, le touriste se trouve également victime d'un racisme anti-Blanc qui surprend, même s'il peut être considéré comme l'inevitable retour du pendule dans un pays qui a connu des siècles d'esclavage abominable. Le type de relations qui s'est instauré dans la capitale entre la population noire et la minorité blanche (à peine 2 % de la population totale) de Blancs originaires d'Europe occidentale, est politiquement stérile et plutôt dégradant pour les deux parties. Ainsi que cela arrive à Kingston, lorsqu'un Noir peut adresser à un Blanc qui passe dans la rue les gestes les plus obscènes et les plus injurieux sans que celui-ci relève la tête, personne n'en sort grandi. Aux arrêts d'autobus, dans les petites grâces qui permettent d'attendre à l'abri du soleil, sont collées des affiches qui invitent la population à « sourire aux visiteurs », reflet d'une contradiction qui existe au sein même du gouvernement entre le désir de tirer des bénéfices du tourisme et, pour certains, le mépris du Blanc utilisé comme slogan politique.

Des études faites par des sociologues jamaïcains montrent que le plus difficile pour leurs concitoyens dans la lutte pour l'indépendance et au cours des premières années de celle-ci a été

de se libérer d'une mentalité d'« esclave », puis de « colonisé », faite d'auto-dépréciation, de sentiment d'impuissance. Sans doute une saine colère contre le Blanc (des raisons ne manquent pas) pouvait-elle aider les Jamaïcains à se détacher de la fascination que celui-ci exerçait, pour s'affirmer comme Noirs et chercher leur propre voie. Mais, quatorze ans après l'indépendance, ce ressort psychologique ne devrait plus jouer. D'autant plus que la désignation d'un ennemi commun peut aider à unifier et mobiliser des masses encore indolentes et peu motivées. Cela devrait-il être nécessaire dans un pays qui se veut en marche vers le socialisme ?

## Peur dans la ville

Cette atmosphère est peut-être une des causes de la crise que traverse le tourisme jamaïcain. Celui-ci connaît depuis deux ou trois ans un ralentissement par rapport au boom des années 1960-69, au cours desquelles le nombre des touristes s'était accru de 218 % si l'on exclut les touristes de croisières pour ne retenir que ceux qui séjournent plus de trois nuits. En 1974, l'accroissement du nombre de touristes par rapport à 1973 n'a été que de 4,8 %. Plusieurs grands hôtels sont actuellement en construction dans l'île, alors même que le coefficient de remplissage décroît et que le gouvernement a dû racheter plusieurs hôtels en faillite. Les autorités espèrent toutefois sortir de la crise en développant le tourisme de masse (canadiens principalement) et les croisières circulares. Le visiteur qui veut quitter le champ clos des hôtels constate qu'il règne chez les Blancs de Kingston une véritable psychose d'agression. La personne qu'il vient chercher pour dîner refusera de traverser seule son jardin. Le quartier résidentiel, sur les collines dominant la ville, retient toute la nuit des aboiements des chiens de garde au passage d'un piéton. Kingston est bien dominée par la peur. Mais, comme



dans toutes les grandes villes de misère, ce ne sont pas les riches, quelle que soit leur couleur, qui souffrent le plus de la criminalité ambiante. C'est plutôt l'habitant des bidonvilles, qui s'appellent ici Trench Town (ville tranchée), Concrete Jungle (Jungle de béton), qui risque de se trouver un jour pris dans un règlement de comptes ou poignardé pour quelques dollars. Il faut faire aussi la part de ce que les criminologues appelleraient le « comportement de victime » de certains Blancs, la peur pouvant être une invite à l'agression. En fait, hormis certaines rues dans lesquelles on ne peut s'aventurer, même de jour, le risque est moindre qu'on ne le fait croire aux étrangers de passage.

Les malheurs de Kingston viennent de ce que la ville doit absorber depuis des années le trop plein d'une démographie galopante et subit en même temps les contrechocs de la crise économique. L'accroissement naturel de la population était encore en 1973 de 24,2 pour mille, en légère diminution par rapport aux années précédentes (la population a doublé entre 1921 et 1963), grâce, sans doute, à la diffusion des méthodes contraceptives. Sur les 1 950 000 habitants de l'île, les moins de 25 ans représentent 61,8 %. La

forte densité, environ 163 habitants au kilomètre carré, est en partie allégée par l'émigration, qui a touché plus de 290 000 personnes dans les années 60 (en 1973, près de 10 000 Jamaïcains sont partis pour les États-Unis, 7 000 pour le Canada, 1 485 pour la Grande-Bretagne).

Kingston et sa banlieue s'étendent sur 150 kilomètres carrés et abritent un quart de la population totale de l'île. Dans les bidonvilles, la densité de population atteint jusqu'à 65 habitants à l'hectare. Une forte criminalité est dès lors inévitable, d'autant plus que le chômage frappe près de 25 % de la population active (environ 800 000 personnes). En outre, le gouvernement a mené en 1972 une campagne énergique contre les trafics de drogue (principalement la « ganja », marijuana locale) à destination des États-Unis.

Qu'est devenu le paradis qui charma l'acteur Errol Flynn et Ian Fleming, l'auteur des « James Bond » ? Il vit toujours dans l'hospitalité chaleureuse des amis jamaïcains, qui s'étonnent dès que l'on est parvenu à franchir les barrières raciales (3). Tout ce qui tient au soleil et à la mer, au climat et à la végétation, reste un enchantement. Il suffit

de quitter la capitale et de rouler sur les petites routes de l'intérieur pour s'en convaincre.

On croise, le dimanche matin, des petites filles qui vont à l'école en donnant la main à leur mère, toutes coiffées d'un chapeau rond et blanc, que n'aurait pas dévoué la reine Victoria. Les pères de famille portent avec dignité costumes sombres et cravates serrées et déambulent sur des vélos Raleigh, aux chromes étincelants, fabriqués dans la brumeuse Birmingham. Pendant ce temps, des couples d'adolescents foncent à travers la campagne couverte de champs de canne à sucre sur des Yamaha 125.

## Les chemins de campagne

Dans la petite ville de Savanna-la-Mar, en robe longue, les chaussures à la main, une dame attend sur le trottoir, le retour de son mari. A la sortie de la ville, on entend les chants et les claquemets de mains qui s'échappent d'un temple. Des dizaines de personnes qui n'ont pu y pénétrer se massent autour des portes grandes ouvertes, et n'interrompent leurs bavardages que pour reprendre un refrain qui leur plaît particulièrement.

A midi les rues se vident, tout comme les routes, qui ont connu

le flux et le reflux des paroissiens habitant loin du temple. Certains de ces routes suivent d'anciens sentiers qui existaient déjà lorsque Christophe Colomb « découvrit » l'île, le 3 mai 1494. Ils avaient été ouverts par les Indiens Arawaks, exterminés par les Espagnols. D'autres passent devant le portail de pierre des grandes demeures coloniales, aujourd'hui désertes, dressées sur des collines au milieu des arbres et des prairies d'une sorte de Normandie tropicale. Ces grandes bâtisses dorment sur les souvenirs de la « civilisation » des planteurs. Hommes rudes et grossiers, pères insouciantes d'innombrables bâtards, taches claires parmi les trois cent mille esclaves qui vivaient là au début du dix-neuvième siècle.

Ailleurs, on garde le souvenir des premières révoltes sociales, qui éclatèrent vers 1865. Des retours redoublés anonymes ont accueilli les estrades éphémères des premières campagnes politiques ou syndicales, celles de Marcus Garvey, que le pasteur Martin Luther King considérait comme le père spirituel du « black power ». Celles aussi du premier ministre de la Jamaïque indépendante, Alexandre Bustamante, ou du syndicaliste Norman Manley, dont le fils Michael est aujourd'hui chef du gouvernement. Il faudrait parcourir toute l'île, écouter les histoires du marchand d'oranges, qui suspend ses fruits en chapelets dans les arbres du bas-côté, du coupeur de cannes, pour retrouver, avant d'examiner les déficits économiques et les incertitudes politiques, l'âme de ce paradis perdu.

A.-M. CARRON.

(3) Pour découvrir la Jamaïque, non comme un « Blanc » de passage, mais de l'intérieur, il faut aller voir le film jamaïcain *Fort, tout de suite*, tourné dans les quartiers pauvres de Kingston. Metteur en scène : Perry Henzell.

Prochain article :

LA GARPE ET LE LAPIN

## HAÏTI

POUVOIR NOIR OU MODELE DE NEO-COLONIE AMERICAINE  
FILMS-DEBATTS  
le mardi 11 mai 1976 à 18 heures  
« Haïti, le chemin de la liberté », de Arnold ANTONIN et son nouveau film  
l'« Art soif en Haïti », ou un agent de la C.I.A. peut-il être un mecène ?  
FESTIVAL CINEMA  
Artiste Voltaire, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

(PUBLICITE)

## LE MAI DES ÉDITIONS HALLIER

## Coédition « HALLIER- P.-J. OSWALD »

Dans la collection « L'EXEMPLAIRE »

MICHELLE LOI

« Poètes du peuple chinois »

Une anthologie unique réunissant 80 poèmes de 13 poètes « ouvriers, paysans ou soldats ».

TARJEI VESAAS

« Les Oiseaux »

Traduit du norvégien par Régis Boyer. Le plus beau roman du monde par l'auteur du « Palais de Glace »

HENRY MILLER

« Le Temps des ossuaires »

Traduit de l'américain par P.J. Temple. La rencontre éblouissante et féconde de Miller et Rimbaud : un grand Miller !

HANIEL LONG

« La merveilleuse aventure de Cabeza de Vaca »

suivi de « Melinche »

Préface d'Henry Miller.

Traduit de l'américain par P.J. Temple. « Comme un phare pulsant, ce récit illumine la confusion sanglante, le cauchemar atroce de nos débuts ici, sur la terre de Peau-Rouge. » Henry Miller.

A PARAÎTRE :

PIERRE JAKÉZ HÉLIAS

« La Pierre noire »

(« Ar mén du »)

En édition bilingue, la principale œuvre poétique de l'auteur du « Cheval d'orgueil ».

JAKOB WASSERMANN

« Gaspar Hauser »

ou La Paresse du cœur »  
Le « roman » de Gaspar Hauser par le grand écrivain allemand de « l'Affaire Maurizius ».

## et aux Éditions HALLIER

A PARAÎTRE EN MAI, JUIN 1976

Série l'IDIOT INTERNATIONAL :

— HAINE DE LA PENSÉE, par Jean-Paul DOLLÉ.  
« Un nouveau grand philosophe. » « Magazine Littéraire ».

— LES COLONIES DE VACANCES, par François de NEGRONL.

Série BLANCHE :

— PAVANE POUR UNE EUROPE

DEFUNTE, par Jean-Marie BENOIST.

— LA GESTE DE L'EMPLOYÉ, par Jack THIEULOY, Anti-Goncourt 76 et aujourd'hui emprisonné à la Santé.

Série ÉCRIVAIN PUBLIC :

— MIDI ROUGE, MIDI BOUGE, par Jean-Louis COUSIN.

## Réédition sauvage :

— LE GRAND ÉCRIVAIN, par Jean-Edern HALLIER.

« Jean-Edern est un écrivain comme Dostoevski. » (Henri Michaux).

« Une intelligence et une prose aux ressources innombrables. » (Pierre Klossowski).

DERNIÈRES MISES EN VENTE :

— L'ÉTALON, roman, par LA VIL-LEDIEU.

— L'HOMME CHEWING-GUM ET LA FEMME-VENTRE, roman, par Elisabeth HUPPERT.

« Une manière incertaine, un ton cruel, elle entre dans le vif du sujet en lui retournant les ongles. » P. Morelle, « Le Monde ».

— L'ANTI-ÉDITEUR, pamphlet, par François COUPRY.

« Un événement. » « Libération ».

## LETRE AU DIRECTEUR D'UN HEBDO

Alors, cher, on n'est plus dans le coup ? Vos services, il y a trois semaines, me demandèrent par écrit de collaborer à votre numéro sur la littérature. Evidemment, depuis près d'un an, mes camarades et moi-même remettons en question l'édition capitaliste. C'était donc de la bonne information, digne d'un journal se targuant d'être de gauche, que de donner la parole à ceux qui mènent les luttes.

Aujourd'hui, je ne vous écris pas en mon nom, car je me bats, à la différence de vous, pour les autres. Et cette publicité n'est donc pas la mienne, mais celle, militante, faite à un combat collectif. Ainsi, un public plus vaste et plus rigoureux que celui de notre hebdomadaire va-t-il prendre connaissance de l'interview qui, mystérieusement, n'y est pas parue.

La première fois, vos journalistes m'ont demandé d'attendre une semaine, et la seconde, de pailler les lacunes de l'enquête. Bon bougre, je me suis exécuté. Souffrez qu'à mon tour, je vous exécute.

Avant de renvoyer ces pages du marbre, vous auriez déclaré que la révolte que je représente vous est insupportable. Est-il si gênant de dire tout haut ce que les autres chuchotent ? Hélas, je le crains... Plus insupportables moralement sont vos silences sur les difficultés de l'édition des minorités, P.-J. Oswald, soutenu par l'unanimité de la presse littéraire et engagée, de « Libération » à « l'Unité », sur « l'Anti-Éditeur », au profond retentissement, de François Coupry, et sur la misère culturelle qui angosse aujourd'hui l'opinion de gauche.

Les obligations de la haute publicité vous interdiraient-elles de publier un dialogue quelque peu subversif ? Que craigniez-vous ? Vous a-t-il paru plus logique, un mois plus tôt, d'ouvrir votre journal à Alain Moreau, éditeur de l'indécible Pensée universelle ? Sans doute, auprès de vos journalistes, aviez-vous besoin, en me bazardant, de vous convaincre que vous aviez encore le pouvoir.

Je me perds en conjectures.

Voici que mon esprit se brouille d'un siècle. Quant à ma plume, elle se confond avec celle d'un autre, cher Louis Veuillot, « ... Vous conquêtes la Seine et Alger et le Togo. L'esprit humain rogné subit votre compas. Sur les publicains jadis vous avez l'avantage. Maudits ! Judas est mort. Tartuffe ne meurt pas. »

... Regardez. Votre journal frénétique ploie aux dévots et semble écrit par des bandits. Il fait des fausses clés dans l'arrière-boutique pour la porte du paradis socialiste.

« Des miracles du jour vous collez vos publicités. Vous rédigez l'absurde en articles de foi. Pharisien hileux, vous trinquiez avec les riches, Christ sans cesse déchiré et déçu. Et vous dites aux pauvres : amis, venez jeûner avec moi. » (« Les Châtiments », Victor Hugo).

C'en est trop, je vous serre la main.

JEAN-EDERN HALLIER.

Editions HALLIER (Diffusion Hachette) — 16, boulevard des Batignolles, 75017 Paris — 326-33-43

(A suivre) Demain : INTERVIEW IMAGINAIRE

حکایت از لاجل







## L'ÉLECTION LÉGISLATIVE D'INDRE-ET-LOIRE

L'élection législative partielle provoquée par la démission de M. Jean Chassagne, député non inscrit, suppléant de M. Jean Royer à qui il avait succédé le 6 mai 1973 à l'Assemblée nationale lorsque M. Royer était entré dans le gouvernement de M. Messmer, a connu un taux de participation inférieur à ce qu'il avait été lors des précédentes consultations législatives. Les électeurs de la première circonscription d'Indre-et-Loire, qui regroupent les communes de Saint-Avertin, Saint-Pierre-des-Corps et Tours à l'exclusion des quartiers de Sainte-Radegonde et de Saint-Symphorien, ont été six mille quatre cents de moins à participer au scrutin le 9 mai 1976 qu'ils ne l'avaient été le 4 mars 1973, bien qu'entre les deux élections ait été enregistré l'inscription de quatre mille huit cent vingt-sept électeurs supplémentaires. Le maire de Tours, ancien ministre du commerce et de l'artisanat (du 5 avril 1973 au 27 février 1974), puis des postes et télécommu-

nications à partir du 1<sup>er</sup> mars 1974, avait donné sa démission du gouvernement le 11 avril 1974 pour se présenter à l'élection présidentielle provoquée par le décès de Georges Pompidou. Dans cette circonscription, M. Royer, lors du premier tour de cette élection présidentielle, avait devancé les candidats de la majorité avec 10 097 voix, soit 33,41 % des 57 159 suffrages exprimés, et était arrivé en seconde position derrière M. François Mitterrand qui avait obtenu 21 245 voix, soit 37,16 %.

Bien que pour cette élection législative partielle M. Royer réalise un meilleur score qu'aux élections présidentielles, il ne retrouve pas toutes les voix qui s'étaient portées sur son nom le 4 mars 1973. En revanche, il gagne près de 5 points en pourcentage. Ainsi, dans les bureaux de vote de Tours, il passe de 54,68 % en 1973 à 59,97 % malgré 1 311 suffrages de moins; à Saint-Pierre-des-Corps, avec 110 voix de plus, il passe de 28,39 % à 31,68 %, et à Saint-Avertin,

avec 148 suffrages supplémentaires, son pourcentage augmente de plus de 6 points par rapport à 1973. L'ancien ministre, qui a annoncé son intention de siéger de nouveau à l'Assemblée nationale parmi les non-inscrits, a en grande partie récupéré les suffrages des électeurs qui, en 1973, avaient choisi le candidat réformateur, M. Herrauf.

Ce dernier, avec l'équidistance du parti radical, enregistre un net recul en perdant presque les deux tiers de ses voix sur Tours (1 166 suffrages contre 4 292 en 1973), et même davantage à Saint-Avertin (93 contre 337) et à Saint-Pierre-des-Corps (91 contre 318). Dans cette commune, dont le maire, M. Jean Vigier, était suppléant de M. Vincent Labeyrie, ce dernier maintient le pourcentage du parti communiste avec 45,27 % contre 45,28 % en 1973, mais enregistre une perte de 180 voix. En revanche, M. Labeyrie, par rapport au score réalisé par son prédécesseur communiste M. Longuet en 1973, perd

presque 2 points en pourcentage sur Tours et à Saint-Avertin.

Soul des cinq candidats arrivés en tête, M. Paul Lussault (P.S.) progresse dans les trois communes aussi bien en voix qu'en pourcentage. Dans la ville de Tours, il passe de 17,86 % à 21,72 % (et de 7 626 voix à 8 109), à Saint-Pierre-des-Corps de 18,99 % à 20,88 % (et de 1 358 voix à 1 411) et à Saint-Avertin de 18,47 % à 20,73 % (et de 677 voix à 732).

L'extrême gauche, dont trois représentants sollicitaient les suffrages des électeurs, enregistre un net recul. Le candidat de Lutte ouvrière, présent lors du scrutin de 1973, M. Vitry, perd 1 101 voix, et les 2,54 % de suffrages qu'il avait réalisés alors ne sont pas atteints par les trois candidats cette fois-ci. En effet, M. Vitry et Castello, de la Ligue communiste révolutionnaire, et M. Sordut, soutenue par le P.S.U. et l'organisation Révolution, ne totalisent que 1,26 % des suffrages.

## Le succès de M. Royer et l'échec des partis

(Suite de la première page.)

Le score obtenu par le P.C. est inférieur, non seulement à celui de 1973 (18,16 %) et de 1968 (18,61 %) et de 1967 (20,92 %), mais aussi à celui de 1958 (20,88 %), année de débâcle pour la gauche. Le parti socialiste, qui le dépasse, progresse certes (21,53 % au lieu de 17,89 % en 1973), mais il est bien loin du pourcentage dont le crédit de plusieurs mois les enquêtes

d'opinion les plus diverses, et M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., est fondé à faire observer qu'il convient toujours de « corriger les sondages nationaux » en circonscription par circonscription.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., est moins bien inspiré lorsqu'il affirme que « la majorité présidentielle est en recul ». On sait bien, en effet, qu'à Tours, l'U.D.R., les républicains indépendants et le C.N.I. avaient

invité à voter pour M. Royer, et que M. Herrauf n'était nullement le représentant de ladite majorité. Le pitoyable résultat du candidat radical (2,73 % au lieu de 9,19 % en 1973) confirme une fois de plus que le centre a de moins en moins de chances dans le système bipolaire que nous subissons, mais il faut tenir compte du peu d'appuis dont il disposait. Si M. Durafour, ministre du travail, membre du bureau du parti radical, lui avait apporté son concours, ainsi que M. Dilligent, vice-président du Centre démocrate, M. Abelin, secrétaire général du Centre démocrate, s'en était bien gardé et avait écrit ses qualités au maire de Tours pour lui souhaiter succès.

## Un télégramme de félicitations de M. Chirac

Ce succès ne saurait être pour autant accompagné par la majorité, mais le résultat obtenu par M. Royer est un bon résultat. En définitive, seuls peuvent vraiment revendiquer la victoire de M. Royer ceux qu'ont séduits son refus du désordre, sa croisade pour la défense des valeurs traditionnelles et son allége à l'engagement envers les partis.

RAYMOND BARRILLON.

## M. Guéna favorable à des élections primaires généralisées

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., député de la Dordogne, s'est prononcé le 9 mai à Bergancé en faveur d'élections primaires généralisées en déclarant :

« Il est possible que la généralisation du système de communales aux élections législatives soit une meilleure tactique pour la majorité. Ainsi peut-on couvrir un plus vaste champ et assurer un plus large développement à nos idées. Mais quand on se rend compte que les candidats uniques, s'il y a ballottage, a du mal à trouver l'appui attendu. Mais ce système exige une éti- quette communale pour les candidats de la majorité et un véritable accord de désistement. »

M. Guéna a, d'autre part, dénoncé la nouvelle attitude du parti communiste à l'égard de l'électorat. Trois considérations dé- tournent certains électeurs de voter pour les communistes : leur conception particulière de la démocratie et de la liberté, leur alignement sur l'U.R.S.S., leur doctrine matérialiste, athée et sans religion. Mais qu'est-ce que le P.C. propose une charte des libertés où la démocratie ri- valise avec la surenchère. Le P.C. brûle Moscou autant qu'il l'avait adoré, le P.C. rompt le pacte avec les prolétaires et se fait bon apôtre. Qui donc s'y laisserait prendre ? »

## FÊTE DE PARIS

15 et 16 Mai à la Villette (porte de Pantin)

Un programme exceptionnel : variétés, musique, danse, théâtre, télévision, cinéma, vente-signature de livres, de disques.

Des restaurants, des stands, une cité des enfants...

Deux jours de débat ininterrompu :

CHAPITEAU N° 1 CHAPITEAU N° 2 CHAPITEAU N° 2

Samedi

14 h. 30. — LE PARTI COMMUNISTE CHARENTAIS. M. Paul LAURENT, secrétaire du Comité central, avec Michel BASSI (R.T.L.), Jean BRIGODEUX (France-soir), Patrick POIVRE d'ARVOR (A 2), Laurent SALIN (l'Humanité).

16 h. — CAUSE DE VIE. DE QUE VEULENT LES COMMUNISTES ? Pierre JOURJON, responsable de la Commission « Cadre de vie » pour le Comité central; François ACHER, responsable de la Commission « Cadre de vie » pour le Comité central; René FISZBIN, secrétaire de la Fédération de Paris; René ROZERAN, professeur de biologie végétale; avec Françoise LAZARD, directrice adjointe de France Nouvelle.

18 h. — VOTE DEMOCRATIQUE. VOTE REVOLUTIONNAIRE ? Jean KANAPA, du Bureau politique, et Jean FABRE, Henri MALBENS, du Comité central, avec Christian FAUVET (l'Express), Pierre-Luc SEGUILLON (l'Émancipation chrétienne) et Charles SYLVESTRE (l'Humanité).

Dimanche

10 h. 30. — CLASSES ET LUTTES DE CLASSES EN FRANCE. Paul-Henri CHOMBARTE de LAUNIE, directeur du Centre d'ethnologie sociale à l'École des hautes études en sciences sociales; Claude QUIN, maître de conférences à Paris-IX; Alain TOURAINE, directeur du Centre d'étude des mouvements sociaux à l'École des hautes études en sciences sociales.

13 h. 45. — INFORMATION ET LIBERTÉ. René ANDRIEU, rédacteur en chef de « l'Humanité »; Jean-François KAHN, rédacteur en chef de « Quotidien de Paris ».

16 h. 30. — LE TRAVAIL DES FEMMES. LIBÉRATION. Claude LE ROUX, qui a défendu la femme au foyer dans l'émission de TF 1 : « 60 minutes pour connaître »; Gisèle MOREAU, députée de Paris.

Exposition d'œuvres de très grand format de

ADAMI - BALMES - CALDER - HERNANDEZ - JACCARD JOUFFROY - KIJNO - MANESSIER - MATTA - MIRO PIGNON - RANCILLAC - TAILLANDIER - TAPIÈS - VIALAT.

Vernissage le samedi 15 mai à 11 heures

Meeting géant avec Roland LEROY,

Secrétaire du Comité central du P.C.F.

Dimanche à 16 heures.

CANDIDATS ET PARTIS	9 MAI 1976		4 MARS 1973		25 JUIN 1968		5 MARS 1967	
	Inscrits : 75 637	Suffr. exp. : 47 503	Inscrits : 70 810	Suffr. exp. : 41 905	Inscrits : 70 013	Suffr. exp. : 53 355	Inscrits : 68 029	Suffr. exp. : 53 526
	Abs. : 28 134		Abs. : 28 905		Abs. : 22 457		Abs. : 19 472	
MM. ROYER (P.S.)	26 792	56,09	27 635	51,20	32 694	60,26	31 622	58,74
Lussault (P.S.)	10 252	21,53	9 661	17,59	6 063	11,28	—	—
Labeyrie (P.C.)	8 539	17,34	10 347 (1)	19,16	9 913 (1)	18,61	11 265 (1)	20,92
Herrauf (rad.)	1 300	2,73	4 955	9,19	3 516 (2)	6,60	—	—
M. Vitry (L.O.)	276	0,58	1 377	2,54	—	—	—	—
Castello (L.C.R.)	166	0,35	—	—	—	—	—	—
M. Charras	168	0,35	—	—	—	—	—	—
Mlle Sordut (rév.)	156	0,33	—	—	1 669 (3)	3,13	8 081 (3)	15,91
Mme Aubin (P.S.U.)	46	0,09	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	2 838 (4)	5,31

(1) M. Marcel Longuet; (2) M. Abel Verdier, Centr. dém.-P.D.M.; (3) M. Roger Dreuou en 1968, et M. Michel Blondeau en 1967, qui avait le soutien de la F.G.D.S.; (4) M. Pierre Gantier, monarchiste.

## Réactions et commentaires

## M. JEAN ROYER : un bon résultat.

« Nous sommes encore en crise économique malgré la reprise, et le chômage est encore largement répandu. Par conséquent, obtenir un score supérieur à celui que nous avons obtenu trois ans dans de telles conditions, à la suite de toutes les visites extraordinaires que nous connaissons, je crois que c'est un bon résultat. Mais ne faisons aucun triomphalisme. Je me suis présenté pour apporter ma pierre à l'édifice français et aider la France au sein des difficultés qu'elle connaît aujourd'hui. Je suis donc remonté au Parlement avec sérieux, avec le désir et la volonté de bien servir ma circonscription, et aussi la République et la France. »

M. PAUL LUSSAULT, candidat du P.S. : « L'élection montre que, face à la gauche entraînée par le socialiste, l'ensemble des voix de droite se concentrent sur le candidat le mieux placé. Le centisme en fait la dure expérience, avec un taux de perte jamais atteint. Le niveau des abstentions, qui atteint celui des municipales de 1971, signifie que l'indécision le vote se tient à la gauche. C'est donc bien par un renforcement de l'union de la gauche que passe le succès et sur une base de classe définie par le programme commun. Les socialistes appellent tous ceux qui en nombre accru ont fait confiance à leur candidat à renforcer dans les communes, les quartiers et les entreprises, l'action quotidienne du parti socialiste. »

M. PIERRE JUQUIN, membre du comité central du P.C.F. : « Je serais déçu si je croyais aux mirages du maire de Tours et risquais de faire croire qu'il n'était pas le candidat officiel de Giscard et Chirac. Pendant la campagne, il s'est comporté comme un candidat de l'anticommunisme. Il a abasourdi beaucoup des voix de droite et abusé beaucoup de simples gens. Pour nous, l'ancien principal de cette campagne, c'est d'avoir développé le débat en profondeur sur l'avenir du pays. »

M. PIERRE ABELIN, secrétaire général du Centre démocrate, ancien ministre : « Je me réjouis du succès obtenu par M. Jean Royer. Celui-ci a toujours fait montre de courage et de compétence. L'œuvre qu'il a réalisée à Tours est considérable. Je n'aurais pas attendu le résultat de dimanche pour lui marquer notre sympathie et nos encouragements. On ne peut que regretter que des personnalités locales, de bonne foi au demeurant, affaiblissent la famille radicale qu'ils représentent en portant candidats de plus en plus d'extrême droite. Le Centre démocrate n'est en aucune manière solidaire de leur action. »

M. CLAUDE ESTIER, membre du secrétariat national du P.S. : « M. Jean Royer est élu en reprenant dès le premier tour une partie des voix centristes. Mais la « majorité présidentielle » est, une fois de plus, en recul, du fait de l'effondrement du candidat réformateur. Celui-ci a pourtant été soutenu par plusieurs membres du gouvernement, dont M. Michel Durafour, qui ferait mieux d'être plus prudent dans ses appréciations sur le parti socialiste alors qu'il est lui-même en train de

devenir un radical en peau de chagrin (1).

« En ce qui concerne le parti socialiste, nous pouvons être satisfaits du résultat obtenu par Paul Lussault, qui arrive pour la première fois dans cette circonscription en tête de la gauche, avec un progrès de l'ordre de 4 % des suffrages. S'agissant d'une circonscription particulièrement difficile pour la gauche, cette nouvelle avance du parti socialiste est une remarquable confirmation de sa progression entreprise dans toutes les dernières consultations. »

M. YVES GUÉNA, secrétaire général de l'U.D.R., ancien ministre : « L'union de la gauche est nettement battue. Sans doute, la coupe, exagérée du fait d'une inexacte interprétation des cantonnements, refuse-t-elle. Nous notons l'avantage que donne une bonne implantation locale. Or, la majorité ne manque pas de députés bien implantés. Aussi faut-il corriger les sondages nationaux en circonscription par circonscription. C'est particulièrement vrai pour l'U.D.R., qui dispose de cent soixante-quatorze députés. Le processus de dégradation se poursuit pour le parti communiste. »

(1) N.D.L.R. — Au cours de sa récente visite à Tours, le ministre du travail avait déclaré que les socialistes en peau de vison. »

## « Le chemin d'une nouvelle audace à la française »

M. Jean Royer n'est plus tout à fait cet apôtre de la rigueur morale qui pourfendait la pornographie il y a cinq ans et créait sur son conseil municipal un comité de surveillance chargé de contrôler les programmes des cinémas. Il n'est plus seulement ce défenseur passionné des petits commerçants qui se lançaient il y a trois ans dans un « tour de France » destiné à faire connaître « sa » loi d'orientation, adoptée par le Parlement en décembre 1973.

Cette double image, dont il a constaté à l'occasion de son échec à l'élection présidentielle, qu'elle prêtait aux malentendus et aux caricatures, M. Royer a voulu le rejeter ou au moins de l'atténuer avant de reprendre son chemin vers la grande ambition nationale qu'il habite. Car, en dépit de sa contre-performance de mai 1974 (il a recueilli 3,20 % des suffrages exprimés), cet ancien instituteur de cinquante-cinq ans, député depuis 1953, maire depuis 1959, n'a pas renoncé à jouer un rôle national. Depuis qu'il a quitté le gouvernement il y a deux ans, il n'a cessé de développer dans son journal l'Esprit un vaste programme visant à « redresser la République ». Le maire de Tours se présente désormais comme un homme d'Etat responsable.

C'est d'abord un homme qui a fait ses preuves : grand bûcheur, il a — chacun le reconnaît — transformé sa ville, dont il a su tout à la fois assurer la croissance et préserver la qualité de vie. C'est ensuite un

homme qui propose des solutions : en matière économique, où il défend avec constance l'idée d'une loi « anti-trust » et soutient avec ténacité le principe d'une réunion de tous les « partenaires sociaux » pour lutter contre l'inflation; dans le domaine de l'éducation, où il plaide avec passion pour la revalorisation de l'enseignement technique; en politique étrangère, où il met en garde contre le formidable développement de la puissance militaire de l'Union soviétique et s'élève contre l'aide apportée à ce pays.

Enfin, M. Royer veut surtout apporter un nouveau style à l'action politique. Hostile au bien à l'esprit de parti — il est non-inscrit et entend le rester — qu'il a « technocratie », il aime à traiter les problèmes d'une manière dynamique, volontaire et humaine. Style « rétro », prétendant sans adversaires, qui évoquent Mussolini. Style fondé sur une morale de la politique, répliquent ses amis.

« Pour tracer le chemin d'une nouvelle audace, à la française, je vais reprendre le combat », annonçait-il il y a cinq semaines.

Ce combat, assez ambigu pour que M. Michel Jobart y entende l'écho du sien, apparaît à beaucoup comme celui d'une droite autoritaire et nationale qui n'a pas encore trouvé sa place entre le « libéralisme avancé » de M. Giscard d'Estaing et le « néo-gaullisme » de M. Chirac. Elle aura son mot à dire dans le futur « rééquilibrage » de la majorité. — T. F.

سكنا من الاحول







# POLITIQUE

## L'ÉVOCATION DU 8 MAI 1945

### A COÛTQUIDAN

#### M. Giscard d'Estaing « fidèle au souvenir »

De notre envoyé spécial

Coëtquidan. — M. Valéry Giscard d'Estaing, qui participait samedi 8 mai, à Coëtquidan, à une « évocation du 8 mai 1945 », a précisé qu'il avait choisi, « comme chef des armées », de présider cette cérémonie « de façon à honorer ceux qui sont tombés, les armes à la main, pour la France ». Un de nos confrères lui ayant demandé si, en venant à Coëtquidan, il n'avait pas l'impression de célébrer l'anniversaire du 8 mai sans le célébrer tout en le célébrant, le président de la République, visiblement irrité par les commentaires qu'ont suscités ses décisions successives sur cette commémoration, a souligné que les questions posées par les journalistes le soient « un peu plus sérieusement ». Il a ensuite rappelé que, s'il n'y avait plus de commémoration nationale, la France n'en reste pas moins « fidèle au souvenir ».

Ce souvenir, le chef de l'Etat l'a donc célébré en assistant à une prise d'armes sur le « marchfeld » du camp qui domine la statue du général Kléber. Après avoir passé en revue les troupes formées par les élèves de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'Ecole militaire interarmes — les deux écoles de Coëtquidan, M. Giscard d'Estaing, immobile sur une estrade couverte d'un tapis rouge, a entendu le commandant Neuville, chef du cours d'histoire, rappeler notamment que « si la victoire de 1945 a rendu l'honneur et la liberté à tous les Français, ceux-ci doivent savoir de quel prix la nation a dû payer sa renaissance ».

Le président de la République a salué les délégations d'anciens combattants tandis que la musique jouait le Chant des partisans. Ce fut ensuite le défilé des troupes : les trois compagnies des élèves de seconde année, avec leurs sabres, les trois compagnies des élèves de première année, avec leurs fusils, les trois compagnies des élèves officiers de réserve, une compagnie d'appelés, enfin les deux compagnies de l'Ecole militaire interarmes.

Le chef de l'Etat, au terme de cette cérémonie, a parcouru le Musée du souvenir, où sont rassemblés des objets ayant appartenu à des saint-cyriens morts pour la France ou à quelques anciens célèbres, comme la fameuse casquette du maréchal Bugeaud ou un collier en or porté par le général de Gaulle lorsqu'il était élève de l'école. Puis il a tenu une réunion de travail dans le bâtiment de commandement avant de visiter l'un des bâtiments où vivent les élèves. Enfin, un dîner était offert en son honneur, auquel participait « un échantillonnage de cadres officiels, sous-officiers, sous-officiers féminins de l'armée des élèves officiers des écoles de Coëtquidan ».

M. Giscard d'Estaing devait indiquer, en réponse à une question sur l'évolution de la politique militaire française sous la V<sup>e</sup> République : « Il faut replacer les décisions dans leur contexte historique. Lorsque le général de Gaulle définissait la politique

#### La manifestation de la Restauration nationale

#### « UNE JEANNE D'ARC POUR TOUS LES FRANÇAIS »

La Restauration nationale a célébré dimanche matin 9 mai la fête de Jeanne d'Arc devant la statue équestre de la place des Pyramides, à Paris, en présence de nombreux curieux et policiers également débordants.

Vers 10 h. 30, le cortège, qui s'était constitué dans une artère avoisinante, s'est avancé rue de Rivoli. Il était précédé de vendeurs de l'hebdomadaire d'action française *Aspects de la France*, qui villardaient bien haut « la République, régime de voleurs au service de la subversion internationale ». Venait en tête un groupe de jeunes gens, dont deux serre-filles caducaient le pas. Il était suivi de celui des « jeunes filles royalistes », dispensées, elles, d'adopter une tenue martiale. Enfin, le gros de la troupe était conduit par M. Pierre Pujo, directeur politique d'*Aspects*. Au total, un millier environ de personnes ont pris part à la manifestation.

Après que les porte-drapeaux eurent incliné les emblèmes tricolores devant la statue sous les applaudissements, on a chanté une fois encore que « les rois ont fait la France, elle s'est donnée sans roi », on a crié « Vive le roi ! », puis on s'est séparé en laissant des fleurs enrubannées au nom du Cercle féminin royaliste, des anciens combattants d'action française et de l'hebdomadaire royaliste, « A la sainte de la patrie ».

Au pied de la statue étonnante, les garces venaient avec celles de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil de Paris et du... « gouvernement de la République ». « Pourquoi pas ? » expliquait un des organisateurs avec philosophie. Evidemment, Jeanne a servi son roi avec éclat. Mais, comme le roi, elle est à tous les Français.

militaire, nous étions au lendemain du conflit d'Algérie. La France ne disposait pas encore de moyens de dissuasion. Il était naturel que l'accent soit mis par priorité, massivement, sur l'aspect de la dissuasion. Dans l'esprit du général de Gaulle, il n'avait jamais été question de faire reposer la sécurité de la France sur la seule dissuasion ».

THOMAS FERENCZI.

### M. Chirac : l'Europe des peuples est l'Europe vraie

M. Jacques Chirac a inauguré, samedi 8 mai à Brive (Corrèze), le musée de la déportation et de la résistance. Centre national Edmond-Michélet, du nom de l'ancien ministre, originaire de la Corrèze.

M. Jean Charbonnel, maire de la ville, ancien député (ex-U.D.R.), a accueilli le premier ministre et lui a exprimé « publiquement sa reconnaissance » pour l'aide qu'il a apportée à la réalisation de « cette œuvre du souvenir et de la reconnaissance ».

Le maire de Brive a rappelé qu'il y a un an, le 8 mai 1975, intervenait « une décision arbitraire et injuste. Cette décision, nous ne l'avons pas acceptée. Nous ne l'accepterons jamais ». Il a estimé que « la guerre de 1940-1945 n'était pas dirigée contre le peuple allemand, et que notre victoire était celle de la liberté ». M. Charbonnel a ajouté : « Rien, pas même les insolences d'un chancelier fédéral, ne peut changer quoi que ce soit à cette vérité ni à la poursuite de notre lutte contre tous les fascismes ».

M. Chirac, dans son allocution, a notamment affirmé : « Un pays ne peut pas rester libre s'il n'a

pas les moyens d'assumer pleinement lui-même sa défense. Un pays ne peut pas rester libre si ses habitants ne savent pas, par l'expérience de leur vie quotidienne, qu'ils ont leur juste et pleine part du progrès accompli grâce à l'effort commun ».

Le premier ministre a ensuite évoqué « l'Europe des peuples, qui est l'Europe vraie et vivante », ajoutant : « L'Europe doit être libre, indépendante, prospère. Elle le sera dans la mesure où elle sera fondée sur l'adhésion sans réserves des Européens qui seront d'autant plus attachés à l'union de leur continent qu'elle n'aura pas marqué la fin des patries ancestrales ».

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a reçu samedi 8 mai à la mairie de Marseille les associations d'anciens combattants. A cette occasion, il a qualifié d'« attitude subalterne » la décision du chef de l'Etat de supprimer les cérémonies officielles du 8 mai, et de « marche arrière » l'ordre donné il y a quelques jours aux préfets de se rendre en tenue officielle aux monuments aux morts.

### Les cérémonies à Paris et en province

Diverses cérémonies commémoratives du 8 mai se sont déroulées, samedi, à travers toute la France.

A Paris, M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, entouré de ses collègues, auxquels s'étaient joints MM. Jean Tautou, préfet de Paris, et Pierre Somville, préfet de police, a déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, à 15 heures. Puis quelque trois mille anciens combattants, précédés de cent cinquante porte-drapeaux — qui avaient répondu à l'appel de l'Union française des anciens combattants — ont remonté une partie des Champs-Élysées jusqu'à l'Arc de triomphe.

La formation du cortège a connu quelques heurts : parmi les jeunes, une délégation de l'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.) s'est vu interdire par les autres manifestants de déployer une banderole. A la suite de quoi l'U.J.P. déclarant parler « au nom de quelques trois cents jeunes gaullistes (...) s'élève — dans un communiqué — contre les méthodes employées par le service d'ordre de l'Association républicaine des anciens combattants ». Parmi les drapeaux tricolores,

un drapeau rouge et brun, bannière des antifascistes allemands, qui lui aussi s'est incliné sur la dalle lors de la sonnerie aux morts.

A Metz, à Limoges, à Marseille, à Dijon, à Toulouse et dans de nombreuses autres villes, les cérémonies commémoratives ont revêtu une certaine ampleur.

A Nancy, la place Stanislas était pavée, samedi, pour la première fois depuis dix ans. A Toulouse, MM. Pierre Baudis, député, maire (R.L.), et Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, adjoint au maire de la ville, ont reçu, à l'hôtel de ville, les délégations d'anciens combattants. A Lyon, un incident a opposé, devant l'hôtel de ville, un groupe d'anciens combattants — qui déclamaient le Chant des partisans, exécuté par l'harmonie municipale — à une douzaine de jeunes gens chantant, poing levé, l'Internationale.

A Nice, M. Jacques Médach, secrétaire d'Etat au tourisme et maire de la ville, a qualifié de « hautement déplacée », dans un communiqué, la manifestation d'un groupe de jeunes militants communistes brandissant des pancartes portant l'inscription : « 8 mai, fête nationale ».

# Nouveau pétrole, énergie de demain.

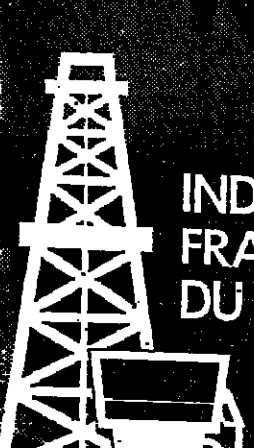
Le pétrole est le moteur de notre civilisation. Mais le pétrole que nous connaissons aujourd'hui est en train de disparaître. Le pétrole de demain, c'est le nouveau pétrole. C'est l'énergie de demain.

Le nouveau pétrole, c'est le pétrole qui vient de la mer. Dans dix ans, il couvrira les deux tiers de la consommation de l'Europe Occidentale.

Grande aventure, parce qu'elle représente des années d'efforts, d'innovations et de perfectionnements techniques pour mettre à notre disposition ces milliers de produits qui changent notre existence.

Grande aventure, parce que des dizaines de milliers d'hommes la vivent, qu'elle en fait travailler des centaines de milliers d'autres, qu'elle met en jeu des investissements considérables. Il faut que les sociétés pétrolières trouvent dans leurs résultats les ressources pour investir davantage encore dans les années à venir, afin de répondre au fantasme de l'énergie de demain.

Renjeu, c'est votre sécurité.



**INDUSTRIE FRANÇAISE DU PÉTROLE**

CENTRE D'ETUDES ET D'INFORMATION PETROLIERES

**Si vous**  
**10%**  
**prenez**

\*Pour un total de 500 f  
Exemple :  
Robe 100 % coton  
Aspirateur  
Rocking-chair noyer  
Total  
Escompte 10 %  
Net à payer

حکومت اسلامی



DÉFENSE

POINT DE VUE

Et si les Chinois avaient raison ?

par FRANÇOIS MISSOFFE

Il est dans la nature humaine de croire qu'on peut exorciser un péril en le niant ou en refusant de le voir. En outre, on ne prend un danger en considération que s'il frappe à la porte, se persuadant, quand il vient de loin, qu'on aura toujours le temps de voir et qu'il ne nous atteindra pas, dût le reste du monde s'écrouler.

Quand on circule régulièrement et longtemps dans tous les pays d'Asie, y rencontrant les responsables gouvernementaux et beaucoup d'autres gens, recoupant sans cesse informations ou réflexions, d'un pays sur l'autre, on ne saurait manquer d'être frappé par la préoccupation que crée l'aggravation de la tension sino-soviétique. Les actuels événements de Chine n'y changent rien, pas plus d'ailleurs que ne pourra y apporter d'apaisement la mort du président Mao Tse-tung lui-même.

pour accumuler assez de puissance pour obtenir ce qu'ils désirent en évitant l'affrontement direct. Le malheur est que nous risquons de faire les frais d'une telle opération, dont tout porte à penser qu'elle est déjà sérieusement engagée.

L'analyse de la situation telle que les dirigeants chinois la présentent à tous les visiteurs étrangers qui font le déplacement de Pékin ne doit pas être considérée comme une réaction d'assilés. Elle mérite, à tout le moins, que l'on y réfléchisse sérieusement.

Les Chinois font état d'un certain nombre de constatations, que l'on peut résumer ainsi : l'Union soviétique maintient en permanence des forces considérables à la frontière chinoise. Elles sont là, dit-on, à Moscou, pour faire obstacle à toute velléité chinoise de lancer des opérations militaires en Sibérie. En fait, elles constituent une menace permanente pour la Chine, et c'est bien ainsi qu'on le ressent à Pékin. Au minimum, on peut considérer les troupes soviétiques d'Extrême-Orient comme un élément de neutralisation de la Chine, comme Moscou entend neutraliser les autres puissances pour établir son hégémonie mondiale.

Les Chinois ne voient pas quelle serait, en dehors de cette hypothèse, la justification de la création, sous l'impulsion du maréchal Gheïko, d'une puissance navale qui permet, dès maintenant, à l'U.R.S.S. d'entretenir simultanément des escadres sur la face occidentale du Pacifique, dans l'océan Indien, en Méditerranée, en mer du Nord, dans l'Atlantique, pour ne rien dire de ces deux lacs russes qui sont devenues la Baltique et la mer Noire. Les points d'appui maritimes que l'Union soviétique s'est assurée à Aden, en République démocratique du Sud-Yémen et à Berbera, en Somalie, lui assurent le contrôle de l'entrée de la mer Rouge. Des liens étroits sont noués avec les frères ennemis du Baas en Syrie et en Irak et de Baasorah au fond du golfe Persique. Sur la façade atlantique, le Guinée et l'Angola sont maintenant tombés dans la mouvance soviétique.

D'ailleurs si les intérêts fondamentaux de l'Union soviétique sont menacés, alors la réaction des partis communistes est immédiate, et la comédie de l'indépendance vis-à-vis de Moscou cesse sur-le-champ.

Au cours des deux dernières années, il n'est pas un homme politique européen, américain ou du tiers-monde se rendant à Pékin qui n'ait entendu répéter à satiété, comme un leitmotiv, la même mise en garde par les dirigeants chinois : vous vous laissez abuser par une « détente » qui n'est qu'un écran de fumée alors que les divisions russes, à partir du quadrilatère de Bohême, sont à moins de 350 kilomètres de la Ruhr ou de l'Alsace. Si paradoxale que la chose puisse paraître, les responsables chinois reviennent sans cesse sur la nécessité de renforcer l'alliance atlantique pendant qu'il en est temps encore et de mobiliser toutes les énergies pour que l'Europe se dote de moyens militaires adéquats permettant de faire front devant la menace soviétique.

Quelles que soient nos options politiques ou philosophiques, nous devons placer dans son véritable cadre le débat auquel nous sommes confrontés et cesser de le camoufler à travers nos querelles de clochers et les petits jeux de la politique, qui apparaissent lamentables et ridicules au regard de la grande confrontation qui se prépare dans le monde tout entier. Que nous le voulions ou non, nous n'y échapperons pas. Même si ce qui nous menace n'est qu'un des aspects ou une des conséquences de ce gigantesque combat, nous ne pouvons penser que la petite Europe, aussi riche soit-elle, sera épargnée par un affrontement, qui, pour être idéologique, n'en est que plus profond. Cet affrontement est déjà en cours entre la Chine, appuyée sur les multitudes asiatiques, et l'U.R.S.S., mise dans l'obligation d'étendre partout son influence pour résister à la formidable pression à laquelle elle doit faire face.

L'analyse faite par les Chinois a, en tout cas, le mérite d'être d'une logique implacable. Si les Chinois ont raison, il est urgent pour nous de prendre conscience du danger mortel qui nous menace de ne pas tomber dans les pièges qui nous sont tendus avec tant d'habileté, et de réaliser que ce qui est en cause est tout simplement notre liberté.

Le général Mathon : la France est le seul pays moyen à disposer de forces nucléaires et classiques indépendantes

A la question : « On enregistre quelques fois des comparaisons peu favorables vis-à-vis des forces de manœuvre de pays à stature équivalente à la nôtre. Qu'en pensez-vous ? », le général d'armée Edouard Mathon, commandant la 1<sup>re</sup> armée, répond dans le dernier numéro de la revue *Armées d'aujourd'hui* : « Attention, il ne faut pas comparer ce qui est comparable, et si certains pays, de stature moyenne comme nous, ont effectivement des forces conventionnelles supérieures, il faut bien voir que la France est le seul pays moyen à disposer de forces classiques et de forces nucléaires indépendantes. Nous ne sommes pas que la 1<sup>re</sup> armée, c'est à la fois des divisions et des divisions. Au total, faisons que nous sommes en position de supériorité, étant entendu que des insuffisances existent quant à notre équipement conventionnel ».

Fort en temps de paix de 110 000 hommes et de 180 000 en temps de guerre, la 1<sup>re</sup> armée est à l'heure actuelle, les deux divisions françaises cantonnées en République fédérale d'Allemagne et les trois divisions dans l'est de la France. Outre son équipement classique (chars, blindés légers, canons, hélicoptères et véhicules à roues), la 1<sup>re</sup> armée comprend trois régiments d'artillerie dotés de rampes de missiles nucléaires tactiques Pluton.

Interrogé sur les rapports de la 1<sup>re</sup> armée avec l'alliance atlantique, le général Mathon explique notamment : « À mon niveau, il faut bien savoir et préciser ce qu'est la 1<sup>re</sup> armée : elle est destinée à la défense nationale et à la défense de l'alliance. Il n'est pas de contacts entre les chefs responsables, entre les états-majors, des concertations de caractère technique pour définir et harmoniser par exemple les liaisons, les codes, les procédures à utiliser. Des observateurs assistent de part et d'autre à quelques exercices et, parfois, des formations françaises de jable volume participent à des exercices ou manœuvres interalliés. Tous ces rapports se situent dans un excellent climat de fraternité d'armes et de camaraderie ».

bien certain que canons anti-aériens de 40 et engins blindés de reconnaissance ne devraient plus figurer dans nos dotations. D'autre part, un rééquilibrage apparaît nécessaire parmi nos formations, au bénéfice de l'artillerie, étant entendu que notre artillerie sol-d'aujourd'hui : « Attention, il ne faut pas comparer ce qui est comparable, et si certains pays, de stature moyenne comme nous, ont effectivement des forces conventionnelles supérieures, il faut bien voir que la France est le seul pays moyen à disposer de forces classiques et de forces nucléaires indépendantes. Nous ne sommes pas que la 1<sup>re</sup> armée, c'est à la fois des divisions et des divisions. Au total, faisons que nous sommes en position de supériorité, étant entendu que des insuffisances existent quant à notre équipement conventionnel ».

Le Comité national de liaison défense-armée-nation estime que « la sécurité et l'indépendance de la France ne peuvent être assurées que grâce à des forces armées qui, dans l'état actuel du monde, constituent pour la nation une véritable assurance-vie ». La défense nationale ne peut reposer que sur l'accord profond, par-delà les idéologies et les citages politiques, de tous les Français, animés par une volonté collective. Au moment où le Parlement va émettre un vote engageant pour six ans l'avenir des armées de la République, le Comité est persuadé qu'il a pleinement conscience de l'ampleur des responsabilités qui sont les siennes.

\* 22 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

**Le Monde de l'éducation**

Numéro de mai

**LES BONNES AFFAIRES DE L'ANGLAIS RAPIDE**

ou comment gagner de l'argent en promettant aux apprentis managers d'apprendre en quelques heures la « langue du dollar ».

Si vous voulez gagner pendant un mois

# 10% d'escompte

sur tous vos achats\*,  
prenez notre carte avant le 23 mai.

**Galeries Lafayette**

COMPTE PERMANENT

1 2 3 4 5 6

MR MME DUPONT JEAN  
50, RUE MALAR  
75007 PARIS

**C'est gratuit.**

**Galeries Lafayette**

\*Pour un total de 500 f minimum.

Exemple :	
Robe 100 % coton	135 f
Aspirateur	160 f
Rocking-chair noyer	225 f
Total	520 f
Escompte 10 %	-52 f
Net à payer	468 f

INDUSTRIE FRANÇAISE DU PÉTROLE

## LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES DE PARIS

expose actuellement à

### LA FOIRE DE PARIS

Porte de Versailles - Pavillon 5  
Allée C - Stand 4

Vous trouverez des modèles standard vitrés  
Juxtaposables - Superposables - Démontables  
Accordables - Larges - Étroits - Profonds  
permettant de multiples combinaisons d'assemblage.

Des Meubles Rustiques  
Des Bibliothèques Contemporaines  
Des Bibliothèques de Style  
Département sur Mesure

### le tout à des PRIX IMBATTABLES

Catalogue gratuit sur demande  
par téléphone : 633-73-33

(répondeur automatique 24 heures sur 24).

ou par écrit à son magasin

En Montparnasse

61, rue Froideveux, 75014 PARIS

chez soi, au restaurant  
pour la cuisine & la table

la porcelaine  
dure française

PILLIVUYT

FRANCE

## SOCIÉTÉ

### POINT DE VUE

# INFORMATIQUE ET LIBERTÉS RESPONSABILITÉS

Par JACQUES G. MAISONROUGE (\*)

La presse a souvent évoqué ces dernières années — surtout en 1974 après la création du fichier Safari de l'INSEE (1) — les menaces que l'ordinateur ferait peser sur les libertés. Pour clarifier le débat, il faut ici distinguer deux notions interdépendantes mais très différentes. La protection de la vie privée, et des libertés (en anglais *privacy*) est une question avant tout sociale et juridique, comme l'a d'ailleurs montré le rapport de la commission « Informatique et Libertés ». La sécurité des données (*data security*) comporte quant à elle deux aspects : protection matérielle, des systèmes, installée et sécurisée informatique au sens le plus technique du terme.

Lorsqu'il présentait, le 17 avril 1974, la commission « Informatique et Libertés », M. Jean Taittinger, alors ministre de la Justice, déclarait : « L'ordinateur, pris en lui-même, n'est qu'un instrument de traitement rationnel de l'information. À ce titre, il est évidemment neutre. C'est son utilisation qui peut en faire la meilleure comme la pire des choses. » Peut-on mieux dire que ce ne sont pas les systèmes d'information dont nous disposons aujourd'hui qui font peser

(\*) Président d'I.B.M.-Europe.

une menace sur les libertés, mais toujours, en dernière analyse, des hommes ?

Il est très important en ce domaine de préciser les responsabilités. Puisque ce sont des hommes qui décident toujours de ce que l'ordinateur fera, il appartient aux hommes d'établir les sauvegardes — juridiques ou techniques — qui les protégeront d'abus possibles.

Il convient ici de distinguer cinq groupes, dont les responsabilités sont d'ailleurs différentes : le grand public, les pouvoirs publics, les associations professionnelles, les utilisateurs et les constructeurs.

#### Le public

Jean-Jacques Rousseau écrivait : « La liberté suit le sort des lois ; elle régit et périt avec elle. » C'est pourquoi les personnes informées, conscientes de leurs responsabilités, claires dans leur expression, sont la meilleure assurance contre un mauvais pouvoir exécutif.

Tous les citoyens peuvent être affectés par la mauvaise utilisation de l'ordinateur. Aussi, au cours des dernières années, des juristes, des syndicalistes, des journalistes, ont-ils demandé des lois nouvelles, des codes éthiques, des normes administratives destinées à définir et à protéger ce qui appartient exclusivement aux individus, et les informations que l'on peut légitimement posséder sur eux.

Il est normal que les citoyens puissent décider quels renseignements peuvent être rassemblés, et si l'information recueillie peut éventuellement être utilisée à d'autres fins. Ils doivent aussi pouvoir définir qui peut avoir accès à cette information, et dans quelles limites.

S'il s'agit d'assumer de façon responsable, le public a un rôle à jouer. On ne peut ainsi qu'applaudir aux efforts de Ralph Nader qui s'est fait, voici plusieurs années, l'avocat d'une loi pour la protection de la vie privée : efforts qui ont été couronnés de succès, puisque l'U.S. Privacy Act est en vigueur depuis septembre 1975.

#### Les pouvoirs publics

Dans plusieurs pays — en Allemagne fédérale, en Autriche, en Belgique — des projets de lois sont en cours d'études. En Angleterre, le gouvernement a fait paraître en décembre 1975 un Livre blanc sur l'ordinateur et la vie privée. Certaines lois sont d'ores et déjà en vigueur : en Suède, pays pionnier en ce domaine, depuis juillet 1974, en Hollande ou aux États-Unis. On se trouve donc en présence d'une grande activité dans la plupart des pays.

En France, plusieurs années sont passées depuis la proposition de loi du 30 octobre 1970 faite par M. Poniatowski. Elles ont été surtout marquées par les remarquables travaux de la commission « Informatique et Libertés » présidée par M. Bernard Chenot.

La presse s'en est faite l'écho, et l'on peut seulement regretter que sa parution n'ait pas donné lieu à plus de débats publics (2). Le projet de loi qui sera probablement discuté à l'Assemblée au cours de la session d'automne 1976 en reprend les conclusions.

Il faut, enfin, évoquer les travaux du Conseil de l'Europe, du Parlement européen et de l'O.C.D.E. sur le sujet. Les efforts législatifs nationaux sont ainsi coordonnés à l'échelle européenne, afin d'améliorer leur efficacité et d'éviter certaines incompatibilités.

#### Les associations professionnelles

La sécurité, le secret, dépendent en grande partie de l'intégrité des responsables du fonctionnement des ordinateurs, problème d'autant plus important que les opérateurs, programmeurs et analystes de systèmes sont très mobiles. Certains pourraient être victimes des tentations que leur travail provoque. Cela peut suggérer les questions suivantes : faut-il leur demander un engagement correspondant au serment d'Hippocrate ? Doit-on établir un code déontologique de l'informatique ?

Le rapport « Informatique et Libér-

tés » évoque ces questions : « Code et ordre pourraient convenir à des professions dont les contours sont bien nets, dont le passé a permis de définir des problèmes et dont les membres jouissent d'une position indépendante. Aucune de ces conditions n'est remplie ici. » Il ne s'agit pas d'établir un code des droits et pouvoirs des informaticiens. La rôle des associations professionnelles est donc d'attirer l'attention de leurs membres sur les aspects juridiques et moraux de leurs activités professionnelles.

#### Les utilisateurs

La protection des données n'est pas un sujet d'inquiétude nouveau du aux ordinateurs. Il y a longtemps que les industriels essaient de protéger le secret des méthodes de fabrication, des formules, des prix de revient. Aujourd'hui, beaucoup de renseignements confidentiels sont enregistrés en ordinateurs. Il faut assurer la sécurité de la machine.

Le problème s'est compliqué avec le télétraitement de l'information. En effet, grâce à des terminaux reliés à l'ordinateur par ligne téléphonique, on peut avoir accès aux données enregistrées en mémoire. Il ne faut cependant pas croire que cela soit facile. Prenons un exemple simple : celui des terminaux employés par les compagnies aériennes pour la réservation des places. Il faut connaître le système et son fonctionnement pour obtenir un renseignement sur les voyages prévus d'une personnalité quelconque.

L'utilisateur qui contrôle le fichier assume donc diverses responsabilités : c'est à lui de décider quelles informations seront collectées, qui y aura accès, comment elles seront utilisées et protégées.

#### Les constructeurs

Depuis des années, les constructeurs recherchent les meilleures méthodes de protection de l'information enregistrée. On peut tout d'abord vérifier l'identité de ceux qui utilisent le système et contrôler le droit d'accès grâce à des cartes magnétiques, des clés, des mots de passe. On peut même combiner ces éléments. On utilise aussi — notamment dans les distributeurs automatiques de billets — la cryptographie : l'information transmise, brouillée, est inutilisable. On dote certains systèmes d'un profil de sécurité pour

chaque utilisateur : il permet l'accès à certaines informations, non à d'autres, et peut aussi interdire l'entrée de données nouvelles, ou toute modification des données existantes. On peut enfin tenir le journal de marche du système et disposer d'une liste de contrôle de toutes les interrogations.

En fait, ces méthodes de protection par identification du demandeur, restriction de la sortie des données, contrôle des interrogations, sont beaucoup plus efficaces que celles qui sont, ou qui étaient, utilisées pour les fichiers manuels.

En 1972, I.B.M. a entrepris des études consacrées à la sécurité, dans quatre centres : trois chez des utilisateurs, un dans ses propres services. La mission de ces centres d'études était de développer des techniques nouvelles de protection des informations : la responsabilité sociale d'une entreprise consiste avant tout à chercher des solutions aux problèmes posés pour les produits qu'elle propose.

Je voudrais enfin évoquer un autre projet de recherche à l'heure actuelle unique au monde : il réunit, en Suède, le gouvernement, I.B.M. et un Comité de contrôle des banques de données. Ses objectifs sont d'identifier les menaces concernant la sécurité des installations d'ordinateurs et de développer, tester et évaluer des solutions. Ce groupe d'experts prépare aussi un manuel sur la sécurité des données en plusieurs parties : chacune est destinée à un public particulier.

Tous les exemples qui précèdent le montrent : le problème de la sécurité de l'information peut être résolu. Les techniques sont disponibles, ou peuvent être développées. Mais les améliorations techniques n'apportent jamais de réponses à certaines questions fondamentales : quelle information enregistrer ? Dans quel but ? Qui pourra y avoir accès ?

Il s'agit là de décisions humaines. Le constructeur ne peut qu'encourager la discussion de ces questions à l'échelle nationale et, comme citoyen, aider à une meilleure compréhension des problèmes.

Le problème de l'information est l'un des plus complexes et des plus paradoxaux de ce temps : l'information peut-elle être à la fois libre, intégrée et respectueuse de certains secrets ? Oui, si la loi et la technologie progressent de pair. Oui, si chacun prend la juste mesure des responsabilités qu'il doit assumer.

(1) Le Monde du 21 mars 1974.  
(2) Le Monde des 17 et 23 septembre 1975.

# UNE BELLE SANTÉ.



## les 9 versions de la Renault 12 sont là pour en témoigner

**Renault 12 L**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 50 ch DIN à  
5000 t/mn, 7 l<sup>e</sup> - 10 l<sup>e</sup> -  
10,3 l<sup>e</sup> - 21 900 F\*

**Renault 12 TL**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 54 ch DIN à  
5250 t/mn, 6,6 l<sup>e</sup> - 9,5 l<sup>e</sup> -  
9,8 l<sup>e</sup> - 23 100 F\*

**Renault 12 TS**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 60 ch DIN à  
5500 t/mn, 6,6 l<sup>e</sup> - 9,3 l<sup>e</sup> -  
10,6 l<sup>e</sup> - 24 700 F\*

**Break Renault 12 L**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 50 ch DIN à  
5000 t/mn, 7 l<sup>e</sup> - 10 l<sup>e</sup> -  
10,3 l<sup>e</sup> - 23 200 F\*

**Break Renault 12 TL**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 54 ch DIN à  
5250 t/mn, 6,6 l<sup>e</sup> - 9,5 l<sup>e</sup> -  
9,8 l<sup>e</sup> - 24 500 F\*

**Break Renault 12 TS**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 60 ch DIN à  
5500 t/mn, 6,6 l<sup>e</sup> - 9,3 l<sup>e</sup> -  
10,6 l<sup>e</sup> - 26 300 F\*

**Break Renault 12 société**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 54 ch DIN à  
5250 t/mn, 6,6 l<sup>e</sup> - 9,5 l<sup>e</sup> -  
9,8 l<sup>e</sup> - 20 280 F\*

**Renault 12 automatic**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 60 ch DIN à  
5500 t/mn, 7,6 l<sup>e</sup> - 10,8 l<sup>e</sup> -  
10,4 l<sup>e</sup> - 26 200 F\*

**Break Renault 12 automatic**  
1289 cm<sup>3</sup> 7 CV, 60 ch DIN à  
5500 t/mn, 7,6 l<sup>e</sup> - 10,8 l<sup>e</sup> -  
10,4 l<sup>e</sup> - 27 200 F\*

Renseignez-vous chez votre concessionnaire

## LES RENAULT 12

Renault présente

Les indications de consommation sont établies à vitesse stabilisée à 90 km/heure, 120 km/heure, 150 km/heure, 180 km/heure, 210 km/heure, 240 km/heure, 270 km/heure, 300 km/heure.

Depuis 32 ans, le journal spécialisé  
"Les Annonces" est toujours le n° 1 pour  
l'achat et la vente de fonds de commerce  
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...  
En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

## LES USA avec ZENITH

Consultez les brochures ZENITH : toutes les formules : charters, circuits autocar, location voiture et véhicules habitables, séjour, etc... et le fameux « Amérique au volant » : 1500 hôtels plus une auto à 735 F par semaine si vous êtes 2 personnes.

Demandez la brochure Zenith à votre agent de voyages ou  
14, rue Thérèse 75001 Paris - tél. 742.65.80 - 266.44.77 et  
21 avenue d'Italie 75013 Paris - tél. 588.14.22 - 331.89.71.  
(Pic. 702 A)

## loterie nationale

chaque mois la tranche du  
**ZODIAQUE**

prix du billet 44 F  
le 1/10 5 F

GROS LOT DE 1 MILLION ET DEMI DE F  
Tirage le 12 mai

سكنا من الاموال



SOCIÉTÉ

RELIGION

LES TÉS

Il y avait toute dimanche aux Buttes-Chaumont. Les promeneurs avaient, par centaines, violé le règlement : ils s'étaient assés sur les pelouses. Les gardiens intervenaient. Quelques personnes refusèrent d'obtempérer, préférant à la poussière l'odeur de l'herbe.

Un gardien, puis deux, puis trois encerclèrent une famille — la nôtre — qui se reposait sous un arbre. Dialogue impossible : « Je fais mon boulot », dit un vigile. « Nous aimons nous allonger dans l'herbe », disent les promeneurs qui violent le règlement. Le gardien menaçait de saisir son appareil photo. Nous récupérâmes notre bien, mais le gardien déclara notre chemise. Une dame qui suivait le scénario prit notre défense. « Tais-toi, ordure ! », dit le gardien à la dame, dont le teint était, pour parler comme certains nationalistes de faits divers, « basané ».

Un attroupement se fit. La majorité, habituellement silencieuse, était ouvertement favorable au gardien. Du coup, la dame se tut. D'ailleurs, les Buttes-Chaumont sont un parc français. « On est en France ici », dit quelqu'un à qui, naïvement, nous parlions de l'exemple britannique. Un habitant du quartier — « Je parle assez d'impôts pour que vous respectiez le règlement » (???) — vint nous trouver. Parfait auxiliaire « bénévole » de police, il nous demanda d'avoir le « courage » de nous présenter aux forces de l'ordre.

Nous avons quitté le parc. Quelques centaines de mètres de promenade dans le quartier, et un car de police (sept occupants) s'arrêta à notre hauteur. « C'est vous qui... » « Oui... » Le gardien avait guidé la police et était passablement nerveux. Les policiers cachaient leur gêne. Ils notèrent notre nom sur un carnet, puis celui du gardien, avec mention de la chemise déchirée. « Vous portez plainte ? Non. Contre qui, contre quoi ? Un règlement imbécile ? Un gardien victime du devoir ? L'odeur de racisme qui flottait non loin du manège où tournaient les enfants ?

Il y eut aussi cette remarque du gardien : « Je ne vous ai pas tiré dessus à la mitrailleuse, quand même ! » Dont acte, monsieur le gardien.

JACQUES DECORNOY.

Les Buttes-Chaumont, parc français

Il y avait toute dimanche aux Buttes-Chaumont. Les promeneurs avaient, par centaines, violé le règlement : ils s'étaient assés sur les pelouses. Les gardiens intervenaient. Quelques personnes refusèrent d'obtempérer, préférant à la poussière l'odeur de l'herbe.

Un attroupement se fit. La majorité, habituellement silencieuse, était ouvertement favorable au gardien. Du coup, la dame se tut. D'ailleurs, les Buttes-Chaumont sont un parc français. « On est en France ici », dit quelqu'un à qui, naïvement, nous parlions de l'exemple britannique. Un habitant du quartier — « Je parle assez d'impôts pour que vous respectiez le règlement » (???) — vint nous trouver. Parfait auxiliaire « bénévole » de police, il nous demanda d'avoir le « courage » de nous présenter aux forces de l'ordre.

Nous avons quitté le parc. Quelques centaines de mètres de promenade dans le quartier, et un car de police (sept occupants) s'arrêta à notre hauteur. « C'est vous qui... » « Oui... » Le gardien avait guidé la police et était passablement nerveux. Les policiers cachaient leur gêne. Ils notèrent notre nom sur un carnet, puis celui du gardien, avec mention de la chemise déchirée. « Vous portez plainte ? Non. Contre qui, contre quoi ? Un règlement imbécile ? Un gardien victime du devoir ? L'odeur de racisme qui flottait non loin du manège où tournaient les enfants ?

Il y eut aussi cette remarque du gardien : « Je ne vous ai pas tiré dessus à la mitrailleuse, quand même ! » Dont acte, monsieur le gardien.

JACQUES DECORNOY.

Un colloque de la Fédération de Paris du parti socialiste

FÉMINISME ET SOCIALISME

Si « l'état socialiste au service des citoyens ne doit pas être confié par un homme, par une caste ou par un parti », comme le précise le programme du parti socialiste, « il ne doit pas être détaché par un sexe », ajoutent maintenant avec force et constance les femmes de la Fédération de Paris du parti socialiste. Celles-ci ont organisé, les 8 et 9 mai, deux journées d'étude qui ont réuni deux cent cinquante militantes et furent inaugurées samedi par Mme Denise Cacheux, déléguée nationale du P.S. à l'action féminine. Denise Cacheux déclara que se joindre dimanche à la lutte des femmes socialistes de Lyon.

Mme Cécile Goldet, secrétaire à l'action féminine, fit remarquer avec humour que ces samedi et dimanche les hommes, dans la proportion de 30 % dans l'assistance, représentaient le tiers des femmes inscrites au P.S. La situation était renversée ! Le thème de réflexion était, « Féminisme et Socialisme ». On le sait, le féminisme et les problèmes spécifiquement féminins sont pris en compte par la politique nationale du P.S.

Quel est, pour le moment, la situation des femmes socialistes ? Aucune n'est élue à la députation. Seulement treize femmes sur les huit cent cinquante conseillers généraux socialistes, soit 1,5 % des suffrages ! Le quota de représentativité féminine sur les listes de candidatures est fixé trop arbitrairement à 10 %.

Pourquoi ? Les problèmes du militantisme politique féminin ne sont certes pas réservés au seul parti socialiste. La politique est toujours affaire d'hommes ! Mais les femmes socialistes sont décidées — ce qui n'est pas habituel dans les partis de la gauche — à mener une action spécifique. Bien souvent militantes dans des associations parallèles des « féministes », elles comprennent leur combat dans une action sociale plus générale. Les femmes socialistes ne se contentent pas d'un combat féministe « qui serait un tout sans recourir d'analyse politique », mais elles revendiquent bien « l'articulation du féminisme avec les luttes économiques et politiques ».

Pour mieux dépasser le domaine des idées, il faut intégrer le féminisme et la lutte des femmes dans une lutte plus générale contre le capitalisme, a précisé M. Christian Pierre, premier secrétaire de la Fédération de Paris du parti socialiste. La lutte des femmes est un des éléments de la lutte du parti socialiste contre le système actuel et lui permet d'établir l'égémonie d'une culture idéologique. Quand on parle de la lutte des femmes, on parle obligatoirement du programme commun de la gauche et d'autogestion.

Des actions concrètes

En conclusion, les femmes socialistes de Paris ont décidé de cinq mots d'ordre : la lutte idéologique sera concrétisée dans un langage politique accessible à toutes ; les femmes socialistes de Paris demandent que le quota de représentativité féminine électorale soit discuté dans les instances dirigeantes du parti ; la continuation de la recherche théorique et de son application féministe dans le programme commun de la gauche ; l'enrichissement des propositions du parti socialiste ; — Dans les institutions (par exemple, la possibilité, pour les associations féministes de se porter partie civile contre les faits du système) ; — Dans le cadre de vie, notamment la retraite à cinquante-cinq ans (leur parait arbitraire) ; — Dans le cadre de l'économie, les femmes socialistes refusent

A Notre-Dame de Paris

LE CARDINAL MARTY RAPPELE LE « MINISTÈRE IMPRÉSCRIPTIBLE » DU PAPE

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a rappelé dimanche 9 mai, dans une homélie prononcée à Notre-Dame, l'importance du rôle de Paul VI et de la mission du pape :

« L'évêque de Rome est un don du Seigneur à son Eglise. Il n'est pas le secrétaire général du catholicisme mondial. Il est le successeur de Pierre. Il a reçu du Christ lui-même un ministère impréscriptible », a notamment déclaré l'ancien président de la conférence épiscopale française.

Il s'est, d'autre part, demandé pourquoi « à chaque fois que nous parcourons une parole, un texte du pape ou d'une congrégation romaine, ils se heurtent, parfois même avant d'être sérieusement étudiés, à une réaction réservée et quelquefois hostile » ?

Mgr Marty a dit, en outre, que tout se passait dans l'Eglise post-conciliaire « comme si nous n'avions pas encore trouvé le juste rapport entre l'Eglise de Rome et chaque Eglise locale ».

« Le pape, a conclu le cardinal Marty, nous rappelle notre vocation universelle. Pouvons-nous ne jamais faire l'expérience de certains chrétiens des pays de l'Est, d'Amérique latine ou d'Asie, empêchés de vivre pleinement leur foi. Eux savent bien l'importance vitale des liens spirituels et canoniques avec le siège de Rome. A ce prix est leur fidélité. A ce prix, est leur survie ».

Les catholiques conservateurs ont manifesté, le 9 mai, en gravissant la colline de Notre-Dame de la Garde, à Marseille, l'entendement s'opposer aux projets de rénovation de la basilique prêtés à l'archevêché malgré la mise au point faite par Mgr Elchegaray dans son bulletin diocésain.

BIBLIOGRAPHIE

Deux études sur les chrétiens et le socialisme

Robert Chapuis : l'itinéraire d'un homme politique  
Michel Clévenot : une lecture matérialiste de la Bible

Si l'on commence à être quelque peu saturé des réflexions sur les rapports entre christianisme et socialisme, c'est d'une part, parce que la théorisation souffre tout et parce que la bonne foi tient souvent lieu de rigueur dans les raisonnements. C'est aussi parce que l'histoire se charge de déparager les chrétiens de bord opposé. Qui ne se souvient de la prétendue perversité de la liberté religieuse avant que Vatican II ne lui donne sa bénédiction ? Ou des anathèmes contre les principes de la Révolution de 1789 et encore la démocratie ? Depuis, on n'en est pas moins aujourd'hui à vouloir aux chrétiens les idées socialistes ou marxistes, quoi qu'ils fassent, encore parfois figure d'utopistes dangereux et de naïfs. Les horreurs elles-mêmes du Goulag n'apparaissent plus comme les conséquences inévitables du marxisme. Selon l'expression de Garaudy, les marxistes les chrétiens ont leurs intégrités. Il faut passer outre.

Faute de clarté irréparable dans les idées, on se laisse de se réfugier dans les témoignages. En voit-on bel et bon, celui de Robert Chapuis, membre du comité directeur et délégué national du parti socialiste après avoir été secrétaire national du P.S.U. et dirigeant de la JEC et de l'UNEPF. Ce n'est donc pas un livre d'intellectuel mais de militant et d'homme de la rue. La société constitue la base réelle qui permet de tracer simplement et avec précision son itinéraire personnel : Non pas tellement malgré le titre des Chrétiens et le socialisme, mais un chrétien enraciné dans le milieu de la France contemporaine et dans les combats circonstanciés. Cet ouvrage repose les mémoires, résumés des luttes politico-sociales et les heures séduisantes de mai 1968 : il décrit les péripéties oubliées de l'A.C.J.F. de la JEC, etc. On a parfois un peu de mal à entrer dans les méandres de la psychologie des militants chrétiens des années 1958-1967, mais finalement ces rappels sont utiles car le passé aide à mieux saisir le présent.

On rendra surtout les conclusions modestes, mais de bon sens, de cet ouvrage autobiographique. « On ne peut confondre totalement institutions et société », a-t-il écrit. « Les Eglises ne sont pas que des institutions ». La lutte des socialistes chrétiens est nécessairement celle de leur foi contre les systèmes institutionnels qui se veulent celle de l'homme. Les socialistes chrétiens ont la responsabilité particulière de mener un combat au sein de la société catholique vers une base de classe contre toutes les pratiques sociales et idéologiques qui facilitent ou servent à justifier l'exploitation de l'homme par l'homme ».

« De commencement en commencement » de Bernard Besret

Déviante ou fidélité ?

Déviante ou fidélité ? Le livre de Bernard Besret, « De commencement en commencement », teneur d'une déviance, confirmera les uns dans leur conviction que le christianisme est une religion déviante, et les autres dans leur admiration pour un chrétien profondément honnête, pionnier sûr qui trace les chemins vers l'Eglise de demain.

En réponse aux questions faussées (?) naïves de ses interlocuteurs, Bernard Besret retrace son histoire spirituelle, inséparable de celle de l'abbaye, puis de la communauté, de Boquen. Converti à dix-sept ans, entré chez les cisterciens l'année suivante, prêtre à vingt-quatre ans, professeur de philosophie dans une faculté pontificale à Rome et assistant au concile de l'abbé général de son ordre à vingt-huit ans, prieur de l'abbaye de Boquen un an plus tard, puis démis de ses fonctions et progressivement marginalisé à cause de ses prises de positions de plus en plus hétérodoxes : cela fait beaucoup dans la vie d'un homme qui vient tout juste de dépasser la quarantaine.

Cette longue méditation à voix haute révèle un esprit hors du commun où la rigueur intellectuelle est mise au service de la franchise et de l'authenticité. S'il refuse le titre de « prophète », ce n'est pas à moi d'en juger. — Bernard Besret est le porte-parole incontestable de nombreux chrétiens qui cherchent aujourd'hui à redéfinir leur foi.

Le sacerdoce, la vie monastique, les sacrements, la vie éternelle, l'amour, la sexualité : autant de questions controversées sur lesquelles Bernard Besret apporte un éclairage neuf et stimulant. Ses réponses — il préfère parler d'hypothèses de travail — et de propositions — plutôt que de conclusions — sont des éléments de réflexion, des interrogations, qui soulèvent finalement autant de questions qu'elles apportent de solutions.

Que signifie en clair, pour me

« don » qui est la négation du système marchand et qu'il a introduit par la subversion du système de classe. Le fameux « Rends à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » constitue la déchirure suprême puisque cela implique de reconnaître sur César ce qu'il a usurpé à Dieu. L'Eucharistie est le partage suprême : celui du pain et celui du corps du Christ. En affirmant que la puissance et la vie ne sont pas du côté des puissants mais du côté des humbles, Jésus renverse les fondements de la société de son temps. On n'en est pas moins aujourd'hui à vouloir aux chrétiens les idées socialistes ou marxistes, quoi qu'ils fassent, encore parfois figure d'utopistes dangereux et de naïfs. Les horreurs elles-mêmes du Goulag n'apparaissent plus comme les conséquences inévitables du marxisme. Selon l'expression de Garaudy, les marxistes les chrétiens ont leurs intégrités. Il faut passer outre.

Faute de clarté irréparable dans les idées, on se laisse de se réfugier dans les témoignages. En voit-on bel et bon, celui de Robert Chapuis, membre du comité directeur et délégué national du parti socialiste après avoir été secrétaire national du P.S.U. et dirigeant de la JEC et de l'UNEPF. Ce n'est donc pas un livre d'intellectuel mais de militant et d'homme de la rue. La société constitue la base réelle qui permet de tracer simplement et avec précision son itinéraire personnel : Non pas tellement malgré le titre des Chrétiens et le socialisme, mais un chrétien enraciné dans le milieu de la France contemporaine et dans les combats circonstanciés. Cet ouvrage repose les mémoires, résumés des luttes politico-sociales et les heures séduisantes de mai 1968 : il décrit les péripéties oubliées de l'A.C.J.F. de la JEC, etc. On a parfois un peu de mal à entrer dans les méandres de la psychologie des militants chrétiens des années 1958-1967, mais finalement ces rappels sont utiles car le passé aide à mieux saisir le présent.

On rendra surtout les conclusions modestes, mais de bon sens, de cet ouvrage autobiographique. « On ne peut confondre totalement institutions et société », a-t-il écrit. « Les Eglises ne sont pas que des institutions ». La lutte des socialistes chrétiens est nécessairement celle de leur foi contre les systèmes institutionnels qui se veulent celle de l'homme. Les socialistes chrétiens ont la responsabilité particulière de mener un combat au sein de la société catholique vers une base de classe contre toutes les pratiques sociales et idéologiques qui facilitent ou servent à justifier l'exploitation de l'homme par l'homme ».

« De commencement en commencement » de Bernard Besret

Déviante ou fidélité ?

Déviante ou fidélité ? Le livre de Bernard Besret, « De commencement en commencement », teneur d'une déviance, confirmera les uns dans leur conviction que le christianisme est une religion déviante, et les autres dans leur admiration pour un chrétien profondément honnête, pionnier sûr qui trace les chemins vers l'Eglise de demain.

En réponse aux questions faussées (?) naïves de ses interlocuteurs, Bernard Besret retrace son histoire spirituelle, inséparable de celle de l'abbaye, puis de la communauté, de Boquen. Converti à dix-sept ans, entré chez les cisterciens l'année suivante, prêtre à vingt-quatre ans, professeur de philosophie dans une faculté pontificale à Rome et assistant au concile de l'abbé général de son ordre à vingt-huit ans, prieur de l'abbaye de Boquen un an plus tard, puis démis de ses fonctions et progressivement marginalisé à cause de ses prises de positions de plus en plus hétérodoxes : cela fait beaucoup dans la vie d'un homme qui vient tout juste de dépasser la quarantaine.

Cette longue méditation à voix haute révèle un esprit hors du commun où la rigueur intellectuelle est mise au service de la franchise et de l'authenticité. S'il refuse le titre de « prophète », ce n'est pas à moi d'en juger. — Bernard Besret est le porte-parole incontestable de nombreux chrétiens qui cherchent aujourd'hui à redéfinir leur foi.

Le sacerdoce, la vie monastique, les sacrements, la vie éternelle, l'amour, la sexualité : autant de questions controversées sur lesquelles Bernard Besret apporte un éclairage neuf et stimulant. Ses réponses — il préfère parler d'hypothèses de travail — et de propositions — plutôt que de conclusions — sont des éléments de réflexion, des interrogations, qui soulèvent finalement autant de questions qu'elles apportent de solutions.

Que signifie en clair, pour me

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce

le n° 1 pour le commerce











## JUSTICE

## AU CONSEIL D'ÉTAT

## Le contrôle des autorisations de licenciement

Les membres du comité d'entreprise et les délégués du personnel bénéficient d'une protection particulière en matière de licenciement. Lorsque l'employeur envisage le licenciement de l'un d'eux, il doit recueillir l'assentiment du comité d'entreprise. A défaut d'accord, le licenciement ne peut intervenir que sur la décision de l'inspecteur du travail : encore celle-ci peut être annulée ou réformée par le ministre du travail, saisi par la voie du recours hiérarchique. Les décisions prises par ces autorités administratives peuvent être contestées, par la voie contentieuse, devant le juge administratif.

Jusqu'à ce jour, cependant, ce dernier laissait à l'autorité administrative un large pouvoir pour apprécier si l'autorisation de licenciement devait ou non être accordée. Par une décision d'assemblée du 5 mai 1976, rendue sur le recours de la SAVER d'Avignon et du ministre de l'Agriculture, le rapport de M. Braudant et les conclusions de M. Dondoux, après des observations de M<sup>rs</sup> Ciffard et Nicolas, le Conseil d'Etat vient de décider de réserver son contrôle sur ces décisions.

L'arrêt pose en principe que

lorsque le licenciement d'un de ces salariés est envisagé, ce licenciement ne doit pas être en rapport avec les fonctions représentatives, normalement exercées ou l'appartenance syndicale de l'intéressé et, surtout, que « dans le cas où la demande de licenciement est motivée par un comportement fautif, il appartient à l'inspecteur du travail ou à l'inspecteur des lois sociales en agriculture saisi et, le cas échéant, au ministre compétent de rechercher, sous le contrôle du juge de l'exercice de pouvoir, si les faits reprochés au salarié sont d'une gravité suffisante pour justifier son licenciement ». Le juge se reconnaît donc le pouvoir d'apprécier si le salarié a commis une faute compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'infraction et des exigences propres à l'exécution normale du mandat dont il est investi, et si cette faute justifie son licenciement.

La décision ajoute qu'en outre l'autorité administrative peut refuser l'autorisation de licenciement, si elle l'estime opportune, à condition que son refus soit fondé sur des motifs d'intérêt général que le juge se refuse à apprécier

sous réserve qu'une atteinte excessive ne soit pas portée à l'un ou à l'autre des intérêts en présence. Ainsi l'arrêt du Conseil d'Etat laisse plus de latitude à l'administration pour refuser l'autorisation de licenciement que pour l'accorder, sans abandonner cependant les décisions de refus à son appréciation discrétionnaire.

Appliquant ces principes au cas de l'espèce, le Conseil d'Etat a confirmé un jugement du tribunal administratif de Clermont-Ferrand qui avait annulé une décision autorisant le licenciement d'un salarié du personnel de la SAVER d'Avignon, en considérant que les faits qui étaient reprochés à ce salarié ne présentaient pas un caractère de gravité suffisant pour justifier la décision autorisant son licenciement.

● L'explosion qui s'est produite jeudi 6 mai dans un bar de Losanne, près de Lyon (le Monde du 8 mai) a provoqué la mort d'une seconde victime, un garçonnet âgé de quatre ans, Antoine Carcel, domicilié à Villeurbanne.

## NOMINATIONS DE MAGISTRATS

Par décret publié au Journal officiel du 9 mai, M. Jean Cabannes, avocat général à Paris, est nommé conseiller à la Cour de cassation.

Le Journal officiel du même jour indique que M. Michel Jéol, « premier substitut à l'administration centrale du ministère de la justice, détaché afin d'occuper un emploi de sous-directeur à l'administration centrale, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris ».

N.D.L.R. — La nomination de M. Jéol, jusqu'alors sous-directeur à la direction des affaires criminelles et des grâces, confirme les informations dont nous avons fait état dans « le Monde » du 23 avril sous le titre : « Une caractéristique à la chancellerie ? ». M. Jéol est membre du parti socialiste et du Syndicat de la magistrature.

Répondant aux interrogations de magistrats qui s'étaient inquiétés auprès de lui de cette mutation précipitée, M. Jean Lecanuet avait affirmé que ces nominations s'étaient fondées sur des considérations tirées du fonctionnement des services (« le Monde » du 5 mai).

## L'UNION NATIONALE DES AVOCATS SE PRONONCE POUR UNE REPRÉSENTATION NATIONALE DE LA PROFESSION

De notre correspondant régional

Toulouse. — L'Union nationale des avocats (UNA), créée à l'échelon national en novembre 1968, vient de réunir son comité directeur à Toulouse pour faire connaître le point de vue de la profession sur les grands problèmes de la vie judiciaire.

« La défense, c'est l'avocat »

L'UNA s'est déclarée favorable à une représentation nationale de la profession qui serait l'émancipation de tous les membres du barreau « des plus puissants comme des plus humbles ». Les participants au colloque ont insisté sur le fait que la « franchise » de réformes actuelles n'a apporté aucun changement notable, mais qu'elles se sont faites au détriment des avocats. La preuve en a été donnée au mois de janvier dernier lors de la grève des barreaux qui a attiré l'attention de l'opinion publique sur les atteintes portées à la liberté et à l'indépendance de la profession et amenant le ministre de la justice à reconnaître que « la défense, c'est l'avocat » son rôle est irremplaçable.

L'Union nationale des avocats

a ajouté que l'aide judiciaire est indispensable pour les justiciables dont les revenus sont inférieurs à un certain plafond qui ne saurait en aucun cas être fixé par un simple décret, car « ce serait faire des avocats des fonctionnaires de la justice ».

● Antoine Ritter, détenu à la prison de Clairvaux après une condamnation à une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'André Borrel et de Jean Moreno — dont Roland Agret aurait été l'instigateur — a commencé une nouvelle grève de la faim.

Antoine Ritter vient d'adresser au ministre de la justice une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Le seul qui peut oser son innocence dans cette affaire, c'est moi ». Il explique d'autre part que s'il a avoué ce double meurtre devant les assises du Gard, c'est parce qu'il a reçu des menaces visant ses cinq enfants.



## DIRECTEUR COMMERCIAL

160.000 F

TECHNIGAZ, filiale du groupe GAZOCÉAN, spécialisée dans la conception et l'ingénierie des navires-transport de gaz liquéfiés et d'installations industrielles, recherche son Directeur Commercial. Rendu compte à la Direction Générale, il aura pour mission essentielle, au sein de la Direction, d'assurer la promotion des ventes et d'orienter la politique générale de la société en fonction du marché. Avec l'appui d'une équipe commerciale, il animera et contrôlera la bonne exécution du programme d'action, en assurant une liaison permanente avec la technique et la finance et en prenant en charge l'ouverture des négociations les plus importantes et au plus haut niveau. Conjointement, il devra élaborer un plan d'action marketing, synthétisant les activités actuelles et futures, tant en France qu'à l'étranger, à travers les filiales et licenciés, suggérer les grands axes de recherche et développement liés à l'évaluation de la demande. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de premier plan, âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou commerciale et justifiant d'une très solide maîtrise du marketing, de la vente et de la négociation d'affaires, acquise de préférence dans l'ingénierie ou « l'entreprise générale ». Une introduction dans le secteur de la pétrochimie et des chantiers navals serait appréciée. La maîtrise de l'anglais et de l'espagnol est impérative. Ce poste implique enfin de fréquents déplacements dans le monde entier. La rémunération annuelle, de l'ordre de 160.000 francs, sera fonction du niveau de compétence obtenu. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2420M.



## INGÉNIEUR

100.000 F

Une société implantée à Boulogne-sur-Mer, leader dans sa profession, spécialisée dans la fabrication de protéines destinées à l'alimentation, recherche un ingénieur. Outre un rôle d'assistance au niveau de la production, il collaborera avec le service entretien et participera à la conception de matériels nouveaux. A terme, il sera amené principalement à participer, en tant qu'ingénieur « process », à la mise en route à l'étranger d'usines du même type. Ce poste convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, possédant une formation d'ingénieur (AM ou équivalent), ayant acquis une solide expérience des responsabilités et de la gestion administrative, et possédant l'anglais et l'espagnol. Les qualités humaines seront déterminantes. La rémunération annuelle de départ sera, selon la qualification, de l'ordre de 100.000 francs; elle sera fixée en fonction de l'expérience acquise. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/4300M.

## RELATIONS INDUSTRIELLES

Normandie

Une société française spécialisée dans la construction et l'entretien des installations industrielles, située en Normandie, recherche, dans le cadre de son plan de croissance, un Directeur des Relations Industrielles. Sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour mission de gérer les relations humaines de l'entreprise, de développer l'information et les moyens de communication, tout en étant le conseiller en matière sociale. Il sera chargé de la gestion administrative, de la formation, de l'orientation de carrière, et de la sécurité des 1.200 personnes que compte la société. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, ingénieur ou diplômé en sciences humaines, ayant l'expérience de la gestion du personnel en milieu industriel, et ayant fait la preuve de ses qualités de conseiller dans le domaine des problèmes humains. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et du niveau de responsabilités assumées. Écrire à Paris. Réf. B/5549M.

## EXPORTATION ÉQUIPEMENTS T.P.

100.000 F

Moyen-Orient — Une société française en très forte expansion (chiffre d'affaires supérieur à 130 millions, 50 % à l'exportation) filiale d'un groupe américain, fabricant et distribuant des installations de traitement de matériaux, recherche pour son siège situé au nord de Lyon, un cadre technique-commercial expérimenté. Après un stage de formation, il aura pour mission d'assurer l'implantation de la société au Moyen-Orient et de participer activement à l'organisation et au développement du service Export. Il sera responsable de la gestion commerciale complète des opérations : études des besoins avec l'aide des services techniques, recommandations quant au choix des matériels, devis, suivi des contrats (valeur moyenne : 2 millions de francs). Ce poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum, ingénieur de formation ou diplômé d'une école supérieure commerciale. Il devra posséder la maîtrise des techniques administratives de l'exportation et une solide pratique de la vente export de biens d'équipement lourds ou de matériels T.P. La connaissance de l'anglais est impérative. La rémunération de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat. Écrire à M. BÜHLER à Lyon. Réf. A/3378M.

## COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Nord

La société FAGEN (300 millions de chiffre d'affaires, 30 établissements, 600 personnes) spécialisée dans la distribution de matériels électriques, en expansion constante, et dotée de moyens de gestion très poussés, recherche pour son siège de Lille, un Chef Comptable. Rattaché au Directeur Administratif et Financier, sa mission consistera, en liaison avec les autres services, à organiser, coordonner et contrôler l'activité du service comptabilité générale qui emploie 8 personnes. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant une formation comptable supérieure : DECS ou niveau équivalent (certificat juridique notamment), et ayant assumé durant 5 ans environ des responsabilités effectives, soit à la tête d'un service de comptabilité générale, soit au sein d'un Cabinet comptable. Une bonne connaissance et la pratique de la fiscalité d'entreprise sont indispensables. Les qualités humaines seront déterminantes. La rémunération de départ sera fixée en fonction des compétences acquises. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/4298M.



Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

52-90-63

# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## Les monnaies sans le Fonds monétaire

Par GUILLAUME GUINDEY (\*)

EN vertu de sa mission de gardien de la stabilité des taux de change, le Fonds monétaire international a exercé pendant un quart de siècle, à l'égard des monnaies autres que le dollar, une police efficace, quoique empreinte de tolérance. On vient de mettre fin officiellement à cette mission. Le Fonds, jusqu'à nouvel ordre, paraît appelé de plus en plus à s'occuper du financement des déficits d'une partie du tiers-monde. L'Economist, sur un ton presque sérieux, a suggéré son rattachement à la Banque mondiale.

On peut — probablement on doit — regretter que le Fonds ait ainsi été dépossédé de sa vocation originelle. Pourtant, le Fonds n'est pas indispensible pour que fonctionne une coopération satisfaisante entre les responsables des principales monnaies. Et ce n'est pas parce que le Fonds ne contrôle plus les changements de parités, c'est pour d'autres raisons, que le rétablissement d'une suffisante stabilité des changes se révèle aujourd'hui très difficile. Les événements monétaires des dernières semaines fournissent, à cet égard, des enseignements intéressants.

### L'exemple du franc belge

On a parfois soutenu que, dans le chaos actuel, et en présence de la masse des liquidités flottant dans le monde, les monnaies sont exposées presque sans défense aux assauts de la spéculation. Les banques centrales dissiperaient en vain leurs réserves si elles essayaient de lutter pour maintenir des parités. Cette thèse méconnaît quelques vérités anciennes. Pour spéculer contre une monnaie, il faut posséder des avoirs dans cette monnaie; si l'on n'en possède pas, il faut en emprunter. Si, par exemple, il n'existe pas d'actifs surabondants en francs belges, la spéculation doit trouver le moyen de s'en procurer auprès du système bancaire. Il dépend donc dans une large mesure de la politique des autorités monétaires belges qu'au bout d'un certain temps la spéculation contre le franc manque de munitions.

La Belgique, au mois de mars, a fourni à cet égard une remarquable démonstration. Utilisant avec maîtrise les instruments dont elles disposaient, y compris la stratégie du double marché des devises, les autorités monétaires ont prouvé que, si l'on joint la résolution à l'habileté, on peut aujourd'hui comme hier, défendre une monnaie contre la spéculation.

On ne doit, bien entendu, le faire que si la parité défendue est économiquement viable (l'évolution des prix et des salaires en Belgique montrera si le gouvernement, comme il faut le soutenir, a calculé juste). Et on ne peut le faire que s'il n'existe pas, spécialement entre les mains de l'étranger, des avoirs en monnaie nationale d'un montant anormalement élevé.

### Une illustration inverse : la livre

Le cas britannique fournit aujourd'hui une illustration inverse de la même vérité. La spéculation contre la livre trouve sans doute son origine dans les difficultés de l'économie britannique et dans la baisse du pouvoir d'achat interne de la monnaie. Mais elle a fait aujourd'hui tomber le sterling sur le marché des changes à des taux manifestement déraisonnables. Or si la Banque d'Angleterre n'a pu arrêter la chute, c'est en raison de l'existence,

entre les mains de l'étranger, de disponibilités en livres trop considérables. La Grande-Bretagne recueille les fruits amers de la politique qui a consisté pour elle à financer ses déficits ainsi que ses investissements au-dehors, en attirant systématiquement les dépôts en sterling de l'étranger. L'expérience anglaise actuelle met en lumière l'incompatibilité qui existe entre un recours excessif à la méthode du gold exchange standard et la stabilité monétaire.

(Lire la suite page 21, 3<sup>e</sup> col.)

## Le dirigisme pétrolier de la France continuera-t-il à favoriser les grandes compagnies ?

L'ACCALMIE aura été de courte durée. Une nouvelle fois, le monde pétrolier est en ébullition. Il y a bien sûr la prochaine conférence de l'OPEP, le 27 mai à Bali (Indonésie), avec ses incertitudes quant à une nouvelle hausse des prix du brut. Il y a les révélations sur les pots-de-vin distribués de par le monde par les compagnies pétrolières. Il y a enfin une affaire qui agite beaucoup les milieux pétroliers français et de la Communauté euro-

péenne : celle de la révision de la loi du 30 mars 1928 qui régit l'organisation du marché sur le territoire national. Au cours d'un récent conseil de planification, le gouvernement a décidé de libérer les importations et les prix des produits pétroliers. Mais pour les carburants, rien n'est apparemment changé sur le fond. Or, le 30 juin, les pouvoirs publics doivent renouveler les autorisations de distribution A 3. Ils n'ont pas cher-

ché à racheter aux raffineurs les stocks de leurs dépassements. Après avoir accepté « à titre exceptionnel » cette mesure pour 1973, Plochy refuse de s'y plier en 1976 et en 1977, année où la société excède sensiblement son contingent. Pour expliquer ce revirement d'attitude, que ce soit de la part de la DICA ou de Plochy, il n'est pas inutile de se replacer dans le contexte économique de l'époque. Le 16 octobre 1973, le monde pétrolier connaît sa révolution avec le quadruplement des prix du pétrole. Au début du mois de janvier 1974, le gouvernement français choisit une politique de prix très dirigiste pour les produits pétroliers. Pour des raisons économiques et politiques, on décide de limiter l'impact de la hausse sur les tarifs de fûels, le naphta et le gas-oil. Ceux-ci sont fixés à un niveau plus bas que ceux pratiqués en Europe. Pour les raffineurs français, cette mesure aboutit à leur faire « perdre de l'argent sur ces produits ». Pour rétablir l'équilibre, on fixe des prix « sortis de raffinerie » (c'est-à-dire hors taxes) plus élevés pour les carburants que ceux pratiqués chez nos voisins.

Du même coup, les marges bénéficiaires des importateurs de carburant font un bond prodigieux. L'administration estime qu'elles sont passées de 20 francs par tonne précédemment à 150 francs, voire 200 francs. Très vite, les raffineurs protestent contre ce

leur volonté d'accroître à cette occasion la part des groupes français, ce qui a suscité une vigoureuse protestation du président d'Esso-France. Parallèlement, la Commission de Bruxelles revient à la charge contre la loi de 1928. A l'occasion d'une plainte déposée auprès d'elle par un importateur français, elle a donné un délai d'un mois pour que Paris fasse connaître ses intentions quant à une libéralisation des importations des produits pétroliers.

qu'elles jugent être une concurrence déloyale et « une subvention » distribuée à leurs concurrents. D'autant que les compagnies volent s'ouvrir un nouveau front : celui de la distribution. Les importateurs, grâce à leur marge bénéficiaire élevée, peuvent offrir des rabais importants sur l'essence aux supermarchés (3).

A son tour, l'administration se trouve placée devant un dilemme. Fermer les yeux sur les dépassements de Plochy ? « C'était un très dangereux précédent, précise-t-on, d'autant que cette société avait la manie de se vanter de ne pas respecter la réglementation. » S'ouvrir pour éviter la contagion et répondre, sans doute, aux récriminations des compagnies ? C'est cette dernière solution qui a finalement été choisie en novembre 1975. A l'occasion, on exprime d'autres griefs contre Plochy : non-respect de la réglementation sur les stocks de réserve et de celle sur les livraisons de fuel domestique inscrites dans le cadre des économies d'énergie.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(Lire la suite page 18, 3<sup>e</sup> col.)

(1) Le tribunal de Limoges s'étant déclaré incompétent.  
(2) M. Roland Dumas.  
(3) Les gérants libres de stations-services se sont mis en grève à la fin de 1975. Finalement, les rabais ont été limités à la distribution par le ministère de l'Économie et des Finances à 5 et 6 centimes pour l'essence et le super.

## Le moratoire des dettes du tiers-monde : un problème financier devenu politique

SECON le secrétaire général de la CNUCED actuellement réunie en séance plénière à Nairobi, les deux principales revendications des pays en voie de développement que la conférence doit examiner sont :  
1) La réalisation d'un programme dit « intégré » de soutien des matières premières;  
2) L'étalement des dettes contractées par les pays

pauvres, assorti d'un éventuel moratoire sur le paiement des intérêts et même du principal.

Cette dernière demande a, jusqu'à maintenant, reçu dans les pays industrialisés une publicité moindre que la première. Pourtant les conséquences qu'elle pourrait avoir sont d'une importance cruciale pour l'évolution de la situation économique et financière du monde.

C'est à la conférence ministérielle que le groupe des « 77 » (porte-parole de ce qu'on appelle encore le tiers-monde) a tenu à Manille à la fin du mois de janvier et au début du mois de février dernier que l'idée d'un moratoire sur les dettes

lément du point de vue des demandeurs. Depuis quelques années, les banques commerciales européennes et américaines prêtent de plus en plus aux pays en voie de développement. Selon les chiffres publiés par la Banque mondiale, la part de l'en-

des dirigeants de la Chase Manhattan Bank, la dette étrangère totale des pays en voie de développement s'élevait à la fin de l'année dernière à quelque 150 milliards de dollars. Ce chiffre concorde assez bien avec les statistiques du Fonds monétaire international selon lesquelles la dette publique des pays du tiers-monde non pétrolier est passée de 51,5 milliards de dollars à la fin de 1968 à 95,5 milliards à la fin de 1975.

La différence entre ce dernier chiffre et celui que citait l'un des directeurs de la Chase représenterait l'endettement vis-à-vis du secteur privé, dont une partie a été contractée par certains pays pétroliers tels que l'Algérie (500 millions de dollars en 1975) ou l'Irak (500 millions de dollars) auxquels l'Iran va bientôt s'ajouter.

Contrairement à une opinion généralement reçue, la proportion du service de la dette publique par rapport aux recettes d'exportation des pays débiteurs n'a pas beaucoup varié depuis sept ou huit ans : elle était de 10,7 % en 1968; elle s'est élevée à 11,7 % en 1975 après être descendue à 8,7 % en 1974, année exceptionnelle marquée dans sa première partie par un formidable renchérissement de la plupart des matières premières.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 21, 1<sup>re</sup> col.)

## BULLETIN

### L'illusion des chiffres

ON pouvait espérer que, la récession aidant de même que le démantèlement qu'elle a apporté aux analyses des comptabilités nationales, les hommes politiques ne continueraient pas d'égayer l'opinion publique en lui présentant une interprétation abusive des performances du P.N.B. (produit national brut). Il n'en est malheureusement rien.

A l'occasion des récentes discussions du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Fourcade a estimé à 5 % le taux de croissance pour 1976. Ce pourcentage sera peut-être dépassé, mais il n'est pas la question. M. Fourcade a cru bon d'ajouter le commentaire suivant : « La France serait donc, avec le Japon sans doute, un des rares pays pour qui le bilan des deux années 1975 et 1976 se solderait par un progrès net. » En plaçant sous le jour le plus favorable les résultats de sa politique... ou les surprises de la conjonction, le ministre de l'Économie et des finances contribue à perpétuer une illusion que tous les débats (il est vrai souvent si confus) sur la croissance n'ont pas réussi à dissiper.

Pendant longtemps, tant à droite qu'à gauche (et même un peu plus à gauche qu'à droite), il fut admis que le progrès économique se mesurait surtout, sinon exclusivement, par l'augmentation physique de la production que le P.N.B. est censé traduire en chiffres globaux. Les divergences ne comptaient que sur la répartition des « fruits » de la croissance.

Laissons ici la querelle déjà ancienne sur les « finalités » de cette croissance, pour concentrer notre attention sur l'aspect purement économique de la question. C'est une grave erreur de le dire, comme le fait M. Fourcade, que celle-ci se pose d'abord en termes quantitatifs. Où est le « progrès net », comparé à celui d'autres nations industrielles importantes, si l'expansion de la production s'obtient sans que les bases d'une saine reprise soient assurées ? La récession a sans doute fait sentir plus durement ses effets aux États-Unis et en Allemagne, mais dans ces deux pays les entreprises ont pu en général mieux reconstruire leurs forces qu'elles n'ont pu le faire en France. L'assainissement économique en profondeur a permis d'y réduire de façon peut-être décisive les tensions inflationnistes, alors que le ministre français a dû convenir, lors du même débat parlementaire, qu'en France la hausse des prix restait « le point le plus préoccupant ».

## DES AVOCATS SE PRONONCE

### NATIONALE DE LA PROFESSION

Le président régional a ajouté que l'aide judiciaire est indispensable pour les justiciables dont les revenus sont inférieurs à un certain plafond qui ne assure à aucun cas être fixé par un simple décret, car « ce serait faire des avocats des fonctionnaires de la justice ».

Antoine Ritter, député de la région de Chaux après une condamnation à une peine de prison criminelle à perpétuité pour le meurtre d'André Borel, Jean Moreno — député de l'Isère — a commencé une nouvelle carrière de la faim.

Antoine Ritter vient d'adresser au ministre de la Justice une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Le seul qui peut être innocent dans cette affaire, c'est moi ». Il explique d'autre part qu'il a avoué ce double meurtre devant les assises de Chaux, « car c'est ce que je voulais dire à mes cinq enfants ».

140.000 F

PRODUCTION

100.000 F

Étranger

Marseille

Lyon

100.000 F

100.000 F

100.000 F





## LE MONDE DES AFFAIRES

## EXPORTANT ENCORE RELATIVEMENT PEU

# Les constructeurs japonais d'automobiles regardent de plus en plus vers l'extérieur

Nagoya. — Comme des millions de ses semblables, Sakai répond aux canons du bon ouvrier japonais, tôt levé le matin, tôt le soir couché. Comme quarante-trois mille autres membres de la grande famille Toyota, il fait consciencieusement et sans arrière-pensée son devoir.

Il habite près de l'usine avec sa femme et sa fille de cinq ans une de ces petites maisons fournies et fabriquées par la société, ni triste ni gaie, surmontée de son antenne de télévision. Il a vingt-neuf ans, l'âge moyen du personnel de la grande firme automobile japonaise à laquelle il appartient depuis sept ans corps et âme. Il compte bien, comme tous ses camarades, y poursuivre une carrière bien remplie suivant une filière bien tracée : la promotion est ici chose courante et les trois ans d'études supérieures que la firme lui a assurés à la fin de ses classes secondaires l'aideront sûrement.

Son salaire et ses droits aux bénéfices, qui tombent deux fois l'an (ce qui lui fait environ 3 000 francs au total par mois), lui assurent une vie confortable où l'ambition de devenir propriétaire d'une maisonnette, en fin de vie active, a sa place (1). Il ne se pose pas de questions, tout va bien. « Produire plus pour gagner plus », telle est sa devise, comme elle l'est pour tous ceux qui l'entourent du sommet à la base. Car l'important est que la « maison » tourne comme tourne rond son foyer, ses machines à l'atelier, qu'il contrôle de loin, l'œil sur les tableaux lumineux.

Ce que ses supérieurs disent, décident, recommandent est semblable aux conseils, aux décisions que prenait sans appel autrefois son père, avec dans l'ombre, sa mère, l'œil infatigable et secret. Sûr de l'avenir si chacun accomplit à son image sa

tâche quotidienne avec autant de conscience que lui, il fait une confiance totale au nouveau chef de la famille, celui qui a remplacé son père : le patron.

Pour l'heure, sa préoccupation est d'ordre sportif : faire partie de l'équipe de baseball de la firme. Le « team » s'entraîne chaque samedi après-midi ou presque à Honsha, luxueux complexe que la société a fait construire à grande frais, l'équivalent des dépenses engagées à Munich lors des Jeux olympiques de 1972. Tous ses loisirs, il les consacre à frapper avec sa batte la balle que lui envoie son ami Eldji.

Les vacances ? Il n'y songe guère. Vingt jours par an, après une décennie passée dans la « maison ». Pour quoi faire ? S'absenter, c'est un peu démissionner. C'est un peu freiner la production et seule une mécanique grippée l'a éloigné durant trois jours l'an dernier de ses machines à souder qui d'ailleurs, marchent toute seules, programmées.

En quinze ans, non seulement, la situa-

tion a changé, mais elle a changé de nature. La production totale des véhicules à moteur s'est élevée au Japon en 1975 à 6 941 591 unités, ce qui met le pays du Soleil-Levant au second rang mondial des pays producteurs d'automobiles, derrière les États-Unis. Sur ce total 4 588 120 voitures particulières ont été construites pour 2 337 336 camions et 36 105 autobus. Toyota a produit pour sa part 2 336 053 véhicules devant Nissan (Datsun) de 2 588 006 unités.

A l'heure actuelle, le parc automobile japonais atteint 27 930 000 véhicules à 99 % de marques nationales dont 17 240 000 de voitures particulières. Ces chiffres annoncent

une saturation avant dix ans du marché intérieur et il faut s'attendre avant cette date à une accélération de l'offensive japonaise sur les marchés d'exportation qui ne représentent à l'heure actuelle que 38,5 % de la production, pourcentage faible par rapport aux chiffres français (52,4 %) ou allemands (51,8 %).

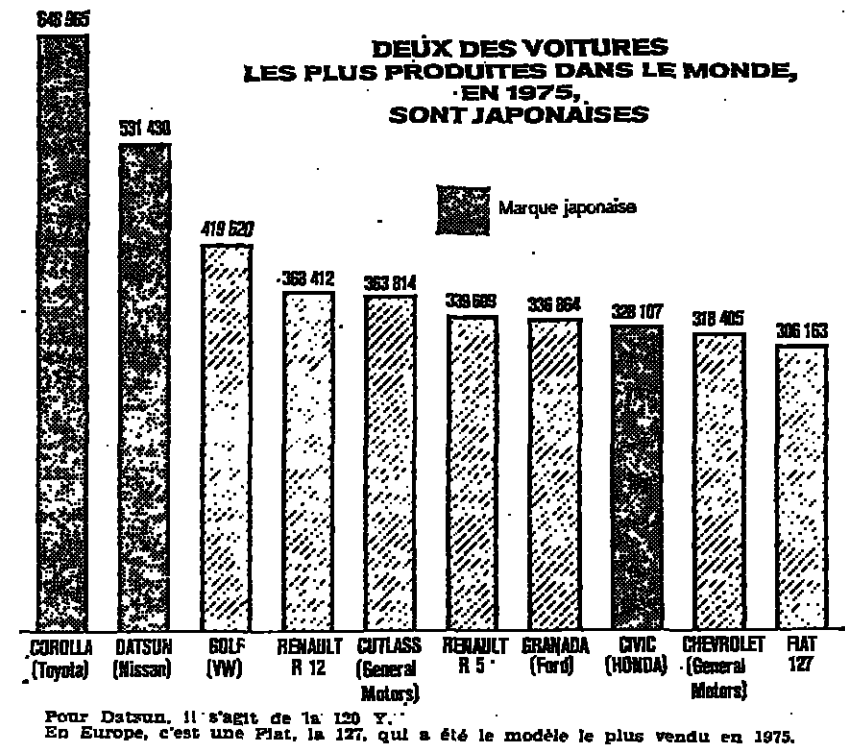
Quels sont les atouts du Japon à la veille de cette bataille : une classe ouvrière laborieuse et dévouée ? Une automatisation poussée des outils de production ? Une dynamique de pénétration hors pair ? Des produits fiables ? Les quatre à la fois probablement.

constructeurs, irriguer ensuite les pays voisins, profitant de toutes les faiblesses de la concurrence, mais aussi donner confiance par un soutien logistique qui a beaucoup appris des premières expériences d'implantations malheureuses. Ainsi, aujourd'hui, pour chaque voiture qui part d'un port nippon, son « double vulnérable » suit en pièces détachées quelques semaines plus tard. Toute une stratégie que facilitent le dynamisme naturel des firmes, un réseau dense d'informateurs qui fournissent au jour le jour statistiques et études. Stratégie encouragée par l'Etat, qui, tout en protégeant sans en avoir l'air le marché intérieur (4), favorise les exportations par sa politique monétaire, assure des accords de coopération avec les pays en voie de développement et garantit les investissements japonais à l'étranger.

## Souplesse et patience

Souplesse, facilité d'adaptation, patience, autant de caractéristiques typiquement japonaises mises au service d'une cause, celle de promouvoir le « Made in Japan » à l'étranger, et d'une nécessité, celle de trouver à temps des débouchés pleins de promesses. Cela mènera peut-être le Japon au premier rang mondial des constructeurs avant une décennie : 10 millions de voitures construites chaque année avant 1985 ? Les constructeurs nippons ont choisi de vivre dangereusement. Ambitieux, ils n'oublient pourtant jamais que leurs projets pourraient être un jour radicalement remis en cause. Si l'embargo décrété par les pays arabes n'a guère, semble-t-il, laissé de traces dans l'esprit des Européens, il n'en est pas de même chez les Japonais, qui consomment sous forme de pétrole 77,6 % du total de l'énergie dont ils ont besoin, et qui importent en totalité (à 1 % près) ce pétrole de l'extérieur, en particulier du Proche-Orient (87,9 %). Plus conscients encore que la majorité de leurs compatriotes de l'extrême vulnérabilité de leur archipel, les dirigeants des grandes firmes automobiles éprouvent une sorte de hantise de voir leur pays brusquement privé, par suite de circonstances imprévisibles, du combustible dont dépend complètement l'activité de leur industrie.

CLAUDE LAMOTTE.



## La grève ? Connais pas !

Dans l'atelier voisin, il se trouve deux cents en deux équipes à produire chaque mois vingt mille moteurs. A la soudure, près de là, Sakai est l'un des maillons de la chaîne. Il veille plus de deux mille heures par an à la fabrication de sa part des quelque huit mille voitures produites par jour dans les huit usines du groupe. Mais c'est un maillon indispensable, car lui chacun est

rait à vendre d'autres produits du groupe : appareils ménagers, maisons préfabriquées et leur équipement, machines à coudre, ou chariots élévateurs (voir notre encadré). La décision prise avait du bon, et l'empire, modeste à cette époque, est aujourd'hui immense, et c'est à l'automobile qu'il le doit surtout.

En quinze ans, non seulement, la situa-

## PRODUCTION MONDIALE DE VÉHICULES PAR CONSTRUCTEUR EN 1975

SOCIÉTÉS	Pays	Total de véhicules	Voitures particul.
1. General Motors	Etats-Unis	4 659 530	3 679 560
2. Ford	Etats-Unis	2 588 006	1 988 033
3. Toyota	Japon	2 336 053	1 714 836
4. Nissan	Japon	2 588 006	1 532 731
5. Volkswagen (1)	All. de l'Ouest	1 227 000	1 255 448
6. Fiat (2)	Italie	1 231 799	1 232 732
7. Chrysler	Etats-Unis	1 222 396	962 982
8. Renault (3)	France	1 188 386	1 042 261
9. British Leyland	Grande-Bretagne	738 138	688 141
10. Peugeot	France	643 985	583 821

(1) Y compris Audi-NSU.  
(2) Y compris OM, Autobianchi et Lancia.  
(3) Avec Savien et Berlet.

à sa place et il n'y a pas deux hommes pour un poste. Ainsi va sa vie tranquille, sans à-coups, bien remplie, très bien remplie.

La grève ? Connais pas ! Le syndicat « maison », dont les délégués sont bien souvent suggérés par la direction, est de son avis. Aucune angouisse, aucun signe d'inquiétude. Il se souvient qu'en 1950, on en parla encore en baissant la voix, un long conflit social a mis en péril l'entreprise. La Banque du Japon, sollicitée pour un prêt, a demandé en contrepartie l'écatement de la « maison » en deux firmes, l'une qui produirait, la T.M.C. (Toyota Motor Company), l'autre qui vendrait, T.M.S. (Toyota Motor Sales Company). Ainsi les choses sont-elles rentrées dans l'ordre, le risque de voir l'empire s'écrouler d'un coup, sans même possibilité, étant écarté. Si la T.M.C. connaît des difficultés, la T.M.S. continue-

tion a été remise sur pied, mais la société a rapidement atteint des sommets qui la placent à peine derrière Ford, au troisième rang mondial des constructeurs d'automobiles. Et l'on décroche, au fil des ans, d'autres records, celui de la voiture de tourisme la plus construite dans le monde, la Corolla, et en 1975 le nombre de véhicules exportés n'a jamais été aussi élevé : huit cent soixante-huit mille, par la de Nagoya sur les vingt et un navires-cargos spécialement construits à cet effet. Nagoya, où la nuit, jour et nuit, tourne sans trêve et remplit les ventres des bateaux géants qui partent au-delà des mers.

Non, Sakai, quant à lui, et paradoxalement, ne possède pas de voiture. Il a manqué la coche voici quelques mois quand on a annoncé que les nouvelles normes anti-pollution (2) et les nouvelles mesures de sécurité allaient entraîner des

Si Sakai n'a pas de voiture, cela s'explique : il habite une agglomération de plus de 50 000 habitants. Il lui faut donc un parking. Il lui faut aussi et avant tout un permis et y consacrer 200 000 yens (3), et puis il y a ces taxes à décaisser pour l'achat d'une automobile de bonne volonté, à l'étroit sur des routes surchargées, taxes à la production, taxes à la vente, taxes à l'immatriculation, taxes à l'usage, et le contrôle officiel du véhicule après trois ans d'utilisation : 955 000 yens à déboursier en six ans... et l'on garde la voiture six ans — le prix d'une voiture neuve en quelque sorte. Ce sera pour plus tard. Mais, s'il en achetait une, ce serait une japonaise, une Toyota. Oh ! certes, comme on dit en Europe, de conception rustique, avec son pont arrière rigide et ses amortisseurs parfois un peu durs, mais du solide, du sûr et un bon moteur chaque année affiné pour limiter les gaz nocifs. Et puis tous ces équipements et ces gadgets tant appréciés livrés sans option.

Il faut croire que tous ces arguments ne portent pas qu'au Japon, et les chiffres sont là pour prouver à qui veut s'y pencher que les marchés d'exportation, futurs champs de bataille pour les constructeurs nippons, y

## DE LA VOITURE A LA MACHINE À COUDRE

Si le secteur automobile est le créneau le plus rentable de Toyota, le groupe ne comprend pas moins de dix autres entreprises principales spécialisées dans la fabrication de métiers à tisser et à filer, de roulements à billes, de machines à moudre, de machines à coudre ou à tricoter, dans la recherche en physique et en chimie, dans la construction de maisons préfabriquées.

Pour l'exercice annuel 1974-1975, la Toyota Motor a réalisé un bénéfice net de 48 711 millions de yens, et la Toyota Motor Sales, qui se charge des ventes des véhicules, 13 313 millions de yens. Les dix plus importants actionnaires de la T.M.C. détiennent 35 % des parts, pour la plupart des banques et des sociétés filiales. Deux cents soixante filiales sous-traitantes travaillent en collaboration avec la Toyota Motor.

Les principales usines sont situées à Toyota City, préfecture d'Aichi, à 380 kilomètres à l'ouest de Tokyo. La plupart des autres sociétés du groupe sont situées aux alentours.

Hors du Japon, Toyota assemble un certain nombre de véhicules de sa marque dans seize pays, notamment au Pérou, au Ghana, en Australie, en Afrique du Sud, au Portugal, au Costa-Rica, et s'apprête à s'installer, en collaboration avec Mercedes, en Zambie.

## Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel  
SHERATON HOTELS AND RES. WORLDWIDE  
AVENUE DU MANE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE, TELEX 20015

## ROYAUME DU MAROC

OFFICE RÉGIONAL  
DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS  
B.P. 48 KSAR EL KEBIR

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 2/76

Le directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos recevra jusqu'au 24 Joumada II 1396 (23 juin 1976), à 12 h., des offres de prix pour la fourniture de matériel mobile d'irrigation dans le périmètre du R'Mel, 15.000 ha.

Le dossier est à retirer au siège de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos à Ksar El Kebir, contre versement d'une somme de 200.00 DH.

## PARAÎTRE

ARROUX

Activités et

cinématiques

nouvelles

de la théorie

général

et

la "question"

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f

180f



## LES INNOVATIONS POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

**E**N dépit des difficultés qu'a provoquées la crise économique, tant le gouvernement que le patronat ont poursuivi leur politique d'amélioration des conditions de travail. Adoption, et dépôts de projets de loi sur le travail manuel ; poursuite des

négociations et signatures d'accords dans la chimie, le bâtiment, etc. ; plusieurs centaines d'expériences dans les entreprises dont une centaine sur deux cents environ visent à créer des équipes autonomes. Au total, les améliorations demeurent encore limitées et, dans cer-

taines entreprises comme chez Chausson, les directions avancent à petits pas, une vieille usine ne pouvant être complètement modifiée. En revanche, en Suède, où les relations sociales sont déjà « avancées », les expériences se multiplient à un rythme rapide.

## CHAUSSON : difficile de rendre vivable une vieille usine

« **R**ien n'a changé dans l'entreprise pour améliorer les conditions de travail qui nous ont valu le titre peu glorieux de bagne de l'automobile. » (1). Près d'un an après le conflit qui en mai-juin 1975 a ébranlé les usines d'automobiles Chausson à propos des écarts de salaire entre les ouvriers de la firme et ceux de la région Renault ainsi que des mauvaises conditions de travail, la C.G.T. a publié et commenté, le 14 avril, un document qui accuse la direction de n'avoir rien modifié. Les dirigeants des usines Chausson, qui avaient admis, avec nuances, qu'il y avait beaucoup à faire, considèrent aujourd'hui que des efforts ont été accomplis tout en ajoutant que dans une vieille usine « on ne peut pas tout changer du jour au lendemain ».

« Vous voyez : « Ils » ne sont pas à l'aise, « ils » refusent qu'on vous fasse visiter les ateliers. » Devant les portes de l'usine de Gernivilliers que la C.G.T. voulait faire visiter aux journalistes, des ouvriers en « gris de travail » et des délégués froient un directeur et l'huissier qui a été convoqué en cas d'incident. Les rares journalistes présents sont alors invités malgré l'interdiction patronale et sous la protection des ouvriers à s'installer dans la cantine. Méthodiquement, énumérant les uns après les autres l'atelier « T.5 tôlerie », « les presses », « la petite chaîne avec barreau », etc., le délégué C.G.T. annonce les exemples démontrant « qu'absolument rien n'a changé ».

Le bruit ? « Des contrôles effectués par des représentants de la Sécurité sociale (aux presses) font apparaître l'intensité des bruits : 103 décibels à l'intérieur de l'atelier et 90 à 95 à l'extérieur. »

Le manque de place pour travailler ? « Partout c'est la chaise au mètre carré (...) ; en tôlerie, des planchers (de voiture) sont suspendus en permanence au-dessus des travailleurs ; c'est une forêt vierge où s'enchevêtrent les montages et les pinces à souder. »

La fatigue ? « Au T.5-C.5, les cotés monoblocs (15 kilos) doivent être portés à bout de bras sur 4 à 5 mètres. Le même gars en porte cent vingt-deux par jour, soit environ 2 tonnes à bout de bras avec 600 mètres de marche à pied. »

Les produits toxiques ? « A l'atelier de

peinture C.V., les peintres sont emmitouflés avec des chiffons trempés avec du papier collant et sont obligés de se mettre de la vaseline autour des yeux (...) ; ailleurs, des ouvriers qui utilisent un mastic Teroson 40 saignent du nez. »

Et d'allonger la liste des accusations par des dizaines d'autres exemples non sans affirmer que l'écart entre les salaires Chausson-Renault demeure important que le taux de fréquence des accidents dépasse

## Des chiffres contestés

Pour la direction, les chiffres donnés par la C.G.T. doivent être nuancés : les taux d'accidents ne peuvent être comparés en raison de la spécificité des travaux réalisés chez Chausson ; les écarts de salaires entre Renault et Chausson ne sont pas de 20 à 30 % mais de 5 à 10 % pour les O.S., si l'on tient compte des primes, et les gains des O.P. sont même plus élevés chez Chausson.

Quant à l'amélioration des conditions de travail, les établissements Chausson déclarent : « Dès le retour des congés payés en 1975, nous avons essayé de remédier aux insuffisances les plus spectaculaires : aménagement des sièges, des portes d'entrée, du chauffage. »

Et tout le reste ? C'est-à-dire le bruit, la place, les cadences. La direction a pris plusieurs initiatives tout en reconnaissant que les effets ne seront pas immédiats : « Nous avons préparé un budget d'investissement : 13,35 millions de francs en 1976 — dont 30 % seront consacrés à l'amélioration des conditions de travail ; nous avons réussi à faire fonctionner la commission « conditions de travail » — et à lui proposer la rédaction d'un catalogue des mesures à prendre, ce qui représentera des dizaines, voire des centaines de millions de francs de dépenses qu'il faudra programmer ; nous avons demandé à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail de mener une enquête sur les facteurs principaux

de loin celui d'autres firmes automobiles (45 % de plus au lieu de 30 % en 1964 et 60 % de plus au lieu de 18 % pour le taux de gravité), etc. N'y a-t-il pas eu cependant des améliorations ? La réaction aux pressions des sièges qui n'avaient plus de selles en 1975, ou encore la surveillance accrue pour éponger les têtes d'huile ? La C.G.T. ne nie pas, mais estime que c'est « de la poudre aux yeux et qu'on ne s'est pas attaqué aux causes ».

exercant une influence sur le travail dans nos usines, et les résultats seront communiqués aux syndicats. »

D'ailleurs, laisse-t-on entendre, les organisations de salariés n'ont pas contesté ce qui a été fait. Mais n'est-ce pas terriblement insuffisant ? La direction, qui a déclaré avoir paré au plus pressé, rappelle qu'« il n'est pas possible de tout changer du jour au lendemain. A Gernivilliers, nous sommes coincés dans des établissements anciens, et la municipalité d'ailleurs ne souhaite pas qu'on quitte les lieux. Vous comprenez que dans ces conditions, on ne peut pas transformer ces ateliers en une usine nouvelle ».

Un budget de 4,750 millions de francs serait-il cependant suffisant ? La C.G.T., qui considère qu'une partie de ces fonds serviront en fait à accroître la production, réclame un budget plus important. Mais une société, soumise à une concurrence sévère, peut-elle, à elle seule, en supporter les frais ? Des aides publiques ne devraient-elles pas être envisagées ? Sur ce point, les parties en présence restent discrètes. Les uns ne veulent pas paraître trop quémander, les autres réclament un changement total de politique économique. Dialogue de sourds ? Officiellement sans doute, mais dans le secret des réunions du comité d'entreprise une discussion sévère, pleine de réserves mais réelle, est pour le moins amorcée !

J.-P. D.

(1) Le Monde du 30 mai 1975.

## VOLVO et ASTRA (Suède) : des expériences originales

De notre envoyé spécial

Stockholm. — Un jardin, deux jardins — 800 m<sup>2</sup> chacun — avec pelouses et buissons au milieu d'un immense atelier de 62 000 m<sup>2</sup>. Peu de bruit, pas de poussière, beaucoup d'espace libre, et puis, encore, de la lumière, grâce à des fenêtres à hauteur d'homme, des couleurs gaies. Ici des chaises et même un transistor ; là-bas, de confortables salles de détente, toujours situées au milieu même de l'atelier. Il s'agit bien d'une usine de montage de tracteurs : la dernière née des établissements Volvo en Suède. Elle a été inaugurée en novembre 1975, à Hallby, à quelques kilomètres d'Esslunda. Près de six cent cinquante ouvriers montent des tracteurs et d'immenses engins forestiers dans cette usine dont l'architecture classique cache des innovations techniques et sociales.

Le travail à la chaîne a disparu : les phases de montage sont décomposées en modules « plus ou moins indépendants » grâce à des stocks tampons et à une alimentation en pièces détachées par un entrepôt entièrement automatisé et commandé par un ordinateur. Les ouvriers, qui ne sont plus les esclaves d'une cadence imposée et identique tout au long de la journée, « peuvent, dans une certaine mesure, choisir la cadence ». Ils accomplissent, par équipes de deux à quatre, des tâches beaucoup moins parcellisées que dans l'ancienne usine : la durée des opérations est passée de huit à trente minutes, selon les cas, à une demi-heure, voire quatre heures.

Cette nouvelle organisation du travail, qui doit beaucoup à la dimension de l'atelier — large et éclairé — a été facilitée par l'utilisation, pour la première fois au monde, d'un système de transport sur coussin d'air. Ni chaîne, ni rail, ni pont roulant — du moins à cet endroit — pour faire passer d'un module à l'autre les lourds

tracteurs ou engins forestiers en cours de montage. Un « traineau », ou plutôt un énorme T en acier reposant sur trois « carrés » minces supportant le matériel à monter. A l'aide d'un « tuyau », relié au plafond à un circuit assez compliqué, un ouvrier fait passer dans les trois « carrés » de l'air comprimé, et le tout — traineau et engin — se soulève presque sans bruit sur une couche d'air de 0,05 à 0,1 millimètre. L'homme, seul, est alors capable de pousser à la main la « pièce » jusqu'au poste suivant, sur un sol lissé et d'une grande propreté.

Cette installation, qui offre à la direction une très grande souplesse de production permettant de varier les types de produits, a été aussi conçue pour offrir aux ouvriers des conditions optimales de travail. Le syndicat a été associé à l'élaboration des plans et ce sont les ouvriers qui ont proposé la construction de deux jardins au milieu de l'usine. Les salariés avec qui nous avons pu discuter se déclarent satisfaits, les critiques portant davantage sur l'éloignement de l'usine par rapport au domicile ou sur les questions de salaires.

Pour M. Lennert Karlsson, délégué syndical, « 90 % à 95 % des ouvriers sont plus heureux avec ce type d'organisation ». Mais tout n'est pas rose. « Le travail est encore fatigant. Le rythme de production est à peu près le même avec la possibilité, il est vrai, de choisir sa cadence. Lors de l'élaboration du plan de l'usine, nous avons effectivement discuté avec la direction, et celle-ci a presque accepté toutes nos demandes sauf, par exemple, certains projets pour réduire encore davantage le bruit. »

Quant à la direction, pour qui l'usine a coûté 10 % de plus qu'une usine classique, elle ne tient pas à crier victoire : « L'amélioration du milieu du travail n'est pas seulement une conception à la mode. C'est une mesure logique », et, modeste, d'ajouter : « Les progrès techniques et nos recherches ne sont pas aussi importants qu'on pourrait le croire. »

## Monotonie

Changement de décor : aux laboratoires pharmaceutiques Astra, à Södertälje (huit cents ouvriers dont cinq cents femmes), le travail parcellaire existe toujours. Ici des femmes alimentent des machines pour l'emballage de médicaments. Là des femmes, encore, surveillent un appareil qui débite à cadence rapide des ampoules dont il faut vérifier la qualité. Pour ces dernières ouvrières (environ deux cents), le travail à mi-temps a été appliqué. Pour les autres, direction et syndicats ont mis en place le travail en équipe. Et il ne s'agit pas de parler d'équipes autonomes ou semi-autonomes, mais plus simplement de « groupes de compétence ».

Réparties en groupes de quatre, dix, voire vingt personnes, les équipes reçoivent chaque semaine un programme et s'organisent ensuite pour répartir les tâches, appliquer ou non la rotation, déterminer la cadence, mais aussi contrôler et gérer la documentation administrative. Dans certaines unités importantes, le chef est choisi à la fois par la direction et le personnel, et l'intention d'Astra est de généraliser cette formule. Les résultats pour l'entreprise sont évidents : baisse de la rotation du personnel (8 % au lieu de 10 à 15 %), réduction de l'absentéisme (10 % au lieu de 13 %) et diminution des erreurs. Quant aux salaires — les mêmes pour tout le groupe — ils ont été augmentés de 300 à 250 couronnes en raison de la polyvalence des ouvriers.

De telles expériences de groupes sont menées dans le tertiaire : sur une large échelle chez Skandia, entreprise d'assurances privées, et à titre limité, encore chez Folkens, où les syndicats propriétaires et gestionnaires semblent, dans ce domaine, plus en retard (mais en avance sur d'autres).

L'amélioration des conditions de travail en Suède est d'ailleurs une réalité qui prend des formes multiples : actions diverses au niveau de l'atelier, mais aussi initiatives originales au niveau de l'entreprise par un système de discussion et de consultation entre salariés et encadrement. « Nulle part ailleurs, nous a-t-on déclaré au patronat (le SAF), on ne trouve mille à mille cinq cents entreprises qui appliquent des expériences diverses de façon aussi obtinable. » La prochaine étape, non moins importante, consistera à imposer par la loi un droit réel aux syndicats et aux ouvriers : une sorte de codécision en matière d'emploi, de salaires et de gestion de l'entreprise. Le Parlement devra prochainement se prononcer sur ce projet.

JEAN-PIERRE DUMONT.

## A quelle heure mon Airbus pour rentrer à Orly-Ouest ? Consultez notre livre jaune.



Il présente les meilleurs horaires vers l'Allemagne, 12 vols directs et 25 correspondances quotidiennes. Entre Paris et Francfort, optez pour l'Airbus A 300. Le confort d'un avion européen à grande capacité qui peut accueillir 253 passagers dont 24 en première classe.

A Francfort, plaque tournante de notre réseau, Lufthansa vous conduit partout dans le monde. N'oubliez pas de réserver votre retour. C'est une ligne très empruntée. Consultez votre agence de voyages ou l'un des bureaux Lufthansa.

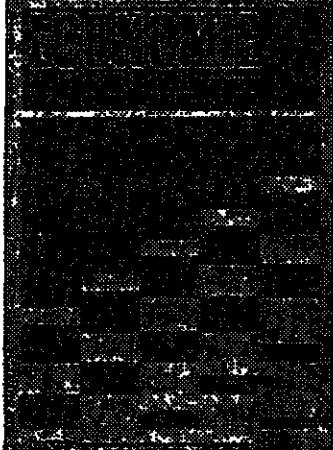
 **Lufthansa**

Lufthansa. Pour mieux voyager.

**INSEE**

Un numéro spécial

**INFLATION**



## AU SOMMAIRE

- L'inflation : de quoi parlons-nous ?
- L'industrie : train ou moteur de l'inflation ?
- Balance et inflation : une approche quantitative.
- Formation de capital, prix relatifs, inflation.
- Monnaie et inflation : quelques leçons de l'expérience américaine des dix dernières années.
- L'analyse monétaire et l'inflation.
- Le système bancaire français en période d'inflation.

## « ÉCONOMIE ET STATISTIQUE »

Numéro 77 - Avril 1976

Le numéro, 160 pages. Prix : 15 F. Abonnement un an (11 numéros) : France 150 F, étranger 180 F.

numéros 77 - Avril 1976

## EN VENTE :

- Pour PARIS, à l'Observatoire économique de Paris, Tour Gannaz A, 133, rue de Bercy, 75002 PARIS CEDEX 12.
- Pour la Province, dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.
- Chez les libraires spécialisés.

حکومت الراجہ

## Les dettes du tiers-monde

(Suite de la page 17.)

Une autre idée reçue est que les banques ne prennent en considération que les demandes de prêts formulées par des débiteurs offrant toutes les garanties de solvabilité. La réalité est moins simple. Engagées dans une course à la clientèle, les banques ont été amenées à accorder des prêts dans des conditions de plus en plus risquées. Il y a encore cinq ou six ans, l'essentiel de l'endettement privé provenait de crédits fournisseurs octroyés à l'occasion d'opérations commerciales. La part des crédits bancaires à moyen terme dont certains ont un caractère purement financier (c'est-à-dire non liés à une transaction commerciale), s'est beaucoup accrue au fil des ans. La plupart de ces emprunts ont été contractés en dollars sur le marché dit de l'euro-dollar.

Pour fixer les idées, disons sans prétendre à la précision que celui-ci se divise en trois grandes masses : a) le marché monétaire international dont le volume est d'environ 250 milliards de dollars (sous forme de dépôts à moins de six mois), auquel ont accès les banques et les grandes entreprises (nationales ou multinationales) ; b) le marché de l'euro-crédit qui comprend les crédits bancaires entre six mois et cinq ans dont le volume serait de l'ordre de 65 milliards de dollars ; c) enfin le marché financier international représenté par les euro-emissions (obligations émises sur sept à dix ans le plus souvent) pour un volume de l'ordre de 35 milliards de dollars.

### Les conséquences sur l'appareil bancaire

Pour estimer les besoins totaux en crédits qu'ont éprouvés l'année dernière les pays du tiers-monde, il faut ajouter aux 35 milliards quelques 10 milliards au titre de l'amortissement de la dette extérieure, soit un total de 45 milliards. Comment se sont-ils procurés ces ressources ? Selon une évaluation faite par la Morgan Guaranty Trust Company de New-York (World Financial Market du 21 janvier), un peu moins de 25 milliards de dollars ont été fournis par des sources officielles. Prêts bilatéraux accordés par les pays de l'O.C.D.E. : 11 milliards de dollars ; apports des pays communistes : 2,25 milliards de dollars ; prêts des pays de l'O.P.E.P. : 4 milliards ; Banque mondiale : 5,25 milliards ; Fonds monétaire : 2,25 milliards. Un peu moins de 20 milliards ont été empruntés auprès du secteur privé, dont la moitié environ sous la forme d'euro-crédits et un quart sous la forme de prêts directement consentis par des banques américaines (lesquelles sont également très actives sur le marché de l'euro-crédit).

La même revue évaluait à 40 milliards les besoins pour 1976, dont 12, pensait-elle, pourraient être fournis par le secteur privé. A vrai dire, ces prévisions sont très aléatoires : elles dépendent notamment de l'évolution des recettes de l'exportation, lesquelles sont elles-mêmes largement déterminées par les cours des matières premières (surtout le pétrole en hausse). En 1975, le déficit global des pays du tiers-monde n'était encore que de 8 milliards de dollars.

A la conférence de Manille, le groupe des « 77 » a demandé l'annulation de la dette publique des pays en voie de développement les moins avancés et pour ceux qui ont été le plus gravement touchés par la crise, ainsi que la consolidation d'une partie au moins de la dette commerciale des autres pays du tiers-monde. A Nairobi, les pays industrialisés, France comprise, feront valoir que de telles mesures auraient pour effet de réduire le montant des ressources disponibles pour les pays intéressés. Si le moratoire ne touche que l'aide publique qui fait l'objet de crédits budgétaires de la part des pays prêteurs, ces derniers devront lever des impôts supplémentaires pour combler la différence. Ce sera autant de moins pour accorder d'autres facilités. Si le moratoire devait toucher les banques commerciales, l'ensemble de ces dernières suivraient la politique très circospecte menée déjà par un certain nombre d'entre elles depuis quelques mois. Certaines banques ont renoncé aux opérations de caractère non commercial. Mais la diminution des prêts financiers a aussi des conséquences déflationnistes sur l'activité économique.

Les représentants des pays de l'O.C.D.E. à la conférence de Nairobi passent sans doute sous silence les conséquences au moins aussi graves qu'aurait non pas cette fois-ci sur les pays emprunteurs, mais sur le système bancaire des pays prêteurs, un moratoire même partiel des dettes. Sans qu'on ait cours de l'année 1975, la moitié environ des profits des grandes banques de New-York avait été faite avec les pays du tiers-monde. L'ensemble de leurs crédits à ces pays représentait sans doute plus du double des crédits (11 milliards de dollars) qu'elles ont consentis au cours des années précédentes au secteur immobilier.

Il suffit de se rappeler les graves conséquences qu'a eues sur plusieurs grandes banques américaines l'insolvabilité d'un grand nombre de sociétés immobilières (real estate investment trusts) pour mesurer l'effet que pourrait avoir le défaut de paiement de plusieurs débiteurs étrangers importants. En Europe, les conséquences ne seraient pas moins sérieuses, étant donnée la part prise par les banques françaises, anglaises, allemandes, etc., sur le marché de l'euro-crédit.

Il est peu probable que des décisions de portée pratique soient prises à Nairobi, mais la demande d'un moratoire sur les dettes est, pensent les milieux financiers, une question trop importante pour être laissée entre les mains des diplomates. La vérité est que les plus grands pays, à commencer par les Etats-Unis, ont, au cours des dernières années, allégé leur endettement extérieur

De cette construction, c'est la portion intermédiaire, à savoir le marché de l'euro-crédit, qui occupe la place la plus importante et qui pose les problèmes d'équilibre les plus délicats, car les banques s'y livrent systématiquement à une transformation de capitaux qui leur sont prêtés à court terme (six mois) en crédits octroyés pour plusieurs années (cinq ans). Les euro-crédits consentis aux pays en voie de développement représentent désormais plus du tiers (peut-être 40 % ?) du total. A cela s'ajoute un montant de 4 à 5 milliards de dollars prêtés aux pays communistes, naguère considérés comme d'excellentes signatures mais aujourd'hui regardés avec une certaine méfiance. Au cours de la seule année 1975, l'U.R.S.S. a emprunté 2,5 milliards de dollars. La plupart des banques hésitent désormais à accepter de nouveaux engagements de sa part.

La dette globale a-t-elle des chances de s'accroître encore ? A en croire les experts qui, en réalité, ne disposent pas des éléments nécessaires pour appuyer sérieusement leurs estimations, la balance des comptes courants des pays du tiers-monde devrait continuer globalement en 1976 un déficit de l'ordre de 25 à 35 milliards de dollars (les estimations varient), en légère diminution par rapport au déficit de 1975, qui a été de l'ordre de 35 milliards de dollars.

PAUL FABRA.

## Les monnaies sans le Fonds monétaire

(Suite de la page 17.)

Cette incompatibilité était apparue au lendemain de la guerre. Les accords que Keynes avait négociés avec les Etats-Unis, en vue de rétablir la convertibilité de la livre, comportaient un programme de consolidation des balances sterling. Mais, dès 1947, ce plan avorta comme la convertibilité. Plus récemment, une consolidation partielle fut mise en œuvre sous forme d'une garantie de change accordée à certains avoirs étrangers en sterling ; elle est aujourd'hui abandonnée. Si un nouvel effort de réduction des balances sterling n'est pas entrepris, on peut craindre que la livre ne continue à se tenir à des niveaux absurdes, contrairement à la fois aux intérêts de la communauté internationale et aux intérêts britanniques véritables, et qui compromettraient le succès du programme d'assainissement du gouvernement. La méthode consistant pour un pays à emprunter en ayant l'air de rendre service à ses prêteurs est une technique séduisante, mais une technique dangereuse.

Le cas français s'apparente au cas belge, en ce sens qu'il n'existe pas de disponibilités excessives en monnaie française entre les mains de l'étranger : les conditions techniques d'une défense

du cours du franc existent. Peut-être les autorités françaises, si elles l'avaient voulu, eussent-elles pu au mois de mars, comme les autorités belges, défendre victorieusement la parité. Ce qui ne veut pas dire qu'elles ont eu tort de renoncer à le faire.

Le cas français s'apparente, jusqu'à un certain point, au cas britannique, en ce sens que des inquiétudes se sont manifestées à l'égard des perspectives internes du franc, inquiétudes dont les raisons ne sont d'ailleurs pas tout à fait les mêmes que celles qui affectent les perspectives de la livre. L'expérience française récente illustre donc bien cette vérité qu'il est vain de défendre une monnaie sur le marché des changes s'il n'existe pas une confiance suffisante dans la possibilité d'en sauvegarder le pouvoir d'achat interne.

Le bon comportement du franc français sur le marché des changes, au cours des dernières semaines, conduit à penser que la France aurait peut-être pu décider de rester dans le « serpent » moyennant une légère dévaluation. A-t-elle eu raison de prendre une autre décision ? Tout dépend de la façon dont évolueront nos salaires, nos prix et la confiance dans les perspectives du franc.

### Les conditions de la stabilité

La stabilité des parités se heurte, aujourd'hui comme hier, à deux grands obstacles. L'un est l'érosion trop rapide du pouvoir d'achat interne de beaucoup de monnaies. L'autre est l'existence de liquidités internationales excessives constituées dans deux monnaies (le dollar et, dans une bien moindre mesure, le sterling). Le premier phénomène est en contradiction avec la notion même de changes stables, car l'inflation, quand elle dépasse le maximum acceptable, atteint presque nécessairement des taux assez différents suivant les pays. Le second phénomène rend techniquement

fragiles les deux monnaies qu'il concerne.

Dans ces conditions, qu'en est-il du dollar, clef de voûte du régime monétaire international de fait dans lequel nous vivons ? On peut dire du dollar qu'il est actuellement à la fois peu vulnérable et très vulnérable.

Le dollar est peu vulnérable, parce que les Etats-Unis sont en train de remporter un succès remarquable dans leur lutte contre l'inflation. La victoire sera-t-elle durable ? Sera-t-elle remise en question par divers dangers qui se dessinent à l'horizon ? En tout état de

cause, l'évolution actuelle des prix constitue un facteur de stabilité de la devise américaine sur le marché des changes. Le dollar est, en revanche, mal protégé contre les conséquences d'une reprise éventuelle de la spéculation, reprise aujourd'hui improbable, mais toujours possible. Contre un mouvement qui pourrait de nouveau mettre en jeu des masses considérables, l'essentiel de la défense continue à reposer sur une hypothèse : celle d'après laquelle les banques centrales des pays à monnaie forte seront toujours disposées à acheter autant de dollars qu'il le faudra. Cette vulnérabilité de la monnaie américaine est d'autant plus absurde qu'il suffirait probablement, pour parer à tout danger, que les Etats-Unis acceptent d'échanger contre des instruments libellés dans la monnaie du créancier les dollars en excédent détenus par l'étranger. Une solution de ce genre serait, du point de vue technique, facile à mettre en œuvre.

Mais elle se heurte à une quasi-impossibilité politique, puisque les Etats-Unis refusent, en règle générale, de contracter des dettes exprimées dans des monnaies autres que la leur. Le Fonds monétaire international n'est plus là, et l'on peut se passer de lui. Les problèmes demeurent.

GUILLAUME GUINDEY.

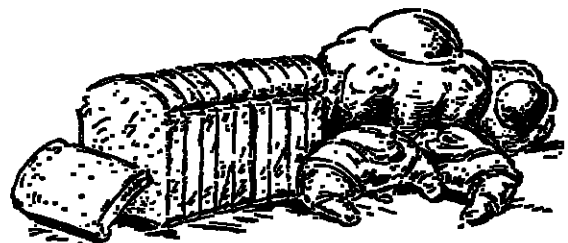
(Publié)

### SUISSE

Formation de sociétés.  
Domestication. Gestion (travaux de secrétariat, administratif, comptables, financiers), Assistance juridique, fiscale, bancaire. Analyse financière et études de restructuration. Financement de vos exportations.  
FRANÇOIS RODONDI  
Gérance de Sociétés  
Grand Vevins 7  
CH 1010 Lausanne (Suisse)

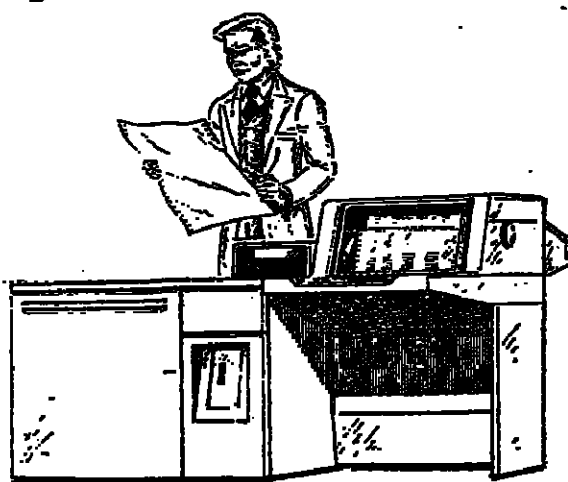
## Encore un ordinateur IBM 32 qui passe aux actes...

### ... chez un fabricant de levure de panification



La SIL FALA à Strasbourg, une entreprise industrielle de 122 personnes, un chiffre d'affaires annuel de 35 millions de francs. Son activité : la production de levure de panification pour la fabrication du pain, des biscuits et des biscottes. C'est en adoptant la formule du « travail à façon » assuré par nos soins, que son directeur M. Labaeye, est venu à

l'informatique. Puis, il prit la décision de s'équiper de son propre ordinateur, afin d'avoir une plus grande autonomie et des possibilités de développement d'applications nouvelles qui ne remettent pas en cause son investissement. Le 32 arrivait à point et il fut retenu... essentiellement pour son coût modéré, sa grande souplesse d'utilisation due à l'emploi du minidisque, sa facilité de mise en œuvre. Aujourd'hui le 32 opère de façon satisfaisante et prend en charge de nombreux travaux : gestion des expéditions avec établissement de bulletins de livraison, statistiques journalières par catégories d'articles, facturation clients, gestion des traites, journal des ventes, journal du chiffre d'affaires par catégories de TVA, paie du personnel, décomptes des représentants. Le 32 compte bientôt entreprendre la comptabilité analytique de l'entreprise. Les améliorations dues au 32 ? ... des informations disponibles en temps voulu, une gestion de la société plus souple, mais plus rigoureuse.



\*Prix de location mensuelle : à partir de 5 841 F TTC

Prix de vente : à partir de 224 796 F TTC

Si, comme la SIL FALA, des centaines d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs ont déjà choisi le 32, ce n'est pas sans raisons. Ces raisons, nous voudrions vous les faire connaître. Contactez-nous et nous vous conseillerons sur l'art d'associer le 32 à la vie de vos affaires.

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion : Paris et région parisienne : M. LOCTIN  
Tour Septentrion, La Défense, 20, av. A. Prothin - 92081 COURBEVOIE  
Tél : (1) 776.43.43 - poste 6.000  
Bordeaux (Limoges, Pau, Toulouse)  
M. FERRE - 351, Bd. du Président Wilson - 33200 BORDEAUX. Tél : (56) 08.84.85  
Lille (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. BOULET  
250, Av. de la République - B.P. 3219 - 59019 LA MADELEINE. Tél : (20) 51.92.54  
Lyon-Ecully (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etienne, Valence) - M. DU VAYET DE LA TOUR - 21, Chemin de la Sauvagerie B.P. 13  
69130 ECULLY. Tél : (78) 33.81.70  
Marseille (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon)  
M. STERN - 2, Bd. de Gabès - 13295 MARSEILLE Cedex 2. Tél : (91) 75.07.27  
Nantes (Angers, Brét, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours)  
M. VILLETTE - 114, Av. de la Libération - 44230 St-SEBASTIEN-SUR-LOIRE  
Tél : (40) 75.47.75  
Strasbourg (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes)  
M. FRANCK - 16, Rue de Leicester - 67084 STRASBOURG Cedex. Tél : (88) 61.48.15

**IBM 32 un petit ordinateur une grande expérience**

IBM 7017

## LE MONDE

### ITIONS DE TRAVAIL

... chez Chausson, les directions de la ville usine ne pouvant être ... en Suède, où les ... avancées ... les expé...

## IO ASTRA (Suède)

Expériences originales

... spécial

... ou engins forestiers en ... Un « traineau », ou plus ... T en acier reposant ... « carres » minces supporte ... à monter. A l'aide de ... relâché au plafond a ... un ... un ... dans les trois ... l'air comprimé, et le tout - ... et origin présente parfois la ... se soulève presque sans ... une couche d'air de 0,05 à 0,1 ... l'homme, seul, est alors ... de pousser à la main la « ... levure » poste suivant, sur un ... et d'une grande propreté.

Cette installation, qui offre à la fois une très grande souplesse de ... double permettant de varier les ... de produits, a été aussi conçue ... aux ouvriers des conditions ... de travail. Le syndicat a ... l'élaboration des plans ... les ouvriers qui ont ... de deux jardins au ... Les salariés avec qui ... de leur production se déclarent ... l'entreprise, notamment dans ... de l'usine par rapport ... sur les questions de ...

Pour M. Lennert Karlén, ... de 50 % à 95 % de ... pour l'heureux avec de ... A. Madsen tout ... « Le travail est encore ... système de production est ... la possibilité de ... de l'usine, nous ... l'écrit, « presque chaque ... l'usine, par exemple, ... pour réduire encore ... le travail ».

Quant à la direction, pour ... à côté de 10 % de plus ... chaque, elle ne tient pas à ... l'usine, « la transformation de ... n'est pas seulement ... l'industrie. C'est une ... que l'industrie, d'après ... l'usine, nous ... l'écrit, « presque chaque ... l'usine, par exemple, ... pour réduire encore ... le travail ».

### Monotonie

Changement de décor à l'intérieur des usines automobiles. A l'usine de la ville usine ne pouvant être ... en Suède, où les ... avancées ... les expé...

... ou engins forestiers en ... Un « traineau », ou plus ... T en acier reposant ... « carres » minces supporte ... à monter. A l'aide de ... relâché au plafond a ... un ... un ... dans les trois ... l'air comprimé, et le tout - ... et origin présente parfois la ... se soulève presque sans ... une couche d'air de 0,05 à 0,1 ... l'homme, seul, est alors ... de pousser à la main la « ... levure » poste suivant, sur un ... et d'une grande propreté.

Cette installation, qui offre à la fois une très grande souplesse de ... double permettant de varier les ... de produits, a été aussi conçue ... aux ouvriers des conditions ... de travail. Le syndicat a ... l'élaboration des plans ... les ouvriers qui ont ... de deux jardins au ... Les salariés avec qui ... de leur production se déclarent ... l'entreprise, notamment dans ... de l'usine par rapport ... sur les questions de ...

JEAN-PIERRE DUMONT



## LIVRES

## LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Georges Sokoloff

L'ÉCONOMIE OÙ L'ÉTAT  
PRÉLÈVE DES DÉCISIONS POLITIQUES

ET VIE ÉCONOMIQUE EN U.R.S.S.

Qui doit l'obéissance ? Les hommes ou les choses ? Pour avoir quelque peu oublié qu'on ne commande à la nature qu'en lui obéissant, les dirigeants soviétiques ont vu, au début, les faits résister de suite et se sont vengés sur les hommes. Dans cet ouvrage élevé, le professeur de Paris-III montre une connaissance magistrale de l'économie soviétique, mais aussi une certaine difficulté de communication. C'est ainsi que les titres des trois parties, « la conscience », « l'expérience », « Avec science et prudence », explicitement appliquées aux trois phases léonine-stalineenne, khrouchtchevienne-libermanienne et brejnevienne, nous laissent croire à une description continue du cheminement, alors que nous revenons constamment en arrière, repartons en avant, essouffés derrière l'auteur courant lui-même après sa pensée fertile. Dans ce défilé discontinu, nous nous trouvons tout à coup nez à nez avec Hegel ou Fichte, nous-dons un moment sur les savoureuses primitivités de Novossilov et Prébajenski, sans que ces fils entrecroisés tissent vraiment tissu.

C'est dans l'avertissement initial que nous trouvons le plus de relief, mais les points soulevés ne se retrouvent pas toujours, par exemple les idées sur le dépassement de l'Etat ou le remplacement de l'économie de besoin par l'économie de désir.

Que l'état d'esprit des dirigeants soit une sorte d'intégrale des événements extérieurs et des expériences subies, nous le concevons bien, mais il s'est été opportun d'explicitier plus concrètement la bifurcation présente entre le « quasi-marché, quasi-démocratie » et le conservatisme.

\* Paris 1976. Calmann-Lévy, 21 cm, 348 p., 45 F.

Daniel Mothé

AUTOGESTION  
ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Un opuscule qui mériterait d'être répandu à trois cent mille exemplaires, avec les transpositions de forme nécessaires pour les divers milieux, sociaux et culturels. Formé par une longue impatience, et un souci continu et tourmenté de pénétration, ce militant O.S. de Renault est parvenu à une maturation d'esprit, propre à nous donner les solutions les plus acceptables des problèmes les plus délicats.

Après avoir montré que l'opique patronale ne dépasse guère la parolise-entreprise et sa gestion (A. Delaunay est loin), il nous introduit dans le milieu ouvrier, où il confronte aspirations et réalités. Les clichés tombent les uns après les autres et, dès l'examen des conditions de travail, nous sommes fixés : il est aussi vain de prétendre, avec Marx, que les mauvaises conditions de travail augmentent toujours le profit que d'annoncer, avec la démolition, que telle amélioration importante assurera son maintien intégral.

Mêmes touches délicates à propos de l'aliénation, notion admirable, dont l'abus est aussi manifeste que celui du terme.

L'effet créateur de la pression syndicale ayant été bien souligné, D. M. dénonce l'irréflexion, le simplisme de certaines revendications, par exemple sur les avantages respectifs des jeunes et des cinquante-généralistes.

Le passage le plus chargé de sens vient vers la fin, sur la structure et la hiérarchie des emplois. Les conclusions ne vont cependant pas jusqu'à toucher le problème général, refusé par le commissariat au Plan, par l'Université, ignoré de l'opinion et du gouvernement, de la correspondance entre produits ou services demandés et emplois nécessaires.

De nouvelles notes, enfin, en prévision de la libération ouvrière : la simplicité sera loin d'être totale, car il y a, dans le monde salarié, divers privilèges qui se défendent. De plus, complètement réalistes, utiles et courageux, rien n'a bien si l'essence manque pour les week-ends ou si le catéchisme révolutionnaire prend trop la place de Guy Lux à la télévision. \* Cert, 15 F.

Bernard Michel

BANQUES ET BANQUIERS  
EN AUTRICHE  
AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Les luttes d'argent si dures à supporter et si peu avenantes, lorsqu'elles portent sur notre temps et notre pays, prennent l'aspect d'un théâtre, nous n'osons pas dire d'un guignol, lorsque la distance et, surtout, le temps autorisent la source et une attitude de spectateur ou d'antonomast.

Cet ouvrage, issu d'une thèse plus étoffée encore, nous plonge dans un monde peu connu et qui méritait d'être : l'influence de la banque autrichienne avant 1914, et même après, dépassait largement ses frontières, au point que la chute de la Credi Anstalt, véritable multinationale, a, en 1931, provoqué l'effondrement de la livre, la fin des réparations et la transformation de la crise « cyclique ordinaire » en crise profonde et fondamentale, cause de l'avènement de Hitler au pouvoir.

Pour le non-spécialiste de la Banque et de l'Europe centrale, la partie la plus digne d'intérêt nous paraît être la peinture sociologique, jusqu'aux relations de cette aristocratie avec la politique, la presse, le théâtre ou l'art, et même aux éloges funèbres, non dépourvus d'humour, des grands banquiers par leurs successeurs.

\* Paris 1976. Fondation nationale des sciences politiques, 23 cm, 405 pages, broché : 184 F., relié : 198 F.

Janine Brémond et Catherine Lidsky

LES PLANIFICATIONS  
ÉCONOMIQUES

Un bon sonnet vaut mieux, une fois de plus, qu'un long poème. Dans cette collection de poche et même de pochette, la mise au point sur les méthodes de planification dans le monde, jolies de force, prendra, par sa clarté, d'immenses services. L'ouvrage sera utile à ceux qui, loin des théories économiques, désirent avoir quelques lumières sur un changement important de notre siècle, à ceux qui, saisis à la gorge par l'économie elle-même ou leurs soucis personnels, ne disposent que de peu

de minutes pour élargir leur horizon, aux enseignants, aussi, de divers degrés, enfin à ceux qui, plus au fait, entendent clarifier leurs idées et les mettre en ordre.

Deux parties : les pays socialistes (économie soviétique au centre, flanquée des deux ailes : Chine et Yougoslavie), puis les pays capitalistes, avec une attention particulière au plan français : méthode, modèles Fifi et Regina, élaboration, résultats. Parmi les critiques adressées au plan français, il eût été opportun de citer la grande faiblesse concernant l'emploi.

Quelques documents suivent l'exposé, parmi lesquels se détache la position de la C.F.D.T. sur l'automobile, exposée par Edmond Maire à la commission de l'emploi.

Une remarquable réussite ; lecture très recommandée.

Dans la même collection, signalons *Ordinateurs et Vie quotidienne*, de Janine et Guy Brémond, où le même souci de clarté permet de saisir rapidement le mécanisme lui-même, ainsi que le problème économique français et mondial de l'informatique, et de suivre de multiples applications, allant du métro parisien à la médecine en passant par... le football polonais.

Quelques vues sur les abus et les affabulations surraient utilement complétées cette excellente présentation. \* Paris 1976. Hatier, 18 cm, 80 pages, broché, 6 F.

G. Dupuy

UNE TECHNIQUE  
DE PLANIFICATION  
AU SERVICE DE L'AUTOMOBILE :  
LES MODÈLES  
DE TRAFIC URBAIN

Un chemin considérable a été parcouru depuis le comptage routier dans l'unité coller, qui a subsisté, à peu près jusqu'à la guerre, aux modèles de trafic urbain, élaborés pour assurer l'utilisation optimale d'un réseau de voies hérité d'une autre époque. En France, nous en sommes au nombre de kilomètres parcourus en ville est compris entre la moitié et les deux tiers du trafic total et, anomalie dramatiquement éclairante, une voiture rurale fait moins de chemin qu'une urbaine.

L'histoire des modèles de trafic, la « généalogie du transfert technique », les études successives inspirées des E-U, (la seule étude Dubois-Taine, Heria et Barlier, en 1966, a coûté 10 millions de francs de ce temps), la description des modèles actuels, tout cela est hautement instructif.

Cependant, sous ce désir éprouvé de mieux, nous voyons s'accroître les taxes auxquelles a conduit cette vision localisée. En particulier, les transports en commun, courageusement défendus par le seul M. J. Frébaud, contre l'assaut général, sont considérés comme secondaires (un des modèles américains cités les considère comme un « résidu ») ; finalement la conception générale de l'économie est sacrifiée à un moyen devenu but en soi.

Aussi n'est-il pas étonnant de retrouver les préjugés habituels. L'auteur cite comme un postulat « le prélevement fiscal très important sur l'essence, ignorant qu'en valeur réelle le prélevement par litre diminue d'année en année, tandis qu'augmentent rapidement les impôts locaux, qui doivent combler la différence.

Nous retrouvons ainsi une vue unilatérale qui prévaut tant dans l'information usuelle que dans les plans quinquennaux successifs. Les nuisances, dont le coût a été si bien mesuré par M. Beauvais (voir la précédente chronique) sont exclues des modèles urbains, dont elles sont finalement la conséquence logique.

La documentation de premier ordre, citée ici sur les méthodes, a donc une portée étendue. Mais regrettons que la forme soit affectée par une déviation analogue. Sans doute serait-il possible d'expliquer plus clairement « la décontextualisation de la problématique », le « surdimensionnement du réseau », etc.

Bibliographie. — Annexes.  
\* Paris 1976. Coppedith, 24 cm, 201 pages.

J. Grosclaude

## L'IMPOT SUR LA FORTUNE

Le titre suffit à lui seul, à provoquer, un jour, plus encore que l'impôt sur les plus-values, une vague émotionnelle pouvant aller jusqu'à la panique. Cette assiette a cependant été proposée, est-il rappelé, par des auteurs bien éloignés du socialisme comme M. Allais. Il existe d'ailleurs, dans des pays comme la Suisse, où le capital n'est pas persécuté, des principes et des finalités. Après un historique qui ramène à Vauban vient la controverse fondamentale. Comme d'ordinaire, l'aspect moral est plus facile à trancher que l'application.

La deuxième partie est avant tout consacrée à la description du système allemand, donné d'ailleurs en modèle. 4 200 milliards de marks ont été perçus en 1974, soit 2,20 % des recettes fiscales globales (Fédération et pays). Les personnes morales sont imposées, comme les personnes physiques.

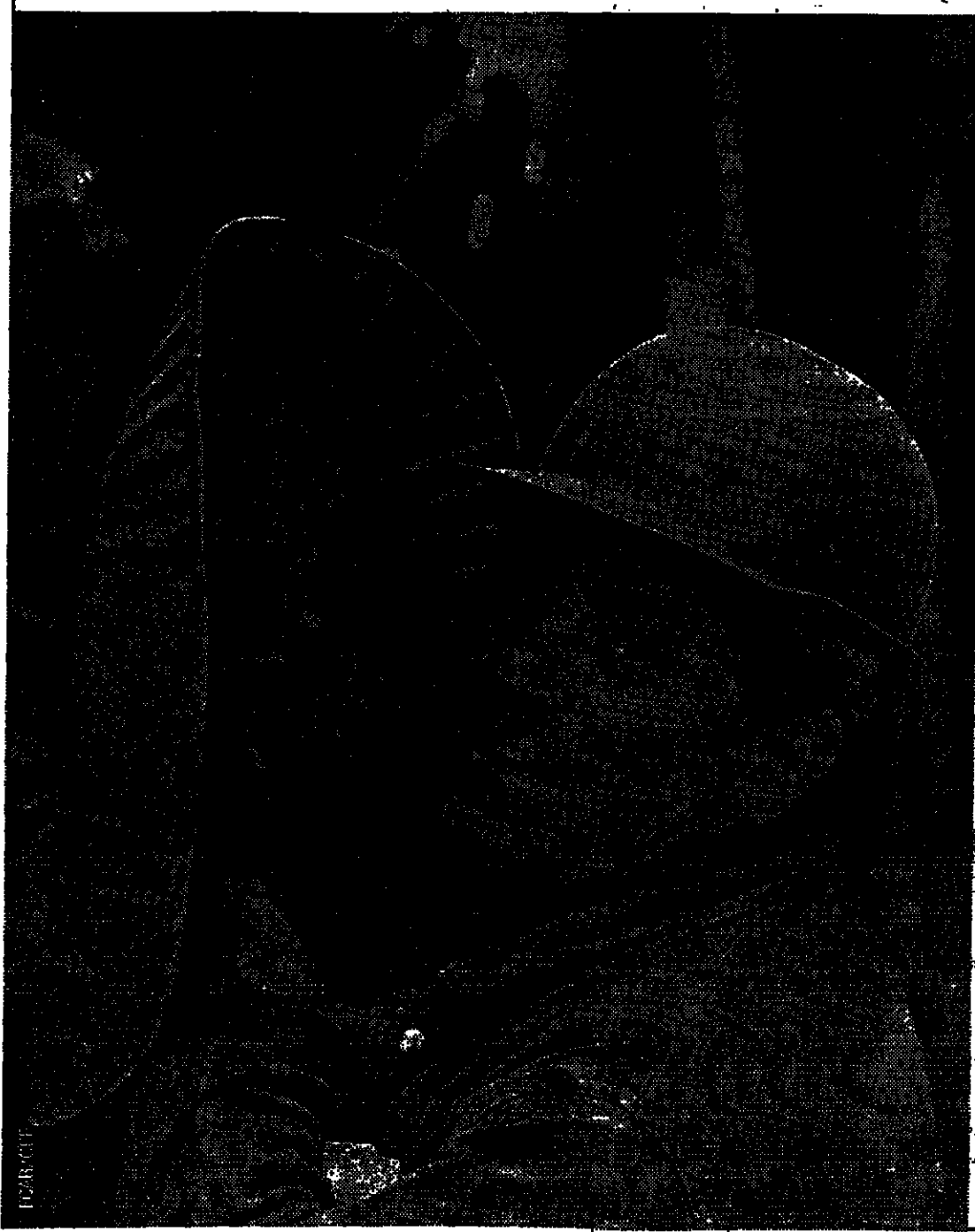
Vient ensuite un intéressant rappel des projets français de J. Caillaux à G. Defferre. En dehors de la légitimité, qui, dans certaines limites, ne semble pas faire de doute, cet impôt, dans son contrôle et surtout dans ses incidences, soulève de nombreux problèmes. Le souci, marqué par l'auteur, de frapper le capital improductif est en contradiction avec celui d'établir un impôt payable au moyen des revenus. Incitation à la productivité, est-il dit, qui pourrait aller, en agriculture, jusqu'aux grands principes du géorgisme, mais qui sera mal compris pour les résidences secondaires et les propriétés agricoles.

L'idée de remplacer, pour les impôts locaux, la valeur locative, notion datant de la Révolution, par la valeur vénale serait un progrès important, puisque nous ne verrions plus imposer la douche de l'appartement et même le lavabo. Mais cet impôt supplémentaire amplifierait encore la tendance selon laquelle les maisons paient de plus en plus pour les voitures.

Cet ouvrage, peut-être le meilleur de ceux qui ont été écrits sur le sujet, présente cependant une étonnante lacune. Il semble ignorer que les rentes, bons du Trésor, etc., à revenu fixe, subissent déjà, par l'inflation, un impôt de 10 % sur le capital, très supérieur au taux prévu. La fiction de la valeur nominale n'a pas fini de provoquer des surprises.

\* Paris 1976. Berger-Lerroux, 21 cm, 225 pages, 33 F.

# Ecco vous propose des intérimaires. Pas des bouche-trous.



En Janvier 1971, les chantiers navals de St-Nazaire construisent leur premier méthanier : "le Descartes". Parmi leurs sous-traitants, une société spécialiste de la soudure inox. En fin de chantier, cette société a besoin de renforcer son équipe et recherche des menuisiers et des soudeurs capables de participer à la construction des cuves géantes.

Le problème est posé à Madame Tiger, directrice de l'Agence Ecco de St-Nazaire. Comme nos 150 agents en France, elle connaît parfaitement les besoins des entreprises de sa région.

Très vite, elle trouve les spécialistes recherchés. Par leurs qualités professionnelles, mais aussi grâce à leur capacité à s'adapter aux conditions de travail très particulières, tous donnent entière satisfaction. Quelques mois plus tard, pour la construction du deuxième méthanier, "le Gadila", Ecco fournira trente trois professionnels.

Ecco met à votre disposition du personnel intérimaire parfaitement adapté à votre entreprise. Ainsi, il est immédiatement opérationnel.

## Ecco

Des professionnels aussi qualifiés que ceux qu'ils remplacent.  
A Paris : 704.60.98, à Lyon : (78) 52.65.18.

Pour vos vacances en Corse interrogez les Hôtels Transat

Du 1 mai au 3 mai les Hôtels Transat sont à votre disposition :

2 HOTELS La Marana :

San bastiano :

Forfait par mer

Forfait par air

hors saison tarifs passag

en Mai et à partir du 15

forfait promotionnel :

Interrogez votre agence de voyage

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

BOULANGERIE

L'ECONOMIE

d'Alfred Sauvy

une vue unilatérale qui pr...

LA FORTUNE

qui a fait, à provoquer, un jour...

imaires.

FL, les deux candidats...

que ceux...

THÈSES

Du service public au Palais-Bourbon

C'est à la place occupée par les fonctionnaires députés à l'Assemblée...

Naissances

M. François Curial et Mme, née...

Mariages

Ferdinand Bordes...

Décès

M. Henri Béranger...

Mme Yvonne BERRANGER...

Mme Francis Borrey...

Mme Félix CHALAMEL...

Mme Odette de Moura Simoes...

Mme Claire-Elise ENGEL...

Mme Edouard Landouzy...

Mme Amédée Drouin...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

Mme Landouzy...

CARNET

CRAVATES CARRÉS ET MOUCHOIRS du 10 au 15 mai "Semaine des accessoires"

Cravate soie doublée, coloris et impressions...

Les collections grands couturiers sont présentées à MADELIOS

(BALMAIN • CARDIN • CARVEN • DIOR • FATH LANVIN • PATOU • PUCCI • Y. ST-LAURENT)

MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

Paris Montréal Toronto.

Avec Air Canada, vous pouvez vraiment choisir votre destination au Canada.

En effet, Air Canada est la seule compagnie à desservir autant de villes au Canada : 31 exactement.

Et si vous partez pour l'ouest du Canada (Winnipeg, Vancouver, Calgary, Edmonton), vous pouvez profiter du service Western Arrow.

Et n'oubliez pas que ce réseau de 31 destinations est ouvert au fret.

Avec Air Canada, vous rattrapez le temps qui passe.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.



Pour vos vacances en CORSE interrogez d'abord les Hôtels TRANSAT

Du 1<sup>er</sup> mai au 3 octobre, les Hôtels Transat sont à votre disposition :

2 HOTELS

La Marana:

2 étoiles, 7 km au sud de BASTIA

San bastiano:

3 étoiles, 27 km au nord d'AJACCIO, dans le golfe de SAGONE

Hôtels au milieu d'un vaste parc fleuri, plages de sable fin, installations sportives, tennis, voile, ski nautique, volley-ball, jeux nautiques.

Toutes les chambres avec sanitaire complet privé, et un accueil et une table confortable spécialement étudiés cette année pour la satisfaction des gourmets, des gourmants et des sportifs.

Bar, boutique, soirée animée avec orchestre.

Forfait par mer

avec les Carthages avec ou sans transport de voiture automobile

Forfait par air

au départ des principales villes de France.

hors saison tarifs "passage"

Pour ceux qui se promènent en Corse, possibilité de s'arrêter dans l'un des deux hôtels: ils peuvent trouver chambres et petits déjeuners.

N'oubliez pas que c'est au printemps que la Corse est resplendissante.

en Mai et à partir du 15 Sept, forfait promotionnel:

- 3 jours à l'Hôtel MARANA - 3 jours à l'Hôtel SAN BASTIANO. Prix Pension complète 905 F par personne en chambre double.

Interrogez votre agence de voyages

Si vous voulez en savoir davantage, recevoir de la documentation, écrivez-nous ou télégez nous:

HOTELS TRANSAT, Compagnie Générale de Tourisme et d'Hôtellerie Tour Winterthur

Palais des Congrès - Place du Château

IMPORTANTES VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

MATIN à 11 h. : IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS

des 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> siècles

TAPISSERIES des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles

M<sup>re</sup> CHAPPELLIER, FERRIER, FROMANTIN, Commissaires-Priseurs,

3, Impasse des Chevaliers-Légers, 75000 VERSAILLES - 92-43-82 + 73-04.

EXPO. vend. 14 et sam. 15, de 10 à 18 h., et vend. 14 mai, de 21 à 23 h.

VENTE A VERSAILLES

Palais des Congrès - Place du Château

IMPORTANTES VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

MATIN à 11 h. : IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS

des 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> siècles

TAPISSERIES des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles

M<sup>re</sup> CHAPPELLIER, FERRIER, FROMANTIN, Commissaires-Priseurs,

3, Impasse des Chevaliers-Légers, 75000 VERSAILLES - 92-43-82 + 73-04.

EXPO. vend. 14 et sam. 15, de 10 à 18 h., et vend. 14 mai, de 21 à 23 h.

VENTE A VERSAILLES

Palais des Congrès - Place du Château

IMPORTANTES VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

MATIN à 11 h. : IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS

des 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> siècles

TAPISSERIES des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles

M<sup>re</sup> CHAPPELLIER, FERRIER, FROMANTIN, Commissaires-Priseurs,

3, Impasse des Chevaliers-Légers, 75000 VERSAILLES - 92-43-82 + 73-04.

EXPO. vend. 14 et sam. 15, de 10 à 18 h., et vend. 14 mai, de 21 à 23 h.

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télégeons. Vos correspondants nous répondent par télex: nous vous téléphonons.

Service Télex

345.21.62 + 345.00.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS



## Agen et Béziers en finale du championnat de France

tête aux avants brivistes et endiguer les assauts de leurs trois-quarts. Béziers jouera donc sa cinquième finale en six ans et, à ce titre, sera à nouveau le favori indiscutable. Pourtant en 1932 Béziers était aussi favori, ce qui n'avait pas empêché Agen de gagner la finale par 14 points à 11.

France au Touquet, l'équipe d'Estimable contingent de professionnels espagnols, le Noir sud-africain Vincent Tshabalala, virtuose du « putting » — c'est-à-dire des premiers coups de caddie pour atteindre le trou du « green » —, s'est pour la première fois, distingué parmi les grands. Agé de trente-cinq ans, père de quatre enfants, le nouveau champion a commencé à disputer le tournoi des tournois réservés aux joueurs de couleur. Le golf était devenu pluriracial en Afrique du Sud, Tshabalala avait fait partie de la sélection pour l'Open du Touquet, en même temps que ses compatriotes Hobday, Oosthuizen, Palocz et Britz, qui s'étaient largement dominés.













	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**TEXAS INSTRUMENTS FRANCE**  
recherche :  
**pour VILLENEUVE-LOUBET (06)**  
**INGÉNIEUR en ORGANISATION**

Pour s'occuper des problèmes industriels. Dans un premier temps, il sera chargé du suivi d'un projet d'implantation de bureaux et d'installations.

Pour cela, il aura à :

- rechercher des terrains ou des locaux ;
- négocier avec les entreprises et sociétés financières ;
- prendre en charge le suivi de la construction ;
- s'occuper de l'aménagement.

Formation : **INGÉNIEUR-GÉNÉRALISTE**

Exigences du poste :

- pratique de l'anglais courant et technique ;
- expérience en affaires civiles ou militaires ;
- habitudes de contacts avec l'administration.

Ce poste pourrait éventuellement évoluer à un débouché.

**UN INGÉNIEUR DE PRODUCTION**

Qui sera responsable de la gestion d'une ligne de fabrication.

Poste pouvant évoluer à :

- INGÉNIEUR ÉLECTRONIEN, MÉCANICIEN DÉBUTANT ou personne ayant assumé une fonction similaire.

Exigences du poste :

- aptitudes au commandement ;
- Anglais soutenu.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., références et date de disponibilité à Mme Legout, Texas Instruments France, Boite Postale 05, 66200 VILLENEUVE-LOUBET.

**SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE EN EXPANSION**  
recherche pour son  
**Département Lignes**  
**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**  
CONFIRMÉ

Parfaitement bilingue FRANÇAIS-ANGLAIS. Expérience LIGNES R.T. - M.T. - et H.T. indispensable.

MISSION :

- Étudier des projets de lignes ;
- Négocier des contrats ;
- Suivre les affaires en cours.

Déplacements fréquents. La rémunération sera fonction de l'expérience et des capacités.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et références à : **PRITTEYAN et Cie - 5100 - 10080 TROYES CEDEX.**

**PLAYTEX France**  
recherche  
**pour son Usine d'ÉPINAL**  
**UN INGÉNIEUR DES MÉTHODES**

Il sera responsable essentiellement du contrôle des coûts, de l'étude, de l'application et du suivi des standards de l'amélioration des méthodes, de la coordination des programmes, de l'amélioration des résultats et de l'analyse de la valeur.

La candidate devra posséder un diplôme d'INGÉNIEUR, avoir une connaissance complète et une solide expérience dans le domaine des méthodes (A.T.M.).

Anglais courant absolument indispensable.

Envoyer lettre manuscrite à M. J. LABAUNE, Directeur des Relations Industrielles, **PLAYTEX France - Z.I. (28110) LA TOUR-DU-PIN.**

Très important Groupe français recherche pour l'une de ses Sociétés

**CADRE JURIDIQUE**

Rattaché au Chef du Service Juridique et administratif, il participera aux études et mises au point des contrats internationaux en matière de transfert de technologie (franchising, engineering, licences, brevets, process).

Il assistera également les autres Directions et Services dans tous les problèmes spécifiques de l'entreprise : contrat de concession, réglementation économique, contentieux, prévention du contentieux...

Les candidats de formation juridique supérieure (niveau licence en droit privé) auront de préférence, une bonne connaissance des questions posées par les contrats internationaux en matière de transfert de technologie, acquise au cours d'une expérience de 2 à 5 ans ou celle d'une thèse ou d'une grande entreprise.

Poste à pourvoir dans une grande ville de l'Est de la France.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, rémunération actuelle et prétentions, sous référence 58044 à **HAVAS CONTACT 195 Bd Haussmann 75008 Paris**, qui transmettra.

**FIRME SERVICE NATIONALE ALIMENTATION ANIMALE EN PLEINE EXPANSION**  
recherche  
**INGÉNIEUR AGRONOME**

Quelques années expérience en alimentation animale pour suivre réseau de fabricants d'aliments du bétail.

Poste d'avenir.

Déplacements environ 1 mi-temps.

R.T.A. ou R.T.S.

débutant pour Travail Technique Bureau.

Env. JD/165, HAVAS (S.P. 807), 75002 BOULEVARD.

**Data General**  
Constructeur des ordinateurs NOVA et ECLIPSE cherche pour faire face au développement de son  
**agence de LYON**  
**ingénieur commercial**

Nous sommes :

- un des leaders de la mini-informatique à la tête d'un parc de plus de 21.000 installations
- unique par notre croissance et notre rentabilité.

Vous êtes :

- désireux de lier votre rémunération et votre carrière à vos résultats ;
- familiers des techniques de la mini-informatique ;
- capable de vous exprimer dans l'anglais de la profession. Les stages aux U.S.A. l'exigent.

Ecrivez-moi : Jean-Claude DURGET  
Directeur Commercial  
**DATA GENERAL FRANCE**  
77, rue de Sévres - 92100 BOULOGNE

**SECRETAIRE GENERAL**

La Société (800 p., 68 M CA) vient de s'installer dans une usine neuve où elle fabrique des tables et des sièges en grande série. Les relations sociales et les problèmes juridiques constituent les domaines du poste. Le poste convient à un cadre de plus de 35 ans, de formation juridique et possédant une expérience de relations sociales. Lieu de travail : **AURILLAC.**

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 604 M.



### emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

**l'agence spatiale européenne**  
recherche  
**ingénieur électronicien ou physicien**

pour son Bureau de Coordination d'AEROSAT (ACO), actuellement situé aux Pays-Bas mais destiné à être transféré ultérieurement à Washington D.C. (Etats-Unis). AEROSAT est un programme international de satellite expérimental, qui a pour but de tester les possibilités offertes par les techniques spatiales pour les télécommunications aéronautiques.

Le titulaire du poste aura la responsabilité des plans, de la mise en œuvre et de l'assistance technique pour toute la partie télécommunications du programme.

Les candidats devront avoir une connaissance très approfondie des techniques de télécommunication, de préférence dans le domaine de la navigation aérienne et de l'équipement d'avionique. Une excellente connaissance de l'anglais est exigée.

Conditions de travail des organisations internationales, indemnité d'expatriation et allocations familiales, bons régimes de sécurité sociale et de pension. Remboursement des frais de déménagement, etc.

Adresser C.V. détaillé, sous référence 72/75, au Chef du Personnel ESTEC, Dornweg, Noordwijk (Pays-Bas).

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RECHERCHE POUR PACIFIQUE**  
**VENDEUR REPRÉSENTANT PRODUITS ALIMENTAIRES**

Dynamique, ayant expérience et sérieuses références pour CONTACTS GROSSETTES ET COLLECTIVITÉS. Permis V.L. Poste conviendrait de préférence à célibataire ou marié sans enfant. Logement assuré.

Env. avec C.V., certificats et photo à n° 32.769, P.A. S.P.P. 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

**UNITÉ INDUSTRIELLE ET MINIERE**  
en AFRIQUE NOIRE francophone recherche, pour diriger la maintenance de son parc de matériel de T.P. (une centaine d'engins avec camions jusqu'à 10 tonnes), un

**CHEF DIVISION ENGIN**

Il dispose de 1.500 m² d'ateliers équipés, sous-traitte l'usinage de pièces à l'atelier de mécanique générale et définit les besoins de matériaux aux usines dépendantes des approvisionnements. Il est assisté par un bureau d'études et des méthodes.

La personne soumise sera

**INGEN. FORMATION TYPE A.M.**

Nécessaire pas moins de 30 ans et aura une expérience confirmée de la formation, soit dans les mines, soit dans les T.P.

Contrat et avantages : « expatriés ». Scolarisation possible des enfants jusqu'à 3°.

Envoyer avec C.V. explicite au réf. DIV. ENGIN.

**LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES A LUXEMBOURG**  
RECHERCHE  
**JURISTE-LINGUISTE**

de langue française pour la traduction en français de textes juridiques à partir d'un moins deux des autres langues officielles des Communautés Européennes, à savoir l'allemand, l'anglais, le danois, l'italien et le néerlandais.

CONDITIONS REQUISES :

- formation juridique sanctionnée par un diplôme universitaire ;
- connaissance approfondie de la langue française ;
- bonne connaissance de deux autres langues officielles des Communautés européennes.

La connaissance d'autres langues officielles sera prise en considération.

- Age maximum : 35 ans ;
- être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés Européennes (Allemagne, Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni).

REMUNERATION :

Rémunération mensuelle nette pour un célibataire (après déduction de l'impôt sur les revenus et des cotisations au régime communautaire des assurances sociales) : entre 5344 F.B. et 5826 F.B. (environ 8.625 F.F. et 7.950 F.F.), en raison de l'âge, des qualifications et de l'expérience.

Éventuellement indemnité de déplacement de 16 % du traitement de base et allocations familiales.

Horaires : 40 heures par semaine.

Congé annuel minimum : 24 jours ouvrables.

L'acte de candidature peut être obtenu au Service du Personnel de la Cour de Justice des Communautés Européennes, boîte postale 1406, Luxembourg, et doit être renvoyé, dûment rempli, avant le 6 juin 1976.

La Société Financière de Développement du Zaïre  
**SOFIDE**  
recherche pour son siège à  
**KINSHASA un**  
**directeur général adjoint**

SOFIDE est une banque de développement créée en 1973 pour le financement des projets à moyen et long terme et par prises de participations de nos investisseurs privés et publics au Zaïre. Son capital, à l'origine de 100 millions de Zaïres (environ 22 millions de dollars), est porté à 18.76 milliards par la Société Générale de Belgique.

Le Directeur Général Adjoint devra assister le Directeur Général dans toutes ses attributions. Son contrat sera de 2 ans. Une expérience de plusieurs années en matière de management, et d'investissement dans des entreprises de la région africaine, et une maîtrise de la langue anglaise sont des atouts. La rémunération, qui sera soumise à l'approbation du conseil d'administration, sera fonction de l'expérience et des capacités.

Les CV détaillés, mentionnant la référence 250401 seront reçus à la Division des Ressources Humaines, Bureau de la Banque Mondiale - 66, av. d'Iéna - 75116 PARIS.

**CETAGE**  
30, AVENUE ANHIAL LENOIR 75002 PARIS LE ROI

**UN GROUPE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL IMPLANTÉ DANS DE NOMBREUX PAYS D'AFRIQUE NOIRE francophone**  
recherche  
**DEUX CHEFS COMPTABLES**

Les candidats devront être titulaires du D.E.S. et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années.

La rémunération annuelle brute se situera entre 2.500.000 et 3.000.000 F.C.F.A. suivant les pays ; il y aura également d'importantes avantages sociaux (logement, nourriture, transport, etc.).

Les candidats doivent être mariés et avoir au moins deux enfants.

Envoyer C.V. détaillé à M. J. LABAUNE, Directeur des Relations Industrielles, **PLAYTEX France - Z.I. (28110) LA TOUR-DU-PIN.**

**Groupe chimique international**  
recherche pour sa filiale du  
**B.RÉSIL**  
**INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
pétrole

Diplômé ENSPM ou grande école de CHIMIE

Ayant quelques années d'expérience dans la vente à l'industrie pétrolière ou dans le secteur production d'une société pétrolière.

**POUR LA VENTE AUX SOCIÉTÉS DE PRODUCTION ET DE RAFFINAGE DE PÉTROLE AU BRÉSIL**

Excellente connaissance de l'anglais indispensable, connaissance du portugais souhaitée, résidence au Brésil.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée N° 54.138 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

سكنا من الاصل





offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Controller

PARIS F110 000 +

Une société française spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de grande consommation (CA.F. 25) n° 136 personnes, 1 usine) recherche ses opérations et crée le poste de Controller.

Dépendant directement du Directeur Général et faisant partie du Comité de Direction il participera activement aux décisions de gestion générale de l'entreprise. Superviser une équipe de 16 personnes, il sera responsable des opérations comptables, financières et budgétaires de la société : conception et mise en place de procédures de contrôle interne et budgétaires, amélioration de la comptabilité analytique, préparation du reporting mensuel. Il sera personnellement chargé des problèmes de gestion et de planification de trésorerie.

Agé de 30 ans minimum, le candidat aura une solide formation comptable et budgétaire complétée par une expérience de supervision d'équipe d'au moins 5 ans dans une société de moyenne importance. Une expérience de société anglo-saxonne ou de cabinet d'audit sera un atout supplémentaire.

La connaissance de l'informatique est souhaitable.

REF: C3901

Adressez C.V. détaillé, en précisant la référence, à G.-C. FULCONIS, Tour Maïa-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75255 Paris Cedex 13. Discretion absolue.



## Pour s'intégrer dans la FORCE DE VENTE de notre Groupe commercial le plus actif

Nous recherchons :

— Jeunes, 23 ans au moins. Exigence de formation : Bac à Sup de Co, Essec, etc.

Nous offrons :

- Des responsabilités en contact direct avec la clientèle.
- La maîtrise des techniques propres aux produits financiers et immobiliers.
- Le choix des secteurs de perfectionnement par une évolution rapide.
- Une stimulation rapide et un traitement fonction directe des résultats.

Nous exigeons :

- Le sens de l'efficacité.
- Du caractère et de la combativité.
- Le goût de la vente.

Envoyez BANQUE PUE N° 415

13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra.

# SITA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES

Société internationale exploitant et développant le plus grand réseau civil mondial de transmissions de données et de communications de messages à l'usage exclusif des compagnies aériennes, dans le cadre de l'association de ses activités et services :

## Ingénieur spécialiste réseaux transmission de données (N° R2)

Au sein d'une équipe de spécialistes travaillant sur la définition de réseaux futur, cet ingénieur sera chargé d'étudier la faisabilité et de la définition de protocoles de transmission, de procédures de contrôle de flux et de routage et de procédures de gestion des terminaux. Ce poste correspond à un ingénieur diplômé ayant au moins 5 ans d'expérience en transmission de données et informatique temps réel, connaissances techniques de communication par paquets appréciées. Ce poste demande à la fois des aptitudes à la recherche, un esprit créatif et des qualités de synthèse pour adapter des techniques de pointe à la solution de problèmes concrets de transmission de données.

## Ingénieurs d'exploitation (N° ON 2)

Au sein d'une équipe en plein développement, ces ingénieurs seront chargés de la supervision de l'exploitation des réseaux SITA et de la mise en œuvre opérationnelle des protocoles. Ces postes d'ingénieurs à des postes clés de la chaîne de transmission et d'exploitation de l'information, il est possible, une expérience préalable de l'exploitation des réseaux et grands ensembles informatiques.

## Ingénieur organisation et méthodes d'exploitation (N° ON 3)

Au sein d'une équipe de spécialistes, cet ingénieur sera chargé de définir l'organisation et les méthodes à mettre en œuvre pour l'exploitation des réseaux. Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé des Grandes Ecoles ayant une bonne expérience des techniques de télécommunications et une expérience approfondie de l'organisation et des méthodes d'exploitation des réseaux de télécommunications et grands ensembles informatiques.

## Ingénieur (N° ON 6)

Au sein d'une équipe en cours de création, cet ingénieur sera responsable de l'étude, du développement et de la réalisation d'un système intégré de contrôle et de supervision appliqué au réseau mondial de télécommunications SITA. Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé des Grandes Ecoles (ENST, ENSI, etc.), ayant à la fois des connaissances techniques de télécommunications et une expérience approfondie de l'étude et de la mise en œuvre de réseaux de communication automatisée de messages.

## Adjoint technique du directeur régional (N° RP)

Ce poste comporte la supervision et le contrôle, sous l'autorité du Directeur Régional, des activités techniques des centres d'exploitation de France et d'Algérie du Nord. Il s'adresse à un jeune ingénieur ayant une bonne connaissance des télécommunications ainsi que de la maintenance des équipements.

Pour tous ces postes, une excellente maîtrise de l'Anglais écrit et parlé est indispensable.

Env. CV détaillé et références à SITA, Direction du Personnel 112 avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly

Recherches

## GESTIONNAIRE

POUR ENSEMBLES IMMOBILIERS BANLIEUE SUD.

SERIEUSES REFERENCES EXIGÉES.

Recher N° 2 086-971 M. REGIE-FRESSE, 15 bis, rue Sébastien, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTES SOCIÉTÉ DISTRIBUTION

recherche

## ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Formation I.U.T. ou équivalent.
- Expérience de la programmation en langage Fortran.
- Disponibilité à court terme.

Avantages sociaux — Restaurant d'entreprise. 13<sup>e</sup> mois Cinquième semaine congé. Env. OFF (N° 1916), 2, r. de Séze, 75009 Paris, qui tr.

## MODCOMP FRANCE

Filiale de MODCOMP CORP., l'un des premiers constructeurs de "MINIS" cherche pour renforcer son service après-vente

## 3 ingénieurs de maintenance

Leurs interventions s'effectueront en clientèle et porteront aussi bien sur les unités centrales que sur les périphériques.

Ils auront 28 ans minimum et une expérience très confirmée dans le domaine du dépannage de systèmes "mini-ordinateurs". Deux d'entre eux seront basés à PARIS et le troisième qui devra très bien parler anglais travaillera d'abord au CERN à GENEVE et pourra ensuite poursuivre sa carrière au sein du Groupe.

Ecrivez sous réf. M3812 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SELECTION

49, Avenue de l'Opéra 75002 PARIS

GRUPE PRIVE D'ASSURANCES I.A.R.D. recherche

## Adjoint au responsable d'un département technique

Le poste, à la fois fonctionnel et opérationnel, offre l'opportunité — pour un élément de valeur — d'accéder rapidement à des responsabilités importantes. 32 ans minimum, le candidat justifie d'une formation supérieure et d'une expérience solide de l'Assurance.

Devant diriger une équipe comprenant une trentaine de collaborateurs, il aura une personnalité affirmée, les qualités d'un manager, le sens de l'organisation.

Adressez CV manuscrit, photo et références en précisant sur l'enveloppe la référence 5554 à

Q7 organisation et publicité 2 rue de Valenciennes 75001 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION RECHERCHE

## DES INGENIEURS OU DES UNIVERSITAIRES (DOCTORAT)

POUR L'ÉVALUATION DE LA SURETÉ DES SYSTÈMES FLUIDES, ÉLECTRIQUES

Plusieurs postes sont créés au sein d'une équipe pluridisciplinaire :

- Développement de l'interface entre, d'une part, les exigences des autorités de sûreté et d'autre part la conception, la réalisation et l'installation des systèmes : il s'agit donc de l'évaluation globale de la sûreté de l'installation.

Une connaissance de la réglementation nucléaire serait un atout important dans ces fonctions (Regulatory Guides, normes IEEE, ANSI...).

- Développement de la fonction fiabilité : vous connaissez bien les méthodes de calcul probabiliste et vous avez une expérience des analyses de fiabilité.

Les missions que nous vous proposons seront essentiellement : — l'évaluation de la sûreté des systèmes par les techniques de fiabilité, — la coordination de l'analyse probabiliste des accidents.

Pour prendre en charge ces différentes fonctions une expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine nucléaire et/ou de procédés est nécessaire.

Nous vous demandons d'écrire en précisant la poste qui vous intéresse à No 56282, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

FILIALE GROUPE ÉTRANGER pleine expansion recherche

## Cadre commercial

Exigences du poste : le candidat devra être âgé de 30 ans minimum, posséder une bonne formation générale et une grande facilité de contact. Il devra savoir vendre, aimer vendre, et pouvoir faire vendre. Qualités d'animateur - Méthodique et organisé - Entretien et grande capacité de travail - Pourrait se déplacer fréquemment - Expérience du secteur bâtiment souhaitée.

Avantages du poste : après période de formation et de familiarisation avec le produit et la clientèle, prise de responsabilité progressive de l'équipe de vente et accession au poste de

## Chef des ventes

Directement rattaché à la Direction Générale, cette fonction doit permettre une excellente évolution de carrière à qualités requises. Angles par conséquent indispensables.

Adressez C.V. détaillé + photo et niveau de rémunération actuel sous référence 76.11.05 à

VELUX-FRANCE Direction Générale - Marketing B.P. 12, 5, avenue Ferdinand de Lesseps, 91420 MORANGIS.

(toutes les candidatures resteront confidentielles)

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

Équipements électroniques de télécommunications et petits systèmes de gestion recherche

## CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

Sera responsable de l'adaptation des produits au marché français et des fabrications ou sous-traitances qui peuvent en résulter, de l'entretien du service après-vente, de l'assistance technique aux utilisateurs de distribution.

Souhaitons INGENIEUR ELECTRONICIEN DIPLOME ayant expérience de fabrication et connaissance des micro processeurs.

Adressez CV et réf. 121 M 853 30, rue de Mogador 75009 PARIS

Centre de Psychologie Appliquée

IMPORTANTES BANQUE PRIVÉE recherche

## CADRE HORS CLASSE

Pour assurer les fonctions de représentant de la Banque à CARACAS. Ce poste demande : • une expérience bancaire approfondie, • une très bonne connaissance de l'Espagnol, • une bonne connaissance de l'Anglais, • une bonne aptitude à la négociation. (Réf. M 501)

## CADRE CLASSE VII ou VIII

Pour son service émissions à Paris. Ce poste demande : • une formation supérieure, • une bonne expérience bancaire, • une expérience d'au moins deux ans dans le domaine des émissions d'actions et d'obligations. (Réf. M 502)

## CADRE CLASSE VI ou au-dessus

Pour assurer les fonctions de responsable du commerce extérieur de l'agence de Roule. Ce poste demande : • une excellente connaissance des opérations avec l'étranger au sens large du terme, • une bonne connaissance des opérations de crédit, • l'aptitude et le goût de la démarche commerciale à un haut niveau, • une très bonne connaissance de l'Anglais, • de préférence la connaissance d'autres langues étrangères européennes. (Réf. M 503)

## CADRE CLASSE V

Pour occuper les fonctions de Fondé de Pouvoir clientèle de son agence de Roule. Ce poste demande : • plusieurs années d'expérience bancaire, • une expérience particulière en matière d'opérations sur titres et de gestion de fortune. (Réf. M 504)

## CADRE CLASSE V

Pour occuper les fonctions de Gérant de Fortune à PARIS. (Réf. M 505) Adressez photo, candidature manuscrite, C.V. et références, en précisant la réf. du poste, à Direction des Carrières, BP 7046 - 75301 Paris Cedex 05.

## Directeur administratif et des relations humaines

MN 2<sup>e</sup> fabricant mondial de transfert pour arts graphiques et électroniques mécaniques (5 filiales à l'étranger).

- Rattaché à la Direction Générale du groupe et basé au siège de la société (35 km Ouest de Paris), il s'intégrera dans une équipe de direction efficace (âge moyen 37 ans).
- De formation supérieure, il devra justifier d'une expérience confirmée dans les fonctions personnel, gestion financière et administrative au sein d'entreprises de taille moyenne.
- Sur le plan français (200 personnes), il supervisera la comptabilité, la trésorerie, l'informatique en liaison avec les autres services.
- Homme de contact, rompu aux techniques de gestion de personnel, il mettra en œuvre une politique dynamique de relations humaines qui sera facilitée à l'intérieur par un climat social avancé, à l'extérieur par une excellente image.

La rémunération, de bon niveau, sera fonction de l'expérience du candidat.

Documentation sur poste aux candidats désireux en savoir plus. Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (reçue) sous référence 805 84, rue des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

## BANQUE PRIVEE recherche pour CONTRÔLE DE GESTION UN DIPLÔME

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE GESTION OU FORMATION ÉQUIVALENTE

- possédant nécessairement expérience professionnelle de 2 ans acquise dans la fonction au sein d'une banque.
- Qualités exigées d'analyse et de synthèse • Goût des contacts

La rémunération ne sera pas inférieure à 75.000F

Adressez C.V. détaillé + photo sous référence 76-09 à :

EMGEY CONSEIL 12, bd Jean Mermoz, 92200 NEUILLY

5021 من الامم

















هكذا من الاعمال

# La région parisienne

Dans le Val-de-Marne

UNE CAPITALE TROP ENCOMBRÉE

## LA PISCINE FAIT DES VAGUES

## L'administration pourra s'opposer à la vente des garages privés

Le comité de défense de l'île Fanac a organisé, le dimanche 9 mai, une journée « portes ouvertes » pour convaincre la population de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) que la construction d'une piscine municipale dans l'île détruirait irrémédiablement le charme d'un site classé.

de l'île refusent ce projet, qui amoindrirait leur sort. Ils ne sont d'ailleurs pas du tout à l'égout et ils jettent leurs ordures dans la Marne. Ils pourraient honnêtement reconnaître que, dans chacun de ces domaines, nous leur apporterons des améliorations incontestables. En tout état de cause, notre décision est irrévocable.

Les automobilistes parisiens sont chaque année plus nombreux. Comment éviter qu'ils ne circulent chaque année plus mal ? Et, au-delà, comment leur permettre de garer leur véhicule ? Les projets de l'administration : multiplier les parkings et, éventuellement, utiliser son droit de préemption pour éviter la disparition des garages privés.

Deux autres sujets intéressent les automobilistes parisiens : le stationnement et la circulation. Alors que se met en place le nouveau statut de la capitale, qui entrera en vigueur en mars 1977, la discussion sur la répartition des responsabilités entre l'Etat et la Ville pour les recettes et les dépenses concernant les infractions de stationnement et de circulation sera serrée. Les conventions payées dans l'ensemble de la capitale rapportent 360 millions à l'Etat, qui reverse 10 millions à la Ville. Or 60 % des procès-verbaux sont dressés par les contractuels rémunérés par la Ville. C'est-à-dire que celles-ci « rapportent » vingt fois plus à l'Etat qu'à la Ville qui les paie.

« Les garages sont, les uns après les autres, rachetés par des promoteurs qui construisent des immeubles, et ceux qui logent leurs voitures se trouvent mis à la rue », expliquait M. Pierre Lapine, conseiller de Paris, centriste, au cours de la dernière session du Conseil de Paris.

Comment stopper cette hémorragie ? Il faut créer des parcs pour résidents, qui pourront leur être loués ou vendus à des tarifs raisonnables », déclare M. Robert Dussart, directeur de la voirie, qui précise : « Soit la Ville gère elle-même ces parcs, soit elle les confie à une société d'économie mixte ». M. Dussart affirme enfin que, « comme la loi le permet, la Ville pourra exercer un droit de préemption sur la vente des garages. C'est un début. Il faut maintenant donner à la localité les moyens d'agir plus efficacement en mettant en place de nouvelles structures juridiques ».

L'étude de ces nouvelles structures juridiques pourrait coïncider avec l'entrée à l'Hôtel de Ville du maire de Paris élu après les élections municipales de mars 1977. Car il est bien évident que les possibilités de stationnement offertes aux citoyens et la manière dont on circulera dans la capitale sont un plan de circulation et à l'étude. Ce sera un plan de circulation qui sera sur lequel les Parisiens jugeront la politique de leurs nouveaux responsables.

JEAN PERRIN.

Trois volées d'escaliers, et le tumulte du pont de Joinville s'évanouit. Le visiteur de l'île Fanac a l'impression de descendre dans un autre monde. Plus de tinte marine automobile, mais la Marne paisible ; plus de baigneurs, mais de petites maisons d'autrefois enfouies dans la verdure. Un chemin qui serpente le long de la berge où quelques canots attendent, sous les saules, le pêcheur ; un tennis, des cris d'enfants et loin, très loin, la rumeur de la ville.

Toute l'île — une cinquantaine de familles — se bat depuis des lustres contre les projets sportifs que la municipalité de Joinville a décidés de réaliser chez elle. L'affaire remonte à 1962 lorsque M. Georges Defert, maire (modéré), proposa de construire sur l'île Fanac une maison des jeunes, un centre d'aviron, des piscines, des tennis et un gymnase. Les habitants parvinrent, en 1965, à faire classer leur île comme site « verdoyant et de caractères pittoresques ».

Après plusieurs modifications, les plans de la mairie sont rejetés. En 1966, par les services de l'équipement, qui jugent la densité trop élevée. Un nouveau projet obtient, en 1971, l'accord de toutes les parties intéressées — le général Billotte, député U.D.R., de la circonscription, la commission des sites, l'équipement — à l'exception, bien sûr, des habitants de l'île qui refusent toujours la piscine et ses trois bassins de 25 mètres, le gymnase et les courts de tennis annoncés. Les procédures d'enquête et de déclaration d'utilité publique suivent leur cours parallèlement à l'acquisition progressive par la ville d'un terrain de 2 hectares situés près du pont de Joinville dans le sud de l'île.

Passistes, les liens ? Certes, mais, au moment où les baigneurs réclament de plus en plus le calme et la verdure, ce serait plutôt une qualité.

ALAIN FAUJAS.

## POINT DE VUE

## Quel président pour l'île-de-France ?

par ANDRÉ CHAUDIÈRES (\*)

Le projet de réorganisation de la région parisienne qui s'appellera heureusement « Ile-de-France » arrive pratiquement à son terme avec le vote du Parlement du 29 avril. Ainsi nous savons que les pouvoirs du Comité économique et social seront confirmés et que le pourcentage des effectifs des différents collèges qui composent ce comité seront également maintenus à l'identité de ce qu'ils le sont dans l'actuel Comité consultatif économique et social de la région de Paris (C.C.E.S.).

Cette mesure est sage, car l'expérience de plus de dix ans de fonctionnement du C.C.E.S. a prouvé qu'un travail sérieux et fécond pouvait être effectué par une assemblée composée selon une répartition en quatre collèges de forces économiques, sociales et culturelles véritablement représentatives.

Lieu de concertation, d'échanges, de réflexions, le C.C.E.S. ne s'est jamais senti diminué parce qu'il n'était que consultatif. Au contraire, cette assemblée, originale dans sa forme et sa constitution, a su donner au caractère consultatif de ses travaux une dynamique propre, non seulement par la qualité de ses avis et rapports, mais aussi par le caractère représentatif des organismes, institutions et personnalités desquels ses avis et rapports procédaient.

La consultation préalable à la décision dont le pouvoir doit appartenir aux élus — surtout dans le domaine budgétaire — fait partie intégrante de la décision elle-même. En cela la dialectique entre le Comité économique et social et le conseil régional composé d'élus est saine et concorde, sous la responsabilité du préfet de région, à dégager les principes d'une véritable politique d'aménagement et d'équipement de notre région.

L'assemblée politique, quant à elle, va se trouver considérablement modifiée. Très différent de l'actuel conseil d'administration du district, tant par l'importance de ses effectifs (164 membres), que par sa composition et sa représentativité, le conseil régional apparaît comme une assemblée dont il conviendra d'évaluer

qu'elle ne devienne une tribune où s'affrontent diverses familles idéologiques dans des joutes exclusivement partitiques.

Il est sûr que les réflexions qui s'y développeront et les décisions qui y seront prises auront un caractère « politique » au sens étymologique du mot, mais il conviendra que soit évité tout élargissement excessif des débats qui pourrait en définitive nuire à la clarté des décisions à prendre et compromettre leur efficacité au niveau de l'application qui en sera faite.

Cette mesure est sage, car l'expérience de plus de dix ans de fonctionnement du C.C.E.S. a prouvé qu'un travail sérieux et fécond pouvait être effectué par une assemblée composée selon une répartition en quatre collèges de forces économiques, sociales et culturelles véritablement représentatives.

L'assemblée politique, quant à elle, va se trouver considérablement modifiée. Très différent de l'actuel conseil d'administration du district, tant par l'importance de ses effectifs (164 membres), que par sa composition et sa représentativité, le conseil régional apparaît comme une assemblée dont il conviendra d'évaluer

l'ensemble « Ile-de-France » et de son rôle financier évoqué ci-dessus, il conviendra que le nouveau président du conseil de région ait la préoccupation d'une concertation fréquente avec le maire et les représentants élus de Paris, nombre des décisions à prendre au niveau de l'assemblée régionale devant s'imposer par leurs effets à la capitale comme aux départements de la petite et de la grande couronne.

2) Compte tenu des résultats des élections cantonales, la majorité présidentielle actuelle représentera environ les deux tiers du conseil régional. La minorité d'opposition comptera cinquante à soixante membres. Le premier président apparaîtra donc à coup sûr à la majorité présidentielle. Il devra en être un représentant confirmé plutôt qu'apparaître comme le militant « fer de lance » de telle ou telle des formations qui la composent. Son image devrait être celle d'un « rassembleur », d'un homme d'ouverture capable de dépasser les querelles partitiques, le rôle d'un président étant de veiller à la dignité des débats pour une meilleure efficacité du travail de l'assemblée. Il lui faudra, pour cela, susciter autant que possible la considération de l'opposition et lui permettre de jouer son rôle.

3) Ce président sera confronté à des tâches ardues : le domaine régional n'est pas simple. Pour traiter avec compétence les dossiers les plus divers qu'il devra examiner en matière de transports, d'emplois, d'équipements collectifs, de financement, il bénéficiera d'un avantage certain s'il a déjà une expérience suffisante — et suffisamment récente — des problèmes techniques, économiques et politiques de la région parisienne.

En effet, si les institutions et les hommes sont appelés à changer, les problèmes, eux, seront demain les mêmes qu'aujourd'hui, l'objectif essentiel du conseil régional demeurant celui qu'a toujours poursuivi le District : améliorer les conditions de vie des habitants en disposant cette

## VILLES ANIMÉES

L'ANIMATION des villes est à la fois le thème et le titre d'un ouvrage, préface par M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, qui a présenté à la presse mardi 27 avril.

Ce livre, qui fait partie de la collection « Dossier ouvert », a été tiré à 8 000 exemplaires et sera distribué en librairie au prix de 40 francs. Il relate les travaux de deux journées d'études qui, en octobre 1975, avaient rassemblé plus de cinq cents personnes, fonctionnaires, assistants techniques, du commerce, élus locaux, promoteurs, responsables du petit et moyen commerce, animateurs culturels, constructeurs, publicitaires.

« Outil de travail pour tous ceux qui s'intéressent à la ville », ce livre rassemble une cinquantaine d'expériences concrètes d'animation, dans des centres commerciaux comme dans des rues piétonnes, dans des métropoles régionales comme dans de très petites villes, expériences organisées par un magasin de grande surface ou par une union de petits commerçants. Les rapports entre l'animation culturelle et l'animation commerciale y sont largement évoqués, sans que soit entièrement levée une ambiguïté traditionnelle.

La Fédération des associations commerciales de France, qui regroupe les unions commerciales, a, elle aussi, consacré une journée de son congrès organisé à Paris du 26 au 28 avril à ce même sujet : son ambition est d'amener les commerçants locaux à s'intéresser non seulement aux « fêtes promotionnelles », mais aussi aux fêtes municipales, aux manifestations sportives, dans le but avoué de faire des commerçants les « spécialistes de l'organisation de la fête », ce qui leur permettra de mieux s'insérer dans la vie politique et culturelle de la cité et de mieux participer aux décisions d'aménagement du centre des villes.

## CORRESPONDANCE

On reloue en bout de piste

Après l'article publié dans le Monde du 4 mai et intitulé « Le maire reloue en bout de piste », M. Maxime Kalkinsky, maire communiste de Villeneuve-la-Roi, nous apporte les précisions suivantes : 1) Les cinq familles relouées, comprenant trente personnes, dont dix-neuf enfants, habitaient dans un immeuble en situation de péril, pour lequel M. le préfet du Val-de-Marne avait signé lui-même un arrêté d'insalubrité en septembre 1974. 2) Ce bâtiment en péril était situé en zone de bruit A, ce qui signifie qu'il n'y a donc eu pour ces familles qu'un transfert sans changement notable sur les questions de bruit.

## RÉGIONS

DE LA VIE

LE PAYSAN ROSSET A STRASBOURG

de l'environnement

notre réglementation des zones d'habitat, voire incohérente. Les zones et de taxes parafisciales sont prélevées au titre de la fiscalité de l'environnement. Les spécialistes de la fiscalité s'agissent qu'elles soient versées à un an ou moins versées à un an. Le droit reconnu à un certain nombre de personnes de dommages et intérêts en cas de destruction de leur habitation. Mais on ne peut pas dire que chaque année, tantôt l'association pour le droit de conditions différentes d'utilité publique que elle doit être agréée. Il faut en fait que les lois soient en accord avec les lois. Quant aux tribunaux, ils sont encore à prendre leur responsabilité. Lorsqu'un permis de construire est contesté, c'est le plus souvent à la demande du juge. On se souvient devant un fait que c'est un coup parti, sur lequel est bien difficile de revenir.

De vastes lacunes

Il y a aussi de vastes lacunes dans le droit de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

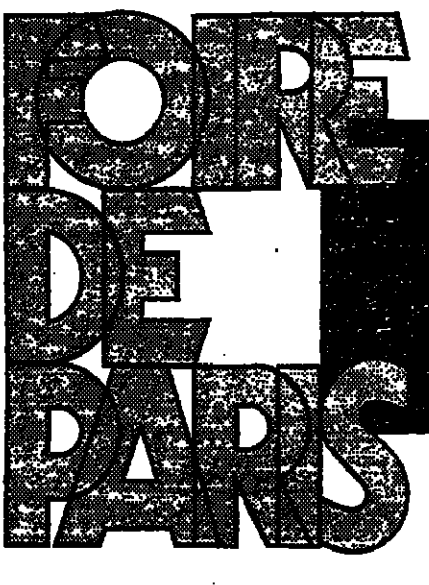
Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.

Beaucoup reste à faire

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la nature et de l'environnement. M. Pons, qui est le plus souvent à la tête de la protection de la nature, a dit que les lois de l'environnement sont des textes qui ne sont pas des lois de l'environnement, mais des lois de l'homme.



PAS DE DOUANE  
POUR LE SHOPPING A L'ÉTRANGER  
**EXPOSITION  
DES NATIONS ÉTRANGÈRES**  
pour rendre la vie plus gaie

1<sup>er</sup>-16 MAI 1976 Porte de Versailles  
Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30

Un cadeau original, un souvenir authentique, un objet couleur locale... Pour la première fois en 1976, La FOIRE DE PARIS présente « ARTISANS DU MONDE » Accueillis par l'EXPOSITION DES NATIONS ÉTRANGÈRES, plus de 50 pays présenteront leurs réalisations : poteries, cuirs, bijoux, tissus et sculptures et vous permettront de découvrir les multiples usages de l'artisanat à travers le monde.







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## COOPÉRATION

UNE DÉCLARATION DE M. FOURCADE AU « MONDE » A PROPOS DE LA CNUCED

### « Nos propositions sur les matières premières constituent une solution de conciliation entre le tiers-monde et les pays industrialisés »

Après les déclarations d'intention faites la semaine dernière, à Nairobi, devant la quatrième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, par le président philippin Marcos, pour le groupe des tiers-monde, et par plusieurs personnalités du monde industrialisé, notamment MM. Kissinger

et Fourcade, « CNUCED 4 » est entrée dans sa seconde phase, celle des négociations en commission sur les principaux thèmes de l'ordre du jour.

Dans l'interview qu'on lira ci-dessous, M. Fourcade fait le point des travaux et précise à notre correspondant Jean-Claude Pomonti la signification de sa

proposition sur le financement de fonds spécifiques et d'un fonds commun — dit « parapluie » — destinés à régulariser les cours des matières premières. Le ministre français est optimiste sur l'issue des travaux de Nairobi et espère voir triompher une « solution de conciliation ».

« De la part des vieux pays donneurs d'aide, il y a une très grande crainte des propositions qui sont en fait une sorte de banque des matières premières. Dans la mesure où nous proposons de corriger des fluctuations erratiques, je pense que notre système est un bon compromis.

« Quels échos avez-vous recueillis à la suite de votre initiative ?  
« D'une façon générale, le secrétariat général de la CNUCED et les autres délégués que j'ai rencontrés ont bien compris nos propositions sur les matières premières comme un pas en avant. Si nous arrivons, dans les prochaines semaines, à un accord sur le principe de la responsabilité des producteurs et des consommateurs pour organiser le marché, si nous pouvons décider

pas casser le dynamisme de l'économie de marché. Le programme intégré des inéquités et leur fait craindre que le fonds unique ne soit en fait une sorte de banque des matières premières. Dans la mesure où nous proposons de corriger des fluctuations erratiques, je pense que notre système est un bon compromis.

« D'une façon générale, le secrétariat général de la CNUCED et les autres délégués que j'ai rencontrés ont bien compris nos propositions sur les matières premières comme un pas en avant. Si nous arrivons, dans les prochaines semaines, à un accord sur le principe de la responsabilité des producteurs et des consommateurs pour organiser le marché, si nous pouvons décider

### Nécessité de la participation des pays socialistes

« Quelles sont, à votre avis, les raisons d'un tel tonnement du marché des matières premières ?

« Depuis dix ans, on assiste soit à des variations totalement erratiques des prix du marché — par exemple, le cuivre, ces cinq dernières années — soit à une baisse continue, par exemple, le pétrole, avec les conséquences que l'on connaît. La baisse, la récession, le chômage... — soit à des prix imposés, il faut le reconnaître, par des consommateurs à des producteurs, au-dessous des prix de revient, contraignant ainsi le développement normal de ces derniers. Il faut donc généraliser la méthode déjà employée pour le café, pour le cacao, par exemple, dans ce dernier cas, quelques corrections car les prix sont trop bas.

« Mais pour que ce système marche, il faut que la participation des pays socialistes. J'ai été frappé de constater la présence à Nairobi d'un très important membre du gouvernement soviétique. C'est de bon augure. D'un autre côté, la liste des produits concernés doit être un peu plus longue que celle de la CNUCED, il faut ajouter, par exemple, le bois, les oléagineux et la viande. A la conférence de Manille, un certain nombre de pays dominants du groupe des « 77 » ont imposé leurs vues.

Comment se présente la liaison entre CNUCED 4 et le dialogue Nord-Sud à la conférence de Paris ?

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE POMONTI.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● LE GROUPE FRANÇAIS PÉCHINEY-UGINE-KUELMANN ET LA SOCIÉTÉ ARMOUR, filiale de la firme pharmaceutique américaine Greyhound, viennent de créer une filiale commune en Allemagne fédérale. Dénommée Armour-Pharmacia (Pharmacia est la raison sociale adoptée par la division pharmaceutique de PUK), cette firme sera chargée dans un premier temps de commercialiser outre-Rhin un médicament traitant l'ostéoporose, la Calceitonine, mis au point par Armour, Pharmacia et Armour sont déjà associés en France à égalité dans le laboratoire Armour Montagu.

● LE GROUPE PÉTROLIER ET LA FIRMES CHIMIQUE ITALIENNE MONTEDISON ont décidé de s'associer à parts égales pour construire à Liège (Belgique) une unité de polypropylène d'une capacité de 150 000 tonnes par an, en deux lignes dont les démarrages sont respectivement prévus vers le milieu de 1978 et à la mi-1979. Il s'agit d'annoncer la commune d'un complexe pétrochimique appelé à prendre une grande extension. Le polypropylène est une matière plastique jeune en plein développement en Europe continentale et qui, moulu ou extrudé, trouve son emploi dans l'industrie automobile, l'équipement ménager, l'emballage, l'isolation électrique. De nombreuses unités de polypropylène sont en cours de construction, dont celle de Shell-Chimie, numéro un mondial dans cette spécialité, à Berre.

### Immigration

● M. GEORGES SEGUY, secrétaire général de la C.G.T., a demandé à rencontrer d'urgence le premier ministre au sujet de « la nouvelle série d'expulsions » qui frappe des immigrés. Il accuse la Sonacotra de mener une politique de menace d'expulsion adressée par la Sonacotra à certains des pensionnaires de ses foyers qui continuent à faire la grève des loyers.

M. Seguy note dans sa lettre au premier ministre que les mesures d'expulsion du territoire intervenues récemment « provoquent une vive émotion parmi les populations des cités ouvrières ». Il accuse la Sonacotra de porter « l'entière responsabilité de la situation ».

Rappelant les revendications des résidents d'un foyer de Saint-Denis — qui, appuyés par la C.G.T., avaient signé un protocole d'accord avec la Sonacotra — M. Seguy précise que « la C.G.T. n'a rien de commun avec les groupes irresponsables et douteux qui cherchent à exploiter cette situation dans le but de dévoyer l'action légitime des travailleurs ».

**VOIX ET EXPRESSION**  
parler avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'intonation, convaincre, décider.  
Tous renseignements : C.F.S.E.L. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Berousse - 75005  
Téléph. : 325-18-10 - 325-18-12

## ÉNERGIE

### LA COMMISSION DES ENTENTES EXAMINE L'ATTITUDE DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES DEPUIS MARS 1973

La commission des ententes vient de se pencher sur le cas des compagnies pétrolières opérant sur le territoire français. A son ordre du jour : l'attitude des compagnies depuis mars 1973. L'avis qu'elle va rendre la semaine prochaine résulte d'une procédure automatique.

En février 1973, la commission avait conclu une évidente concertation de l'industrie pétrolière. Approuvée par le ministre de l'économie et des finances de l'époque, M. Valéry Giscard d'Estaing, — son avis prévoyait la signature entre la profession et l'Etat d'un protocole — sorte de code de ce qui serait permis ou interdit — tenant compte, tout à la fois, de la législation sur la libre concurrence et de la loi de 1923 réglementant le marché pétrolier. Une délimitation de deux ans était fixée par la commission, au terme de laquelle elle examinerait de nouveau le comportement des compagnies.

Ce délai de deux ans étant expiré, la commission devait donc faire le point. A priori, elle n'a rien relevé de répréhensible. Il est vrai que le marché pétrolier a été, depuis le mois de mars 1973, totalement bouleversé : l'administration est intervenue de manière très dirigiste, tant pour le rationnement (fuel domestique) que pour la fixation des prix. Dans ces conditions, les « ententes » à la libre concurrence qui auraient pu être faites l'ont été sous la pression des circonstances... et des pouvoirs publics.

Il est inexact d'écrire comme l'ont fait le *Nouvel Observateur* (du 8 mai) et l'*ACEP* (du 10 mai) que les compagnies sont « blanchies définitivement ». En effet, l'avis de la Commission des ententes ne porte que sur la période commençant en mars 1973. Pour les infractions précédentes, elles n'avaient pas à se prononcer.

### La fusion Elf-Aquitaine

M. GOSNAT : nous évaluons à 45 milliards de francs le transfert d'actifs.

Répondant aux questions d'Yvan Leval sur Europe No 1, à propos des attaques du parti communiste contre les compagnies pétrolières, M. Georges Gosnat, député communiste du Val-de-Marne, a déclaré, ce lundi 10 mai :

« Il ne faut pas confondre agresseurs et agressés. Les peuples des pays producteurs qui ont été pillés pendant si longtemps et les consommateurs français qui ont été durement exploités par les compagnies et par l'Etat sont des victimes. Les compagnies pétrolières sont les vrais agresseurs. » M. Gosnat a ensuite dénoncé les liens qui « unissent » la pollution et les compagnies pétrolières : « Elles n'ont rien à craindre du gouvernement, qui est leur complice. » C'est pourquoi, a-t-il ajouté, on refuse de créer la commission parlementaire d'enquête sur les opérations financières des sociétés et sur les « pots-de-vin » que le parti communiste réclame. En ce qui concerne la « dénationalisation » qu'amènerait la fusion entre Elf et Aquitaine, M. Gosnat a déclaré : « Nous avons évalué à 45 milliards de francs le transfert d'actifs qui serait opéré à cette occasion au profit d'une compagnie contrôlée par les monopoles capitalistes. »

● 500 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE EXTRAÎTES EN U.R.S.S. EN 1976, tel serait le record annuel on s'attendait à Moscou grâce aux résultats élevés enregistrés au cours du premier trimestre dans diverses régions pétrolières, et surtout en Sibérie.

● ACCORD ENTRE LA GULF OIL ET LE VENEZUELA. — La compagnie pétrolière américaine Gulf Oil vient de conclure avec le Venezuela un accord de deux ans portant sur l'achat de 126 000 barils par jour de pétrole brut et produits pétroliers (63 millions de tonnes par an). Cet accord

(Publié)

## RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

### OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

### PROJET DE FORMATION DE PERSONNEL HOTELIER

Construction d'une Ecole Hôtelière et d'un Hôtel d'Application à Hammamet et à Sousse

### AVIS DE PRÉSÉLECTION

#### I. — INDICATIONS GÉNÉRALES :

Dans le cadre du Projet de Formation de Personnel Hôtelier, l'Office National du Tourisme Tunisien envisage de sélectionner des Entreprises susceptibles de participer aux Appels d'Offres restreints pour l'exécution des travaux indiqués ci-après :

- A) — Lot n° 1 : Construction d'une Ecole Hôtelière et d'un Hôtel d'application à HAMMAMET.  
B) — Lot n° 2 : Construction d'une Ecole Hôtelière et d'un Hôtel d'application à SOUSSE.

Chacun de ces lots comprend les sous-lots suivants :  
a) — Gros-œuvres ;  
b) — Chauffage et conditionnement ;  
c) — Electricité et transformateurs ;  
d) — Equipement : cuisine, chambres froides, buanderie.

Les travaux sont financés avec le concours de la Banque mondiale (BIRD). Leur réalisation est prévue pour 1976-1977.

Le montant de chacun des lots précités est estimé à la somme de 1 200 000 dinars tunisiens, soit environ 2 700 000 dollars U.S.

#### II. — QUALIFICATION :

(a) Seuls seront autorisés à participer à ces Appels d'Offres les Entreprises ou Groupements d'Entreprises qualifiés des pays membres de la Banque internationale de reconstruction et de développement et de la Suisse.

(b) Les Entreprises qualifiées peuvent se faire agréer pour un ou deux, ou la totalité des sous-lots ; et ceci que ce soit pour un ou les deux lots à la fois.

(c) Les Entreprises désirant participer à ces Appels d'Offres devront faire acte de candidature avant le 30 juin 1976 auprès de M. le Directeur Général de l'Office national du tourisme tunisien, 1, avenue Mohamed-V - TUNIS.

Elles devront envoyer un dossier de présélection rédigé en langue française, comprenant les pièces suivantes :

- 1°) Déclaration d'intention précisant le (ou) les lot (s) et le (ou) les sous-lot (s) au (x) quel (s) l'Entreprise désire soumissionner.
- 2°) Renseignements sur les Statuts de l'Entreprise, et son chiffre d'affaires au cours des cinq dernières années.
- 3°) Références en matière de travaux analogues à ceux demandés et datant de moins de cinq ans.
- 4°) Liste du matériel et du personnel.

#### III. — ORGANISATION DE LA PRÉSÉLECTION

L'Office National du Tourisme Tunisien avisera les Entreprises agréées de leur présélection et leur précisera les conditions dans lesquelles elles pourront se procurer le dossier d'appel d'offres.

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu à la Direction des Infrastructures Touristiques de l'O.N.T.T., 28, r. de l'Inde, TUNIS.

### Au Havre

### LES GRÉVISTES DE LA RÉPARATION NAVALE IMMOBILISENT UN PÉTROLIER

(De notre correspondant.)  
Le Havre. — La crise qui sévit dans le secteur de la réparation navale au Havre connaît une nouvelle phase. Depuis vendredi 7 mai, les employés des Chantiers de Normandie sont en grève pour réclamer une augmentation mensuelle de 200 F sur la base d'une direction d'augmentation de 20 F par semaine, soit une augmentation de 400 F par mois de mars et de 40 F par mois de juin.

Pour appuyer leur action, les grévistes ont organisé une manifestation de grande forme, la plus grande forme de grève de la région. De ce fait, l'arrêt de travail a entraîné la mise en chômage technique de nombreux ouvriers de travaux dans les ports de la région, et ce, dans une zone où la mer se trouve immobile dans le port.

### REPRISE DU TRAVAIL AUX ÉTABLISSEMENTS LE GRAND

Après la conclusion d'un accord commercial, les établissements Le Grand ont repris le travail. L'augmentation de 200 F par mois a été accordée.

### IMMIGRATION

### A Strasbourg

### LA SONACOTRA S'ENGAGE À FACILITER LE TRAVAIL DES COMITÉS DE RÉSIDENTS

Strasbourg. — L'accord signé entre la Sonacotra et les comités de résidents de la région de Strasbourg, a été signé ce lundi 10 mai. L'accord prévoit que la Sonacotra s'engage à faciliter le travail des comités de résidents.

Les comités de résidents de la région de Strasbourg ont obtenu de la Sonacotra l'engagement de leur faciliter le travail. L'accord prévoit que la Sonacotra s'engage à faciliter le travail des comités de résidents.

### L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.

Plusieurs entreprises ont engagé des mesures pour améliorer les conditions de travail de leurs employés.







## LES MARCHÉS FINANCIERS

### Cours des principaux marchés du 7 mai 1978

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

— **METAX.** — Londres (en sterling comptant. 858 (\$36.50) à trois mois, par toane) : cuivre Wirebana 885.50 (884) ; étain comptant 4.715 (4.700) ; trois mois 4.725 (4.700) ; plomb, 778 (282) ; zinc, 444 (\$29.50).

— **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 71.80 (70) ; aluminium (finest), inch. 48 (41) ; ferraille, cours moyen (en cents par tonne) 12.50 (12.50) ; mercure (par bouteille de 75 lbs), 120-135 (inch.).

— **Singapour** (en dollars des Détroits par picul de 132 lbs), 1.126 (1.099). **PREMIERS COURS** (en cents par picul) : coton, juillet, 65.35 (63.20) ; 65.80 octobre (63.50) ; laine austral, 178.50 juillet (174.50) ; octobre 178 (174).

## LONDRES

Le plus grand calme règne jundi-  
latin à l'ouverture sur le marché  
indonésien, où les cours de main-  
tiennent au voisinage immédiat de  
leurs niveaux précédents. Le seul  
dit saillant aux indiennes est la  
forte reprise de Guest Keen. Nou-  
aux progrès des mines d'or.

(ouverture) (dollars) : 128 25 contre 127 90

	CLOTHRE	CAURS
--	---------	-------

VALEURS	CLOTURE 7/6	COURS 10/6
Loan 3 1/2 % ..	26 1/8	26 1/8
Eschbach .....	368 .....	368 .....
Esch Petroleum .....	678 .....	678 .....
Esch II .....	438 .....	438 1/2
Esch .....	183 .....	183 .....
Esch Chemical .....	395 .....	395 .....
Esch .....	156 .....	156 .....
Esch .....	249 .....	246 1/2
Esch Holdings .....	19 .....	19 3/8
Esch Zinc Corp .....	233 .....	233 1/2
Esch Brifantene .....	26 .....	26 7/8
Esch En Lires .....		

**B. A. L. O.**

Le numéro du 10 mal publie  
toutes les insertions suivantes :

**Comptoir des entrepreneurs.** — Le  
100 F. Intérêt de 10,80 %. Jouis-  
sance 21 mai 1976, amortissables au  
100 en treize ans, à partir de 1979.  
**Société des Acieries de Purla et**  
**de la Société générale.** — Les socié-  
tés Soffinal, Sogefal et Sogefal  
ont souscrits, en vertu d'un con-  
trat n° 1000 F. Intérêt de 10,80 %. Jouis-  
sance 21 mai 1976, amortissables au  
100 en treize ans, à partir de 1979.  
**Banque hypothécaire européenne.** —  
Emission au pair de 140 000 obli-  
gations de 100 F. Intérêt de 10,80 %  
à partir du 1er janvier 1981, jouis-  
sance du 1er janvier 1976, amortis-  
sables en treize ans à partir du  
1er janvier 1979.

**Société des Acieries de Purla et**  
**de la Société générale.** — Le 10  
mal 1976, d'un emprunt de  
1972 000 F représenté par 429 600  
obligations de 70 F convertibles en  
actions à tout moment à partir du  
1er janvier 1978, à raison d'une  
obligation pour 10 actions, il y a eu  
la souscription de ces obligations  
pour un montant de 100 millions  
d'intérêt de 10 %. Jouisances du  
1er janvier 1976, amortissables au  
100 à partir du 1er janvier 1981, est  
dérivée aux actionnaires des deux  
sociétés, à raison de 10 actions pour  
un titre de 100 F. Les obligations  
seront offertes au public.

**Société générale assurances de**  
**la Société, général.** — Emission à  
un prix de 98 F de 100 millions de  
nouvelles pour offrir anciennes, jouis-  
sances du 1er janvier 1976, amortis-  
sables en treize ans à partir de 1979  
à un port de 67,5 millions de francs  
soit 67 millions de francs.

**Compagnie des**  
**Industries Chimiques du**  
**du Goudron-Ferrachon et Cie.**  
Attribution gratuite, à partir du  
1er janvier 1976, d'un emprunt  
de 100 millions de francs, à raison  
de 100 F (une pour cent), jouis-  
sances du 1er janvier 1976.

**Compagnie des**  
**Industries Chimiques du**  
**du Goudron-Ferrachon et Cie.**  
Attribution gratuite, à partir du  
1er janvier 1976, d'un emprunt  
de 100 millions de francs, à raison  
de 100 F (une pour cent), jouis-  
sances du 1er janvier 1976.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**DE DIETRICH.** — En 1975, le groupe a réalisé un bénéfice net de 1,87 millions de francs contre 1,67 millions, sur un chiffre d'affaires en progression de 21 % à 691,3 millions de francs. Dividende global : 170 F contre 23,25 F.

## INDICES QUOTIDIENS

INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975

	6 mai	7 mai
eurs françaises ..	99,4	9
eurs étrangères ..	108	10

DES AGENTS DE CHANG

(Base 100 : 29 déc. 1961.)

ice général .....	74	7
-------------------	----	---

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7:5	19
llar (en yens) ....	293 675	293

**Taux du marché monétaire**

is privs..... 73.4%

**- COMPTANT**

[illegible]

## BOURSE DE PARIS - 7 MAI - COMPTANT

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des cotes de l'après-midi.

Compan sation	VALEURS	Précl. côture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	Compan sation	VALEURS	Précl. côture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	Compan sation	VALEURS	Précl. côture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	Compan sation	VALEURS	Précl. côture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	
569	4.50 % 1873 C.M.E. 3.5	1481	589	583	572	30	645	Clie Ele East. Exp. Mgrs.	413	614	605	600	185	Offici-Cabry.	175	175	175	175	548	T.A.T.	563	542	517	255
570		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
571		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
572		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
573		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
574		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
575		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
576		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
577		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
578		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
579		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
580		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
581		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
582		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
583		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
584		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
585		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
586		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
587		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
588		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
589		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
590		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
591		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
592		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
593		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
594		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
595		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
596		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
597		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
598		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
599		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
600		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
601		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
602		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
603		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
604		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
605		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
606		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
607		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
608		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
609		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
610		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
611		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
612		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
613		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
614		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
615		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
616		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
617		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
618		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
619		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
620		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
621		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
622		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
623		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
624		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
625		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
626		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
627		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
628		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
629		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
630		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
631		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
632		1481	589	583	572	30	645		413	614	605	600	185		175	175	175	175	548		563	542	517	255
633																								

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMEES SEULEMENT  
c. : coupon détaché; d. : demande; \* droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est

se indique. Il y a eu cotation unique, portée sous la colonne « dernier cours ».

<b>DES CHANGES</b>	<b>COURS DES BILLETS</b>	<b>MARCHÉ LIBRE DE L'OR</b>
--------------------	------------------------------	-----------------------------

OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/5	de l'émission à gr. ent. à gr. ent.	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/5
1) .....	4 878	4 878	4 82			
m. f.) .....	4 772	4 777	4 74			
100 fr.) .....	194 00	194 000	184	Gr. fin (200 en barre)	19200	
100 fr.) .....	12 722	12 049	11 75	Gr. fin (100 en barre)	9315	19130
100 fr.) .....	77 720	77 078	77 50	Pièce française (20 fr.) .....	238	237 10
100 fr.) .....	5 900	5 900	5 90	Pièce française (10 fr.) .....	171 56	170 10
100 fr.) .....	8 516	8 542	8 50	Pièce française (5 fr.) .....	87 48	129 50
100 fr.) .....	5 255	5 410	4 67	Union latine (20 fr.) .....	187	180
100 fr.) .....	85 850	85 850	85	Union latine (10 fr.) .....	296	280 90
100 fr.) .....	174 310	174 030	174 25	Union latine (5 fr.) .....	954	659 40
100 fr.) .....	16 770	15 750	14 75	Pièce de 10 dollars .....	473	460 90
100 fr.) .....	108 25	108 25	108 25	Pièce de 5 dollars .....	74	734 50
100 fr.) .....	180 480	180 475	180 25	Pièce de 1 dollar .....	291	283 40

[illegible]



## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. EUROPE

— ESPAGNE : les affrontements entre carlistes.

### 3. DIPLOMATIE

— ISRAËL : le gouvernement interdit l'installation de « colonies sauvages » dans un site jordanien.

### 4-5. ASIE

— Remise en ordre au Bangladesh (II), par Gérard Vignolle.

— CHINE : Pékin va demander à Singapour de souscrire à la « classe anti-hégémonie ».

### 6. AMÉRIQUES

— Le premier ministre a expliqué la « finitude » de la politique gouvernementale en faveur de l'artisanat, précisant que « le secteur des métiers apparaît aujourd'hui beaucoup plus qu'hier comme un élément essentiel de notre équilibre social ».

### 7. AFRIQUE

— Le premier ministre a expliqué la « finitude » de la politique gouvernementale en faveur de l'artisanat, précisant que « le secteur des métiers apparaît aujourd'hui beaucoup plus qu'hier comme un élément essentiel de notre équilibre social ».

### 8-10. POLITIQUE

— POINT DE VUE : « Et si les Chinois avaient raison ? », par François Missoffe.

### 11. DÉFENSE

— POINT DE VUE : « Et si les Chinois avaient raison ? », par François Missoffe.

### 12-13. SOCIÉTÉ

— POINT DE VUE : « Informatique et libertés, responsabilité », par Jacques G. Maisonneuve.

### 14. MÉDECINE

— Garantir la qualité des soins.

### 14-15. ÉDUCATION

— Garantir la qualité des soins.

### 15. CATASTROPHES

— Garantir la qualité des soins.

### 16. JUSTICE

— CONSEIL D'ÉTAT : le contrôle des autorisations de licenciement.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

— PAGES 17 A 22

— Les monnaies sans le Fonds monétaire.

— Le contrôle des dettes du tiers-monde : un problème financier devenu politique.

— Le dirigeant pétrolier de la France continue-t-il à favoriser les grandes compagnies ?

— Les constructeurs japonais d'automobiles reprennent de plus en plus vers l'extérieur.

— Les notes de lecture, d'Alfred Sauvy.

### 24. SPORTS

— RUGBY : Béziers et Agen en finale du championnat de France.

### 26-27. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : Nous nous sommes tant aimés, d'Étienne Scailly. Godard à la semaine des Colères.

### 34. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— QUALITÉ DE LA VIE : un colloque à Strasbourg sur le droit de l'environnement.

### 35. LA RÉGION PARISIENNE

— Une capitale trop encombrée : l'administration pourra s'appuyer à la vente des garages privés.

### 36-37. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— COLLOQUES ET CONGRÈS : les assises nationales du patronat chrétien.

### LIRE ÉGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (23) : Annonce classée (28 à 34) : Aujourd'hui (25) : Carnet (23) : Journal officiel (23) : Météo (23) : Mots croisés (23) : Bonne (23).

— Le numéro du « Monde » daté 9-10 mai 1976 a été tiré à 538 551 exemplaires.

## DECORATION LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Velours contemporains à dessins "patchwork" et "design".
- Mouvements Jacquard.
- Toiles et chinés, imprimés anglais, américains, suédois, italiens.
- Tweeds et tissages spéciaux écru - blancs - beige.
- Nouveaux lins et tapisseries de style.

de 28<sup>e</sup> à 175<sup>e</sup> le mètre

(tous nos articles sont en stock)

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C E F G H

## M. Chirac annonce les grandes lignes d'une « action nationale de revalorisation » de l'artisanat

Le gouvernement a l'intention de poursuivre une action de revalorisation de l'artisanat au niveau national (I) au moment où les artisans et les commerçants en France sont inquiets et s'interrogent sur leur avenir et sur la volonté de l'administration de comprendre leurs problèmes », a affirmé M. Jacques Chirac, premier ministre, dimanche 9 mai à Tulle, au cours de l'assemblée générale de l'Association pour le développement de l'artisanat dans le Massif Central, à laquelle il assistait en compagnie de M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat.

Le premier ministre a expliqué la « finitude » de la politique gouvernementale en faveur de l'artisanat, précisant que « le secteur des métiers apparaît aujourd'hui beaucoup plus qu'hier comme un élément essentiel de notre équilibre social ».

M. Chirac, après avoir noté que « les mythes de la concentration urbaine et de la production industrielle standardisée ont pu faire croire à certains que notre société pouvait se passer de corps de métiers nombreux et heureux », a insisté sur les « deux piliers fondamentaux » sur lesquels repose « l'importance de l'artisanat dans notre pays : la responsabilité et la liberté ». Il a ajouté que « seule une société libre peut fournir à l'artisanat un cadre pour son épanouissement, car seule elle reconnaît l'émancipation de l'œuvre et de la responsabilité personnelle ».

M. Chirac a ensuite précisé les grandes lignes de la politique gouvernementale en faveur de l'artisanat. L'artisanat est resté « le secteur le plus dynamique de notre économie », a-t-il déclaré, appliquant les délais impartis la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, et poursuivant les efforts entrepris en matière de revalorisation et s'engageant à « mettre à la dis-

## Un souci électoral évident

Après les agriculteurs et les petits patrons, les artisans font l'objet, pour la première fois, de la sollicitude publique du premier ministre. C'est devant un échafaudage de chiffres et de statistiques, parfois frondeuses, mais joliment attachées aux valeurs de stabilité, d'ordre, de libéralisme, que dimanche à Tulle, M. Chirac a fait de nouvelles promesses à un groupe social nombreux de ce secteur. Les vifs applaudissements qui ont salué les allusions aux « traverses fiscales » dont est victime ce corps de métiers ont montré aussi que le ministre ne s'est pas en vain efforcé de séduire auprès de cet auditoire. Nécéssité électorale ?

Bien qu'il représente deux millions de personnes actives, soit 10 % de la population active nationale, l'artisanat est resté pendant longtemps le parent pauvre de l'industrie. Le premier ministre du commerce et de l'artisanat, dit « le Royer », a reconnu que jusqu'à cette date, les statistiques concernant le secteur des métiers sont restées pratiquement inexistantes — on commence à peine à évaluer approximativement le nombre des entreprises artisanales. La loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, dite « loi Royer », a rectifié en partie les lacunes de la politique gouvernementale à l'égard de ce secteur. Reste que l'artisanat demeure encore la plus grande partie ignorée des grandes décisions de politique industrielle et qu'il en a, plus que tout autre secteur, souffert.

Les élections venant à revaloriser l'apprentissage et à moderniser les structures en encourageant notamment les nouvelles installations sont en majeure partie budgétaires et sont dans le bon sens.

## Pour une soudure... PAS DE TRANSPORTS EN COMMUN DANS LA RÉGION DE SAINT-ÉTIENNE

Saint-Etienne. — Petite cause, grands effets : parce qu'un agent de la compagnie C.F.V.E. (Chemins de fer à voie étroite) a été surpris dans un atelier à effectuer sans autorisation un travail personnel, en occurrence une soudure au chalumeau, tout Saint-Etienne et six communes voisines (trois cent mille habitants au total) sont privées depuis quatre jours de transports en commun.

Les sept cents tramways ont, en effet, cessé le travail jeudi soir 6 mai, à l'appel de la C.G.T. et de la F.N.C.R. (Fédération nationale des chauffeurs-routiers et salariés de France). Ils n'admettent pas la sanction — qu'ils jugent excessive — de vingt et un jours de mise à pied qui a été infligée à cet agent, père de deux enfants. Avant d'être cent quatre-vingt véhicules de la C.F.V.E. n'est sorti, depuis jeudi minuit.

## Après un attentat

### « CHANTONS SOUS L'OCCUPATION » EST RETIRÉ DE L'AFFICHE DU CIRCUIT PARAFRANCE

Chantons sous l'Occupation, le film d'André Halimi (Le Monde du 30 avril) a été retiré de l'affiche des huit salles parisiennes où il était projeté à la suite de la découverte d'un bombe fumigène au cinéma Le Capri.

L'auteur de Chantons sous l'Occupation se déclare pessimiste sur les possibilités de faire projeter à nouveau son film par les grands circuits de distribution et s'inquiète de la trop grande prudence de ces derniers, ainsi que des conséquences que pourrait avoir sur la liberté d'expression le fait qu'il suffise d'une alerte à la bombe pour retirer un film de l'affiche.

La société exploitante Parafrance, qui a retiré Chantons sous l'Occupation après avoir avisé son producteur, M. Anatole Dauman, par lettre recommandée, mais sans son accord pour un retrait général, évalue les possibilités de reprendre la projection du film sur certains écrans parisiens. M. Dauman envisage de poursuivre les exploitants en justice pour rupture de contrat. La Société des réalisateurs de films appuierait sa requête.

[Rappelons que le retrait du film d'André Halimi intervient après celui de « Gloria Mundi » (Le Monde du 14 avril) : à la suite de diverses interventions, la projection de ce dernier long métrage a repris, depuis le 24 avril, au cinéma Entre-pôt, à Paris.

Des manifestations analogues contre « les Breta verts » avec John Wayne n'avaient pas provoqué un tel retrait, il y a quelques semaines ; la projection de « La Bandera », revanche, a été interrompue par un commando, lors du dernier Festival du film de droits.

**COLIS FAMILIAUX**  
**HUILE D'OLIVE**  
**VIERGE EXTRA OLIVOLI**  
Produit naturel  
d'olive fraîche  
Garantie extra vierge  
PREMIÈRE PRESSION A FROID  
et clarifiée par simple  
décantation et filtration  
FRANCO DE PORT  
A PARTIR DE 3 LITRES  
Demandez Documentation  
gratuite N° 9 à :  
SIS PROVENÇALE OLIVOLE  
13 — SALON-DE-PROVENCE

## A LA VILLE DU DÉBAT SUR LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

### MM. Ceyrac et Bergeron défendent des thèses contraires sur les élections professionnelles

A la veille de la déclaration du premier ministre sur la réforme de l'entreprise et du débat général qui doit suivre sur ce sujet mardi 11 mai à l'Assemblée nationale, le problème des candidatures syndicales aux élections professionnelles a été soulevé très vivement par M. Ceyrac, président du C.N.P.F., et par M. Bergeron, secrétaire général de F.O., qui a mis en garde le patronat et l'opinion publique.

Devant le patronat chrétien (voir page 38), M. Ceyrac a critiqué à Grenoble le monopole des organisations syndicales pour le dépôt des candidatures au premier tour des élections professionnelles. Il a plaidé pour la représentation des non-syndiqués, qui « ne sont pas moins estimables que les autres et devraient avoir droit à la parole ».

Auch, où il participait à une rencontre syndicale, M. André Bergeron a « solennellement mis en garde ceux qui voudraient mettre en cause le monopole syndical ».

« Je veux rappeler très fermement, a précisé M. Bergeron, qu'il s'agit là d'un principe intangible de notre droit syndical que la République française a proclamé depuis plus de trente ans. Nous n'accepterons jamais, sous aucun prétexte, qu'on mette en cause de quelque manière que ce soit la volonté de ceux qui contestent la réglementation actuelle se rendant compte

## A Paris

### LES PAYS DE L'OPEP CHOISISSENT LES BÉNÉFICIAIRES DE LEUR AIDE

Les ministres des finances des pays membres (1) de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent, ce lundi 10 mai, pour trois jours à Paris, au Centre international de conférences de l'Université Kléber. Comme il y a trois mois (Le Monde des 27 et 28 janvier), d'importantes forces de police, en tenue et civil, veilleront sur la session pour éviter toute répétition de l'attentat commis lors d'une réunion de l'OPEP à Vienne, en décembre dernier, où onze ministres avaient été gardés vingt-quatre heures en otages.

A l'ordre du jour de la présente session (bien qu'aucun document officiel n'ait été publié pour des raisons de sécurité), figurent les modalités de l'aide au tiers-monde, décidée par l'OPEP en janvier. De 1 milliard de dollars prévus initialement, le montant de cette aide (sous forme de prêts à long terme sans intérêt) avait été ramené à 800 millions de dollars, l'Indonésie et l'Équateur n'ayant pu y participer, et le Gabon n'ayant que 1 million de dollars. Il s'agit maintenant de confirmer le montant des diverses contributions et de préciser aussi bien le nom des pays bénéficiaires que le montant des sommes qui leur seraient distribuées. On n'exclut pas que les pays de l'OPEP fassent un geste supplémentaire de générosité.

(1) Algérie, Équateur, Gabon, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite, Venezuela.

## Iles grecques

Découvrez, dès le mois de juin les mouillages secrets et les ports accueillants des Cyclades sur un spacieux Ketch de 30 mètres. Prix 4.450 FF - 15 jours - 4 participants minimum.

## EXPLORATOR

16, place de la Madeleine - 75008 Paris - Tél. 265.66.24

Documentation sur demande

## ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT

GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

une annonce sans texte...

... parce qu'un projet pédagogique sérieux ne se définit pas en quelques mots

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS

262.27.27 Documentation gratuite sur demande

**SOLIER / SERRIER**  
Boutique de meubles et décoration

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux intérieurs de Paris (entièrement rénovés).

Imaginez aussi un massage tout en douceur et en nuances, pratiqué en bain d'eau tiède et délicieusement parfumé.

C'est le massage thaïlandais tel que le conçoit Claude Massard et son équipe de douces massueuses certifiées.

A l'heure de tout unifier, prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.

**Institut Corporel Claude Massard**  
6, rue de la Paix 75002 Paris  
Tél. 261.21.25 - 261.21.97

مكتبة الأهل